ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1960-1961COMPTE RENDU INTEGRAL — 22^e SEANCE2^e Séance du Vendredi 28 Octobre 1960.

SOMMAIRE

1. — Report d'une question orale sans débat (p. 2919).
2. — Question orale sans débat (p. 2919).
Recherche scientifique et technique (question de M. Jean-Paul David) : MM. Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre; Jean-Paul David.
3. — Loi de finances pour 1961 (2^e partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 2922).
Articles 24, 25 et 26 (états G et H) (suite).

Santé publique et population.

MM. Bisson, rapporteur spécial de la commission des finances; Fréville, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

MM. Commenay, Rieunaud, Nilès Duthell, Roulland, Baudis, Joyon Derancy, Lacroix, Profichet, Collomb, Fourmond, Debray, Dusseaux, Chenot, ministre de la santé publique et de la population.

Etat G.

Titre III.

Amendements n° 57, de la commission des finances, et n° 23 rectifié de M. Cance. — Adoption.

Adoption des crédits modifiés du titre III.

Adoption des crédits du titre IV.

Etat H. — Adoption des crédits des titres V et VI.

Art. 70. — Adoption.

Articles 24, 25 et 26 (états G et H) (suite).

Justice.

MM. Tardieu, rapporteur spécial de la commission des finances; Pasquini, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Renvoi de la suite du débat.

4. — Ordre du jour (p. 2946).

PRESIDENCE DE M. ANDRE VALABREGUE,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

REPORT D'UNE QUESTION ORALE SANS DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appellerait la question n° 3593 de M. Jouault à M. le ministre des travaux publics et des transports.

Mais M. le ministre des travaux publics et des transports, absent de Paris, ne peut assister à la présente séance. M. le Premier ministre et M. le ministre des travaux publics et des transports m'ont informé de cette absence et prié de faire part de leurs regrets à l'Assemblée nationale.

Conformément au deuxième alinéa de l'article 137 du règlement, cette question est reportée d'office à vendredi prochain, 4 novembre 1960.

— 2 —

QUESTION ORALE SANS DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle une question orale sans débat.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

M. le président. M. Jean-Paul David demande à M. Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre, si le Gouvernement compte tirer toutes les conséquences utiles relatives à l'avance technique de certaines puissances; et si, en particulier, il ne considère pas comme vitale, pour la position que devrait avoir la Communauté européenne, la création avec nos associés et voisins, de centres communs de recherches capables d'assigner encore à notre civilisation une place honorable dans tous les domaines scientifiques.

La parole est à M. Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre.

M. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre. Monsieur le président, mesdames, messieurs, lorsqu'on considère le développement de la recherche scientifique et technique dans le monde entier au cours des quinze dernières années, on est bien frappé, comme le signale M. Jean-Paul David, de l'avance qu'ont prise deux grands pays, les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Dans le domaine spatial, en particulier, cette avance est spectaculaire. Elle est moins nette en d'autres domaines, mais l'opinion a été impressionnée par le lancement des satellites; elle s'est émue de ce que les nations européennes, qui jusqu'au XX^e siècle avaient joué un rôle prépondérant dans le développement scientifique et technique, semblent maintenant un peu en retard dans l'évolution générale.

Les gouvernements français ont mesuré, ces dernières années, la gravité de ce problème. Ils ont pris des mesures ou proposé des coopérations qui commencent à porter leurs fruits. Une mesure récente, qui est soumise au Parlement, est le projet de loi de programme sur les actions concertées de recherches.

Mais c'est à juste titre que l'on peut craindre que cet effort national ne parvienne pas à lui seul à combler le retard. Les dépenses exigées par certaines recherches de méthodes ou recherches de résultats ne sont pas toutes à l'échelle d'un budget, des hommes, ni même des moyens matériels qu'un seul pays peut réunir.

Aussi la collaboration scientifique avec toutes les nations, singulièrement avec les nations européennes, est-elle rapidement apparue comme une nécessité. C'est en associant leur potentiel en hommes et en matériels de recherche que ces nations peuvent espérer constituer certains ensembles à l'échelle du monde moderne et des problèmes de demain.

Sous quelle forme, dans quelles conditions, avec quelles méthodes cette association peut-elle se réaliser? Il importe ici de distinguer, je crois, entre les problèmes de science fondamentale et ceux de recherche appliquée, quelque difficile que soit le tracé de la frontière.

La recherche appliquée se fait pour la plus grande partie dans des laboratoires appartenant à des industries ou à des groupements d'industries, qu'ils soient uniquement privés ou qu'ils soient d'Etat dans certains pays, ces groupements d'industries désirant garder les secrets commercialement exploitables. Parfois, d'ailleurs, ces secrets ont un prolongement militaire qui les rend encore plus jalousement gardés.

Ces laboratoires et ceux à qui ils appartiennent désirent légitimement demeurer les seuls juges d'une collaboration avec d'autres laboratoires. Rares sont donc les recherches techniques allant jusqu'au stade industriel et qui, sur le plan national même, peuvent être entreprises valablement en commun.

C'est ainsi que l'Organisation européenne de coopération et de développement, après s'être penchée sur ce domaine de la coopération dans la recherche scientifique et technique, a surtout pu retenir des projets tendant à éliminer des dangers, tels que les projets de lutte contre l'incendie, contre la pollution des eaux ou de l'atmosphère, ainsi que certaines recherches routières. Plus rares sont les exemples à caractère industriel tels que le développement du bas fourneau ou les études sur la flamme-faits dans le sein de l'O. E. C. D.

Les difficultés propres à la recherche technique n'empêchent cependant pas que des efforts soient tentés afin de créer ou d'affermir les liens entre les nations.

En France, l'Association nationale de la recherche technique, reconnue comme représentative par le ministère de l'Industrie, développe chaque année ses rapports avec les groupements européens de recherches techniques.

Si la collaboration en matière de recherche appliquée reste ainsi difficile, en raison des problèmes de propriété industrielle ou de secret militaire qui se posent, il n'en va pas de même pour la recherche fondamentale qui constitue un domaine très favorable au travail en commun sur une large échelle.

De grands organismes internationaux cherchent à définir, puis à réaliser cette coopération dans les conditions les plus efficaces. Ce sont principalement l'Organisation des Nations unies, avec l'U. N. E. S. C. O., l'O. E. C. D., le Conseil de l'Europe et même l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. La France fait partie de tous ces organismes et ses représentants prennent une part active à l'élaboration des différents projets.

Si l'on examine les rapports des commissions créées au sein de ces organisations, on peut en dégager des conclusions communes.

La collaboration européenne peut prendre divers aspects, d'ailleurs complémentaires. Il peut s'agir, d'abord, de la mise en commun en vue de la solution d'un problème précis des moyens nationaux de tous les Etats qui collaborent. Cela implique en premier lieu le choix du programme. On retrouve, dans les différentes propositions des Etats, l'océanographie, la physique nucléaire, la météorologie, les sciences de l'espace, la structure de la matière, la lutte contre le cancer et contre la leucémie.

Dans chaque cas, il faut ensuite créer un organisme coordonnateur. L'exemple de l'Année géophysique, qui a duré deux ans, 1957 et 1958, et qui a été organisée par le Conseil international des unions scientifiques, montre qu'on peut grouper jusqu'à trente-cinq nations en différents points du globe en vue d'une collaboration commune.

D'ailleurs, cette mise en commun de laboratoires et de matériels scientifiques doit, pour être tout à fait fructueuse, s'accompagner d'échanges de chercheurs sur le plan international. Tous les gouvernements français ont, depuis longtemps, encouragé cette politique qui est la nôtre.

Des conventions d'échanges de chercheurs ont été signées avec la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, la Grande-Bretagne. D'autres sont à l'étude, même avec la Pologne et l'U. R. S. S., pour lesquelles toute coopération entre scientifiques est dominée par une autorisation préalable donnée par une convention d'Etat. L'an dernier, des conventions ont été signées.

Les échanges de chercheurs se multiplient donc. C'est ainsi qu'en 1959 le Centre national de la recherche scientifique a subventionné plus de 500 missions.

La collaboration peut, dans certains cas, se traduire par la création de fonds internationaux tels que Euratom, pour lequel une dotation de 215 millions de dollars avait été prévue par le traité. Le développement et l'utilisation de cette dotation pour un programme de recherches coordonnant et complétant ceux des six pays est l'une des préoccupations actuelles de l'organisation, c'est-à-dire du conseil de ministres et de la commission.

De même, cette collaboration peut se traduire par la création de centres internationaux de recherche. Pour Euratom, dont je parlais à l'instant, c'est le cas du centre d'Ispra qui, après bien des vicissitudes, a vu le jour au mois de juillet dernier.

Mais l'un des plus beaux et des plus anciens exemples est certainement fourni par le Centre européen de recherches nucléaires de Genève, dont la convention définitive est actuellement signée par douze pays européens.

La construction d'un petit accélérateur de particules, puis la construction et l'exploitation d'un grand accélérateur de particules de 25 milliards d'électron-volts, destiné à l'étude de la structure de la matière, ont montré qu'en s'unissant les nations européennes peuvent rivaliser avec les deux plus grandes puissances mondiales.

Mais l'exemple même de ces succès montre les problèmes délicats que soulève l'administration d'un tel organisme, d'abord simplement à cause de son caractère multinational. Il est possible aussi que l'efficacité du travail des chercheurs soit limitée par le dépaysement, sans parler des difficultés linguistiques.

Plus rares sont malheureusement les exemples nés d'une collaboration bilatérale avec un seul pays étranger, exemples qui paraissent cependant d'application plus facile. Dans tous les cas, la création d'un centre international ne paraît s'imposer que lorsqu'un type de recherche nécessite un investissement trop considérable en argent ou en hommes pour qu'un seul pays puisse le financer et l'utiliser. C'était le cas du grand accélérateur construit par le C. E. R. N.; c'est vraisemblablement le cas pour les recherches spatiales que nous nous efforçons de promouvoir à l'échelle européenne. C'est ainsi qu'un groupe européen de recherches spatiales, à l'appel de l'Académie britannique, a été créé et répondra, nous l'espérons, à cette préoccupation.

Un groupe d'études, dont le secrétaire exécutif est un Français éminent, le professeur Auger, a défini récemment le domaine au sein duquel la commission préparatoire établirait le programme de la future organisation européenne dont nous espérons, notamment, le lancement de satellites légers par l'Europe.

Sauf en matière d'armement, les exemples que j'ai donnés demeurent un peu des exceptions. La création de nouveaux centres internationaux, avec les handicaps que j'ai rappelés,

ne paraît pas toujours s'imposer pour des motifs scientifiques. La multiplication de ces centres peut inquiéter d'ailleurs et mettre en difficulté la recherche nationale, car la participation française à de telles créations demande des crédits et des chercheurs qui risquent ensuite de faire défaut chez nous, même si à la longue le bénéfice est certainement très grand.

Malgré un effort qui va en s'accroissant, la France n'a peut-être pas aujourd'hui suffisamment de maîtres ou de directeurs de recherche pour tous les efforts nationaux ou internationaux qui se présentent. Aussi, à chaque instant, le développement harmonieux de la recherche fondamentale ou technique impose des choix à notre pays comme il en impose d'ailleurs aux plus grands pays : choix dans la répartition des hommes ; choix dans la répartition des crédits et des thèmes ; choix aussi dans les méthodes à suivre : recherche purement nationale, accord entre deux Etats, accord entre plusieurs Etats sous l'égide d'organisations internationales existantes ou d'organisations internationales spécialement créées à cet effet.

Ces choix sont très délicats. Ils doivent, à mon avis, être opérés par cas d'espèce, car ils risquent d'être très lourds de conséquences.

Pour les faire, nous avons, heureusement, depuis deux ans, le comité consultatif qui groupe une douzaine de scientifiques français, et au sein du C. N. R. S., le comité national de la recherche scientifique. Nous demandons à ces comités et nous leur demanderons toujours de nous donner leurs avis sur tous les aspects de ces problèmes. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul David.

M. Jean-Paul David. Mes chers collègues, avant de m'adresser au ministre, je vous indique que je suis un récidiviste — et j'en suis confus — à votre égard.

Mais j'ai pour moi la chance que le ministre ait changé, de sorte que le propos que je tenais l'an dernier devant M. Jacquinet, je peux le tenir cette année devant M. Guillaumat sans que celui-ci y voie une insistance déplacée.

Je relevai, l'autre jour, dans une revue, les chiffres suivants : la France forme 100 ingénieurs par million d'habitants, la Grande-Bretagne en forme 237, les Etats-Unis 195, l'U. R. S. S. 236.

Je me préoccupe depuis longtemps de ce problème — je ne suis évidemment pas le seul — et je suis frappé par le fait que, chaque jour, nous prenons un peu plus de retard sur les grandes concentrations humaines. Le Parlement doit s'en préoccuper car nous allons vers une civilisation de plus en plus technique, et la France, qui est, qu'on le veuille ou non, un petit pays à l'échelle du monde, puisque sa métropole compte seulement 45 millions d'habitants, ne peut pas être un pays de manœuvres. Etant donné ses capacités intellectuelles, il lui porte qu'elle soit un pays de personnes qualifiées et, bien entendu, qualifiées à tous les échelons.

Monsieur le ministre, je ne traiterai qu'un des deux problèmes que j'ai posés. De l'autre, je dirai simplement que je suis convaincu que vous l'aborderez un jour avec votre collègue de l'éducation nationale.

Depuis des années nous avons assisté ici à des débats intéressants, quelquefois passionnés, sur le problème de l'école. Je résumerai ainsi ma pensée : tant que les fils de paysans et d'ouvriers, malgré la prétendue égalité qui règne en France, n'entreront pas dans les grandes écoles, nous n'aurons pas le recrutement que nous méritons d'avoir. (Applaudissements.)

Ce n'est pas en passant le certificat d'études à quatorze ans qu'on peut préparer Polytechnique à dix-neuf. Il faudra bien qu'un jour, en haut lieu, les beaux esprits qui élaborent les programmes scolaires se persuadent que, pour tirer le maximum de la matière grise de notre pays, il faut reconsidérer l'ensemble du problème et faire en sorte que les fils de paysans et d'ouvriers puissent entrer à Polytechnique, à Centrale ou aux Mines. Actuellement — j'ai opéré des sondages précis — c'est pratiquement impossible.

Voici un simple détail : l'on ne peut pas entrer dans un centre d'apprentissage parce qu'il n'y a pas d'internat ; l'on ne peut pas fréquenter un collège parce que les places d'internat sont en nombre insuffisant et que l'on ne peut y transporter les élèves tous les jours. L'enfant qui habite à huit kilomètres d'un centre pourvu d'un lycée, quitte l'école parce que son père n'a pas le temps d'aller l'y conduire le matin et d'aller le rechercher le soir.

Cette question ne relève pas de votre compétence immédiate, mais elle est un des deux aspects du problème. Il est évident,

en effet, que si cent ingénieurs seulement sont formés par million d'habitants, c'est parce que cette ponction est opérée non pas sur la masse totale des Français mais sur cinq ou dix pour cent de celle-ci, sur la classe qu'on appelle libérale ou aisée, car le père de famille de condition modeste n'a pas les moyens de faire suivre à son fils les études correspondant à ses aptitudes intellectuelles.

Le deuxième aspect du problème, je l'ai déjà exposé à M. Jacquinet et sans doute en avez-vous eu connaissance, monsieur le ministre. Du reste, je l'ai tout de suite constaté.

Je reconnais que vous avez effectivement exposé les obstacles certainement graves dressés sur cette route. Je me rappelle néanmoins qu'il y a quelques années, lorsqu'un homme avait lancé et développé dans cette enceinte — il l'avait fait également ailleurs — l'idée de ce qui est devenu le plan Schuman, personne n'y croyait. Et puis, un jour, ce plan fut réalisé.

Aussi, serais-je très heureux si vous attachiez votre nom à une réalisation de ce genre. Je n'ai pas d'amour-propre d'auteur et je vous fait cadeau de ce projet. Je l'avais déjà offert à M. Jacquinet qui n'a pas voulu s'en emparer. Peut-être en aurez-vous l'idée.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit seulement de voir si ne peuvent pas être réalisées des opérations autres que des opérations fragmentaires qui toutes sont intelligentes, qui toutes sont dans la logique des problèmes qui se posent, qui permettent des accords à deux, à trois, à douze débordant le cadre de l'Europe des Six, je le reconnais.

On compte déjà certaines réalisations. Mais vous avez dit vous-même, monsieur le ministre, que ce sont des exemples qui, dans une certaine mesure, constituent des exceptions. Je voudrais justement qu'ils ne constituent pas des exceptions. Même si certaines cases restent vides, c'est-à-dire si vous n'arrivez pas, dans un certain nombre de domaines à obtenir ce que vous souhaitez, je voudrais que puisse être lancé, en partant de la France, précisément parce qu'elle représentes, sur le plan de la civilisation, un pôle d'attraction, un plan général qui permettrait de créer dans toute l'Europe des centres de recherches théoriques, voire appliquées — bien que ce soit plus difficile mais non impossible, sur le plan de la coordination.

Pourquoi ai-je cette idée ? C'est parce que si ces centres de recherches existaient, d'abord, pourraient y travailler ensemble des hommes venant d'horizons différents, de races, de conceptions, de mentalités différentes, ce qui serait certainement profitable ; ensuite parce que vous pourriez créer, à côté de ces centres, des facultés, c'est-à-dire amener des étudiants à proximité de ces centres de recherches et permettre que ces étudiants soient demain les chercheurs parmi lesquels seraient pris des professeurs.

Nous pouvons évidemment être divisés, au sein de cette Assemblée, sur des problèmes comme celui que nous avons traité la semaine dernière ; mais nous ne pouvons pas être divisés sur un problème comme celui-là. Il n'y a aucune difficulté, il n'y a même que des avantages à ce que les hommes essaient de se rapprocher s'agissant d'un problème aussi important que celui de la recherche.

Vous avez même fait allusion, monsieur le ministre, en citant un ou deux pays, au fait que cette collaboration pourrait ne pas se limiter exclusivement à l'Europe des Six et je vous suis sur ce terrain. Je vais même plus loin : au-delà de l'Europe des Six, il est des pays qui seraient certainement très heureux d'envoyer davantage de leurs jeunes de notre côté plutôt qu'ailleurs et de permettre à leurs hommes de science de travailler aux côtés des Belges et des Italiens — peut-être même des Allemands — des Français.

Une telle réalisation ne peut voir le jour que si elle procède d'un plan général. Vous m'objecterez que vous n'avez pas les moyens de le réaliser. Je suis persuadé, direz-vous, que si je crée vingt cases, deux ou trois seulement seront remplies dans trois ans.

Peut-être ! Mais faites un acte de foi, lancez l'idée, engagez une discussion. N'y a-t-il pas moyen de coordonner ce qui existe, de créer ce qui manque ? Lancez une idée dont la France aura de toute façon le bénéfice. Il n'en coûtera rien, mais une fois lancée, elle vous permettra de provoquer les études et les recherches et peut-être de trouver le complément de ce que vous avez déjà trouvé. Car ce que vous avez déjà trouvé ce sont des opérations fragmentaires dues à la diligence de ceux qui en ont pris l'initiative.

Pourquoi ne pas prendre le problème dans son ensemble et dire : je suis le ministre compétent, les Français pensent qu'il

est nécessaire de travailler en commun. Je prends cette initiative et nous verrons avec nos voisins s'ils sont d'accord pour créer ces centres, que ce soit en France, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, en Italie.

Sur le plan national, dans la mesure où certains de nos collègues se préoccupent de faire revivre diverses régions de France, je serais très heureux de voir créer dans ces régions des centres de recherches qui constitueraient des foyers d'activités nouvelles intéressants dans ces provinces qui actuellement se meurent.

Voilà mon propos. Je l'ai tenu l'an dernier et je ne dis pas qu'il n'en a pas été tenu compte, mais on n'a pas voulu lancer l'idée en grand, non pas qu'on était contre le principe, je le sais puisque j'en ai parlé avec les spécialistes et les techniciens.

Je sais qu'il existe des associations. J'ai lu dans la revue compétente le compte rendu de la discussion que j'avais eue avec votre collègue M. Jacquinot.

Ce n'est pas une querelle que je cherche au Gouvernement. C'est une idée qui est lancée et qui mériterait d'être retenue parce que justement la France est mieux placée que les autres pays, étant donné qu'on lui reconnaît, au moins dans un domaine, une certaine capacité intellectuelle que d'autres peut-être possèdent à un degré moindre.

Je n'ai donc pas l'intention de renouveler ma question orale l'année prochaine devant M. Guillaumat s'il est toujours chargé des mêmes fonctions. S'il avait un successeur, je la reposerais. Mais j'espère que d'ici l'année prochaine M. Guillaumat aura pensé que lancer une idée ne coûte rien. On verra par la suite ce qu'on peut en tirer et en tout cas dans le sens que vous avez indiqué dans votre réponse, c'est-à-dire en vue d'un certain nombre de réalisations.

Il est possible que l'idée à laquelle je m'attache depuis déjà deux ans puisse être traduite par des résultats. Si elle n'en produit pas, nous aurons montré au monde notre bonne volonté; si elle en a, nous nous réjouissons entre nous qu'un ministre français ait eu l'initiative d'une pareille réalisation. (Applaudissements.)

— 3 —

LOI DE FINANCES POUR 1961

(DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1961 (deuxième partie) (n^o 866, 866, 867, 903).

[Articles 24, 25 et 26 (états G et H) (suite).]

M. le président. Nous allons examiner maintenant le budget de la santé publique et de la population.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

ETAT G

Répartition des crédits applicables
aux dépenses ordinaires des services civils.
(Mesures nouvelles.)

« Titre III: + 3.443.960 NF;
« Titre IV: + 10.390.250 NF. »

ETAT H

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils.

(Mesures nouvelles.)

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme, 6.150.000 NF;
« Crédit de paiement, 1.310.000 NF. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme, 147.850.000 NF;
« Crédit de paiement, 19.122.000 NF. »

Je rappelle que ce débat est organisé sur 2 heures 15 minutes, à savoir:

Commission des finances, 20 minutes;

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, 20 minutes;

Gouvernement, 20 minutes;

Groupe de l'union pour la nouvelle République, 20 minutes;

Groupe des indépendants et paysans d'action sociale, 15 minutes;

Groupe des républicains populaires et du centre démocratique, 10 minutes;

Groupe socialiste, 10 minutes;

Groupe de l'entente démocratique, 10 minutes;

Groupe de l'unité de la République, 5 minutes;

Isolés, 5 minutes.

La parole est à M. Bisson, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

M. Robert Bisson, rapporteur spécial. Mesdames, messieurs, le rapport économique et financier, traitant des dépenses sociales, fournit les précisions suivantes au sujet de la politique hospitalière et de la réforme de l'enseignement médical:

« Pour assurer l'application de la réforme de l'enseignement médical un effort exceptionnel est réalisé en 1961 sous la forme d'une inscription nouvelle de 110 millions de nouveaux francs d'autorisations de programme destinés à permettre la construction et la modernisation d'établissements hospitaliers, mieux adaptés au régime nouveau de l'enseignement médical.

« Les autorisations de programme du budget d'équipement de la santé publique étant d'autre part portées de 100 à 154 millions de nouveaux francs, les hôpitaux et centres de recherche médicale bénéficieront en 1961 d'un ensemble de moyens jamais atteint auparavant. »

Cette citation du ministère de la santé publique et de la population à l'ordre du jour des bénéficiaires du budget est un fait trop exceptionnel pour qu'il ne soit pas souligné.

Un examen purement comptable des crédits est nécessaire pour mesurer la générosité du Gouvernement; il sera suivi d'observations générales concernant divers points de la politique actuelle en matière de santé publique, ainsi que de quelques précisions sur les mesures nouvelles concernant l'équipement.

Voici, exprimée en nouveaux francs, la comparaison des crédits de paiement et des autorisations de programme entre l'exercice 1960 et l'exercice 1961.

En ce qui concerne les crédits de paiement il y a deux grands chapitres, les dépenses ordinaires et les dépenses en capital.

Les dépenses ordinaires, c'est-à-dire les moyens de services et les interventions publiques, s'élevaient à 1.182.655.480 nouveaux francs en 1960; elles seront de 1.343.607.574 nouveaux francs en 1961.

Les dépenses en capital, c'est-à-dire les investissements exécutés par l'Etat ou avec son concours, s'élevaient à 80 millions de nouveaux francs en 1960 et elles s'éleveront à 109 millions de nouveaux francs en 1961. Le total des crédits de paiement ressort donc à 1.262.655.480 nouveaux francs en 1960 et 1.452.607.574 nouveaux francs en 1961, c'est-à-dire une plus-value de 189.952.094 nouveaux francs.

Quant aux autorisations de programme au titre des investissements exécutés par l'Etat ou avec son concours, qui s'élevaient à 100 millions de nouveaux francs en 1960; elles passeront à 154 millions de nouveaux francs en 1961, d'où une augmentation de 54 millions de nouveaux francs.

Mes chers collègues, il n'est pas inutile de rappeler que la loi de programme prévoyait, pour chacune des années 1960 et 1961, 77 millions de nouveaux francs.

Or, le ministre qui a pu disposer en 1960 de 100 millions de nouveaux francs, disposera en 1961, de 154 millions de nouveaux francs.

francs. Autrement dit, les autorisations de programme effectives sont très exactement le double des promesses de la loi de programme. La commission des finances vous en témoigne, monsieur le ministre, sa satisfaction.

Telle est, mes chers collègues, extrêmement résumée, l'économie de ce budget.

Voici quelques précisions en ce qui concerne les crédits de paiement et, d'abord, les mesures acquises, c'est-à-dire l'adaptation pour 1961 des crédits votés en 1960. Ces mesures acquises s'élevaient à 155.685.884 nouveaux francs, dont 146 millions de nouveaux francs au titre des « interventions publiques ». Les moyens des services sont donc d'un montant très minime.

L'augmentation des crédits d'interventions publiques porte sur deux chapitres, celui de l'aide sociale et de l'aide médicale, d'une part, celui de la prophylaxie et de la lutte contre les fléaux sociaux, d'autre part. Dans les deux cas, il s'agit d'un ajustement aux besoins constatés de ces crédits évaluatifs.

Voici quelques chiffres : l'aide sociale à l'enfance, plus 45 millions ; l'aide médicale, plus 20 millions ; l'aide aux malades mentaux, plus 51 millions ; l'aide aux infirmes, aveugles et grands infirmes, plus 16.500.000 francs. Ces crédits d'aide sociale et d'aide médicale ont ainsi progressé de 25 p. 100 entre le budget de 1959 et celui de 1961.

Quant aux mesures nouvelles concernant les dépenses ordinaires, nous pouvons, parmi celles-ci, citer 2.100.000 nouveaux francs pour accroître les moyens de l'institut national d'hygiène — dans le rapport écrit figure une étude sur les conditions de fonctionnement de cet important établissement — 100.000 nouveaux francs pour l'équipement en matériel scientifique du laboratoire national de la santé publique ; 651.500 nouveaux francs environ pour le personnel.

Il faut noter la création d'un corps d'inspecteurs généraux adjoints de la santé publique dont l'effectif est fixé à douze membres. Il en coûte 290.857 nouveaux francs, mais la dépense est compensée intégralement par la suppression de quatre emplois d'administrateur civil, de cinq emplois de médecin inspecteur de la santé et de cinq emplois d'inspecteur de la population et de l'action sociale, toutes catégories de fonctionnaires ayant vocation à une nomination comme inspecteurs généraux adjoints.

Cette mesure est justifiée par le fait que l'inspection générale ne comprend que dix membres et ne peut suffire à sa tâche. Il est donc apparu nécessaire au Gouvernement d'aider les inspecteurs généraux par des inspecteurs généraux adjoints, tout en étendant le rôle de l'inspection.

Autre mesure nouvelle concernant les dépenses ordinaires : un million de nouveaux francs sont destinés à accroître la dotation des établissements nationaux de bienfaisance, par exemple les instituts nationaux de jeunes aveugles et de jeunes sourds, sept millions de nouveaux francs pour la vaccination antipoliomyélitique en raison de l'accroissement important d'activité des centres de vaccination.

Le nombre de vaccinés passera de 19.800 en 1957 à 1.500.000 en 1960, non compris d'ailleurs les vaccinations effectuées dans leur cabinet par les médecins et évaluées à 3.600.000. Au total, 5.800.000 sujets seront vaccinés, c'est-à-dire les tiers des sujets de moins de vingt ans.

Ces chiffres ne comprennent pas les injections de rappel.

Une augmentation de 2 millions de nouveaux francs est prévue comme nécessaire à l'application de la réforme du mode d'évaluation du produit du travail des aveugles et grands infirmes dans le calcul de leurs ressources. Cela correspond à la modification de l'article 172 du code de la famille et de l'aide sociale, en vertu de laquelle le produit du travail des aveugles et grands infirmes âgés de moins de soixante ans ne sera pris en compte que pour moitié dans les ressources des intéressés. Cela augmentera évidemment le nombre des bénéficiaires de l'allocation dont l'Etat supporte en moyenne 38 p. 100.

Un crédit de 400.000 nouveaux francs est prévu pour tenir compte de l'augmentation du taux de l'allocation compensatrice des augmentations de loyer et de l'augmentation du nombre des bénéficiaires.

Un crédit de 100.000 nouveaux francs est prévu pour secours exceptionnels en cas de calamités publiques, telles que celles dont Agadir et Fréjus ont été les victimes.

Ces quatre derniers crédits nouveaux sont inscrits au chapitre 46-22 intitulé : « Services de la population et de l'action sociale. — Aide sociale et aide médicale ».

Monsieur le ministre, la commission des finances unanime a eu le regret de constater à cet égard que le projet de budget ne comporte pas de crédits destinés à améliorer sensiblement la situation des personnes âgées, celles-ci ne disposant que de 2,84 nouveaux francs par jour pour vivre. Cette situation oblige d'ailleurs les bureaux d'aide sociale communaux à compléter ces allocations par des secours en nature, expédient incompatible avec la dignité des vieillards, dont beaucoup sont pourtant victimes des différentes dévaluations de la monnaie intervenues depuis plusieurs années. (Applaudissements à gauche.)

M. Charles Dutheil. Très bien !

M. le rapporteur spécial. Dans son exposé liminaire, le rapporteur général de la commission des finances lui-même a insisté sur ce point à cette même tribune.

Je vous prie de croire, monsieur le ministre, que ce n'est pas à l'expression d'une démagogie qui serait condamnable, mais l'expression très simple d'un sentiment de justice et d'humanité.

Voilà pour les mesures nouvelles concernant les dépenses ordinaires.

Quant à celles concernant les dépenses en capital, elles s'élevaient à 20.432.000 nouveaux francs et correspondent, à raison de 8.700.000 nouveaux francs, au financement de la tranche 1961 de la loi de programme et, à concurrence de 11.732.000 nouveaux francs, au paiement des opérations nouvelles qui n'étaient pas inscrites à ladite loi de programme.

Telles sont les précisions orales que j'ai cru devoir, au nom de la commission des finances, présenter à l'Assemblée nationale concernant les crédits budgétaires proposés.

Le ministre disposera donc de crédits substantiels en 1961 grâce à l'effort consenti par le Gouvernement. Encore est-il nécessaire que ces crédits soient consommés, et il semble bien que des difficultés apparaissent à cet égard. Elles n'ont d'ailleurs pas échappé au ministre et il lui est apparu indispensable de prévoir la création d'un organisme chargé de suivre la préparation et l'exécution du plan d'équipement sanitaire et social, organisme qui puisse veiller à la fois au bon emploi des crédits et à l'application des normes techniques, et également contrôler les travaux faits par les organismes constructeurs.

Le centre technique d'équipement sanitaire et social répond à ce but. Il a été créé par une décision du 5 mai 1960 et fait appel, à l'échelon de l'administration centrale, à des fonctionnaires mis à la disposition du ministre de la santé par les grands services techniques. Ces personnels, qui continuent à bénéficier du statut de leur corps, sont aidés par des collaborateurs, architectes, médecins, ingénieurs, utilisés à temps partiel ou à mi-temps et rémunérés au moyen de vacations.

A l'échelon local, le ministère de la santé publique utilise les services de techniciens des ponts et chaussées et de la construction qui sont, eux aussi, rémunérés au moyen de vacations.

Telle est la situation en ce qui concerne les crédits.

Mais puisque je viens d'indiquer les concours techniques dont le ministre disposera et par là même d'évoquer la question du personnel, je voudrais indiquer que la commission des finances s'est émue du décalage des fonctionnaires des services extérieurs de la santé publique et de la population. Cela est indiqué dans le rapport imprimé à l'aide d'exemples de disparités d'indices entre ces agents et certains de leurs collègues d'autres administrations dont les attributions et les responsabilités sont similaires et les conditions de recrutement semblables.

La commission des finances a regretté également l'insuffisance des bourses pour les élèves assistantes sociales, infirmières, masseurs, médecins et pharmaciens inspecteurs de la santé, ce qui ne permet pas d'assurer le recrutement en nombre suffisant de personnel qualifié.

J'ai reçu mission, monsieur le ministre, de présenter à l'Assemblée quelques observations concernant la réglementation de l'aide sociale.

Un premier point mérite d'être signalé en raison de son incidence sur les finances des collectivités locales.

L'article 192 du code de la famille et de l'aide sociale a mis à la charge des trois collectivités, c'est-à-dire l'Etat, les départements et les communes, les frais d'enquête et de tenue des fichiers. Or, une circulaire du ministre de la santé publique et de la population en date du 30 avril 1957 a d'ailleurs admis qu'une interprétation très large pourrait être donnée à la notion d'« enquête » et que pourrait y être englobé l'ensemble des frais d'instruction du dossier.

Or, à la suite d'une enquête, le ministre de la santé et de la population a donné des instructions aux préfets aux termes desquelles l'imputation au budget départemental des dépenses d'aide sociale ne pourrait être acceptée que dans la limite forfaitaire de 9 à 10 nouveaux francs et exceptionnellement de 15 nouveaux francs par dossier.

Dans les villes dont les bureaux sont parfaitement organisés et où les dossiers sont soigneusement étudiés, ces chiffres apparaissent comme étant nettement insuffisants. Il va s'ensuivre, à partir de 1961, des dépenses plus élevées pour ces communes dont le budget est déjà très obéré par les contingents de participation aux dépenses générales d'aide sociale qui leur sont notifiés. D'ailleurs une telle rigueur semble en dernière analyse préjudiciable aux finances publiques car elle pourrait conduire les communes à instruire plus hâtivement les dossiers et à ne pas poursuivre suffisamment les enquêtes sur les ressources des personnes tenues à l'obligation alimentaire avec, comme conséquence, des admissions plus nombreuses de demandes d'aide sociale. La commission des finances souhaite un assouplissement des instructions précitées.

En second lieu, le décret du 21 mai 1955 relatif aux participations de l'Etat aux dépenses d'aide sociale a classé les départements en 17 rangs selon différents critères — d'ailleurs très discutables — de ressources et de charges. La participation de l'Etat aux dépenses du groupe III, qui est le plus important puisqu'il englobe l'aide médicale, l'aide sociale aux personnes âgées, aux infirmes, aveugles et grands infirmes, l'aide compensatrice des augmentations de loyer, l'aide sociale aux familles dont les soutiens indispensables effectuent leur service militaire, la participation de l'Etat, dis-je, pour ces dépenses varie considérablement selon le « rang ». C'est ainsi que, pour le rang 1, l'Etat prend à sa charge 12 p. 100 seulement des dépenses du groupe III, alors qu'il en supporte 44 p. 100 si le département est classé au rang 9, ou 88 p. 100 si le département est classé au rang 17.

Cette discrimination aboutit à ce paradoxe que les départements considérés comme « riches » sont contraints à un effort d'aide sociale qui dépasse 50 p. 100 de leurs recettes ordinaires, créant ainsi une charge insupportable.

L'inspection des finances, dans un rapport établi en 1959, a souligné que les versements de l'Etat n'assurent pas une répartition équitable des charges sur l'ensemble des collectivités en fonction de leur richesse ou de leur structure économique et sociale.

Cela résulte des pourcentages actuels et des divergences observées dans le volume des dépenses.

Le même rapport ajoute : « Les pourcentages fixés par le décret du 21 mai 1955 devraient être révisés. Depuis cette date, les études statistiques portant sur la richesse des départements ont progressé. On connaît mieux la hiérarchie des revenus unitaires. Parallèlement, les structures économiques et sociales ont évolué. De sorte que les pourcentages fixés en 1955 semblent maintenant contestables ».

Dans sa conclusion, le rapport de l'inspection des finances déclare nettement que les subventions de l'Etat ne traduisent pas une véritable solidarité nationale. La Cour des comptes elle-même a déclaré dans son dernier rapport : « Dans le souci d'apporter un frein plus efficace à l'accroissement des dépenses d'assistance, une nouvelle répartition a été étudiée, qui vise à limiter les dépenses à un montant forfaitaire par habitant non assuré social ».

Votre commission des finances, mes chers collègues, s'est associée pleinement à ces remarques et insiste auprès du Gouvernement pour qu'un barème moyen, valable pour toute la France, soit adopté afin de supprimer les inégalités actuelles.

Un autre chapitre du rapport écrit traite brièvement de l'évolution du problème de la pharmacie, et plus spécialement de la mise en application du décret du 5 avril 1960 relatif aux établissements de préparation et de vente en gros des produits pharmaceutiques, au régime des spécialités pharmaceutiques et aux médicaments spécialisés de l'officine, à la nouvelle réglementation française de la pharmacie et des échanges avec les pays du Marché commun.

J'ai souligné également les enseignements retirés de l'expérience effectuée à l'institut de pharmacie industrielle de Montpellier.

Je n'entends pas développer ici ces questions ; mais, par incidence, et en ce qui concerne la structure même du ministère, on doit constater l'importance croissante du service central de la pharmacie. L'industrie pharmaceutique est l'une des premières

industries françaises et fait honneur à notre pays. Les produits nouveaux, en rapport avec l'évolution constante de la thérapeutique, sont en progression continue et les services du visa ont une responsabilité de plus en plus importante. La commission des finances a donc émis un vœu, déjà proposé d'ailleurs par notre collègue le docteur Debray, tendant à élever le service central de la pharmacie au rang de direction. Il n'y aurait pratiquement pas d'incidence financière, mais l'autorité du chef du service central, promu directeur, s'en trouverait légitimement accrue.

Monsieur le ministre, les débats budgétaires sont l'une des très rares occasions d'un colloque avec vous. Nous voudrions saisir celle-ci pour évoquer le rapport sur les obstacles à l'expansion économique en ce qu'il a trait à l'une des professions dont vous êtes le ministre de tutelle, c'est-à-dire la pharmacie.

Par ses recommandations, le comité a la prétention de réformer le statut de la pharmacie en éliminant les survivances du passé et les dispositions qui n'ont pas pour objet exclusif la protection du malade. Parmi ces mesures, on propose une nouvelle définition du monopole des pharmaciens.

En bref, « certains médicaments courants, sans danger » — la liste en serait fixée et périodiquement révisée par les pouvoirs publics — pourraient être délivrés ailleurs que dans des officines et il est même prévu que ces vendeurs non qualifiés pourraient signer, à côté du médecin traitant, les feuilles de maladie aux fins de remboursement par la sécurité sociale.

Est-ce là assurer la protection des malades ? La question mérite d'être posée. Pourquoi ne pas aller plus loin et ne pas décréter que le traitement des maladies bénignes « sans danger » pourrait être confié à d'autres qu'aux médecins diplômés ?

En vérité, qui pourrait, par un acte administratif, déclarer que tel médicament est anodin puisque tout est fonction des réactions personnelles du malade, de son âge et de ses antécédents ?

Il serait très facile de développer l'argumentation mais cela est inutile car l'évidence n'a pas à être plaidée.

Monsieur le ministre, dans le seul intérêt de la santé publique dont vous avez par excellence la charge, nous vous demandons d'affirmer solennellement, suivant d'ailleurs l'avis du comité exécutif de la Communauté européenne, que la dispensation des médicaments est un problème distinct de celui de l'expansion économique et que seuls doivent y contribuer ceux à qui l'Etat a conféré un diplôme garant de leur compétence et de leur dévouement.

Mes chers collègues, lors de l'examen en commission du projet de budget, plusieurs commissaires sont intervenus : MM. Regaudie, Félix Mayer, Jaillon, Rivain et Clermontel. J'ai résumé leurs interventions dans la quatrième partie du rapport écrit qui a été distribué.

Sous le bénéfice des diverses observations présentées, la commission des finances propose à l'Assemblée nationale d'adopter les crédits du ministère de la santé publique et de la population, considérant qu'à n'en pas douter ce budget témoigne du désir certain du Gouvernement de poursuivre son œuvre de protection sanitaire et sociale en donnant au ministre responsable les moyens financiers nécessaires. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Fréville, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Henri Fréville, rapporteur pour avis. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, mon excellent collègue M. Bisson vient de vous donner une idée du rapport très pertinent dans lequel il a déterminé les caractères essentiels du projet de budget dans ses aspects financiers.

Mon propos sera plutôt de dégager les caractères spécifiques de ce projet de budget en l'examinant sous l'angle propre à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, de noter les progrès réalisés par rapport au budget de 1960, d'en relever les insuffisances et de formuler un certain nombre de vœux en matière de politique sanitaire et sociale dont la commission souhaiterait qu'ils ne demeurent point platoniques.

Le projet de budget du ministère de la santé publique s'établit à un montant global de 1.425 millions de nouveaux francs en augmentation, par rapport au budget de 1960, d'environ 190 millions de nouveaux francs. Votre commission a enregistré avec satisfaction cet accroissement de volume des crédits prévus, sans pour autant que ses vœux soient comblés. Elle estime, en effet, qu'un effort considérable doit être patiemment et courageusement accompli dans le domaine sanitaire et social, effort dont les répercussions doivent trouver directement place dans le budget de la nation.

Or, si d'incontestables progrès ont été, depuis quelques années, réalisés dans ce domaine, la France est loin d'avoir accompli l'essentiel d'une tâche à laquelle la convient à la fois son génie et sa mission.

Sur les 190 millions de nouveaux francs supplémentaires prévus au budget, un peu plus de 156 millions de nouveaux francs concernent les interventions publiques, c'est-à-dire action éducative et culturelle, action sociale, assistance, solidarité, aide sociale et prévoyance.

La majeure partie des sommes complémentaires en augmentation se rapportent au titre VI et correspondent à l'accroissement du volume des subventions d'investissements accordées par l'Etat.

A ce propos, votre rapporteur a été prié de bien vouloir attirer la toute spéciale attention des autorités responsables sur la mise en application de mesures figurant dans la loi de programme relativement à la construction des hôpitaux pour l'année 1961.

Il apparaît en effet que les dispositions prévues doivent être mises en application pour 21 établissements sur 22. Le seul hôpital figurant sur la liste insérée dans la loi de programme pour l'année 1961 et qui n'ait pas été reporté sur la liste des mesures nouvelles au chapitre 66-10 est celui de Limoges.

Le motif pour lequel cette inscription a été différée est que cet établissement doit devenir un C. H. U., c'est-à-dire un centre hospitalier universitaire, et qu'il doit être équipé comme tel conformément à des normes nouvelles et aux dispositions réglementaires très récemment intervenues pour certaines d'entre elles, à intervenir pour d'autres, relativement à l'enseignement dans les facultés de médecine et de pharmacie, enseignement qui doit être dispensé désormais pour une très grande part dans les centres hospitaliers des villes universitaires.

Dans le cas de Limoges, il apparaît que l'architecte chargé de l'élaboration des projets n'a pu travailler utilement à ceux-ci avant de connaître sur quelles bases les deux départements ministériels de la santé et de l'éducation nationale s'étaient mis d'accord. Les C. H. U. doivent en effet être équipés de façon à être, à la fois, des établissements de soins et des centres d'enseignement. Il a donc été nécessaire de prévoir comment, dans chaque unité médicale ou chirurgicale, pharmaceutique ou technique, seraient ventilés les locaux destinés à l'une ou à l'autre activité ou aux deux à la fois et dans quelle mesure le financement serait assuré par le ministère de l'éducation nationale ou celui de la santé publique.

Votre commission comprend parfaitement que la mise en œuvre de deux réformes aussi considérables que celles de la structure nouvelle des hôpitaux et des études médicales présente des difficultés. Elle estime toutefois que, les choses étant désormais réglées dans les principes, il importe que toutes dispositions utiles soient prises pour que le maximum de diligence soit apporté à la constitution des dossiers, à leur étude et à leur approbation. Cela lui est une occasion d'attirer tout spécialement l'attention du Gouvernement sur le problème, toujours pendant et jamais résolu, de la coordination des services ministériels et du fonctionnement de nombreuses commissions techniques. Elle souhaite de ne pas voir s'instaurer, à propos de l'examen des projets de construction de nouveaux hôpitaux, des pratiques qui, menant à d'excessifs délais, compromettraient à la fois les légitimes intérêts des usagers et en définitive ceux du Trésor public.

Votre commission tient, par ailleurs, à confirmer les vœux qu'elle a formulés lors de l'examen du budget de 1960 ; elle se félicite de voir associer toujours plus intimement, au sein des commissions administratives, les représentants des usagers et ceux des praticiens à la gestion des établissements publics de soins. Il lui apparaît toujours souhaitable que, lors de la transformation de certains centres hospitaliers régionaux en centres hospitaliers universitaires, les situations acquises puissent se trouver respectées. Elle demeure également attachée à la notion « d'humanisation des hôpitaux », pour employer un terme maintenant courant ; elle voudrait voir dans les hôpitaux se créer, s'ils n'existent pas, se développer et se perfectionner, s'ils existent, des secrétariats techniques, dont la mission serait de faire parvenir, par les moyens les plus rapides, au médecin traitant ou au nouvel hôpital dans lequel le sujet aurait été transféré, les éléments essentiels de la fiche médicale établie à l'occasion du traitement appliqué à tout malade passé à l'hôpital et qui l'aurait quitté. Il lui apparaît, en effet, inconcevable qu'un établissement public de soins qui a accueilli un malade soit, ultérieurement, incapable de fournir sur le compte de celui-ci des renseignements essentiels pour la définition d'une thérapeutique appropriée à son état, ou se refuse à les fournir.

Votre commission s'est beaucoup inquiétée des difficultés sans cesse plus grandes de recrutement des infirmières, des collabo-

rateurs techniques à tous les échelons et des rédacteurs de ces hôpitaux. Il en résulte, en effet, pour ces derniers, des inconvénients graves, et la quasi-impossibilité de recruter des rédacteurs et des techniciens se traduit pour la majorité des hôpitaux français par une sous-administration caractérisée et d'ailleurs connue, monsieur le ministre, de ceux que vous chargez de les inspecter. L'origine de ces difficultés réside dans les rémunérations abusivement faibles offertes à ces agents cependant indispensables. Votre commission attire, avec beaucoup d'insistance, votre attention sur les graves conséquences sociales d'une telle situation.

Votre rapporteur a été saisi, par ailleurs, par un nombre très important de ses collègues de l'angoissant problème du développement considérable des maladies mentales, surtout parmi les jeunes. La population des hôpitaux psychiatriques s'élevait — selon les statistiques récemment publiées — à 111.300 unités au 31 décembre 1958.

Ce chiffre est d'environ 112.000 en 1959 si l'on y comprend les malades en sortie d'essai. Néanmoins dans l'avenir immédiat, il diminuera à peu près constant, selon les statistiques, par suite du nombre trop réduit des établissements en fonctionnement. On peut admettre en effet qu'il existe, à l'heure présente, deux à trois fois plus de malades relevant des hôpitaux psychiatriques à l'extérieur de ceux-ci qu'en leur sein. De plus, l'urbanisation en cours et l'urbanisation prévue environ 1.500.000 ruraux au cours des sept prochaines années ne manqueront pas d'avoir en ce domaine des répercussions importantes. Il est évident que, dans ces conditions, la construction des nouveaux hôpitaux psychiatriques prévus dans la loi de programme, même s'il s'en doit ajouter, par ailleurs, quelques autres, se révélera à bref délai totalement insuffisante.

Il est donc indispensable de promouvoir rapidement une politique cohérente qui tende à diminuer la durée de l'hospitalisation pour tous les sujets curables, à multiplier les dispensaires d'hygiène mentale, à créer des hôpitaux de jour et des foyers de post-cure, à constituer des « ateliers protégés » susceptibles de contribuer efficacement à la réadaptation des malades mentaux. Une circulaire, datée du 15 mars 1960, de M. le ministre de la santé publique en a défini les grandes lignes.

Votre commission tient à exprimer, à cet égard, son approbation. Il est, toutefois, de son devoir d'insister avec force sur le fait que la mise en application d'une pareille politique ne saurait souffrir de longs délais. Elle suppose l'organisation aussi rapide que possible de services de neuro-psychiatrie infantile capables de traiter de nombreux enfants, parfaitement guérissables, et qui — faute de soins prodigués en temps utile — deviendront définitivement des « inadaptés ». Elle suppose encore la ventilation, en des services différents correspondant à leur état et dotés d'un personnel compétent, des enfants appartenant aux diverses catégories : immédiatement curables, débiles légers, débiles profonds et incurables. La commission a été amenée à constater et à déplorer combien sont encore nombreux les établissements dans lesquels cette ventilation, pour des raisons qui tiennent le plus souvent au manque de locaux, n'a pu être qu'esquissée.

Elle a constaté que, dans de nombreux hôpitaux psychiatriques, demeurent pendant des années des débiles profonds, nullement dangereux, relevant plus de l'hospice que de l'hôpital. Leur hospitalisation est onéreuse pour l'Etat et les collectivités publiques et ils occupent des lits qui pourraient être plus rationnellement utilisés. Elle souhaite, en conséquence, que nombre de ces malades puissent être transférés dans des « quartiers » d'hôpitaux de moindre importance ou d'hospices qui seraient heureux de les accueillir et seraient plus proches de leurs familles.

Il n'est pas impossible de concevoir que ces débiles profonds puissent demeurer sous le contrôle médical d'un médecin appartenant à l'hôpital psychiatrique départemental. Il reste, en tout état de cause, qu'il y a lieu d'étudier sans tarder les solutions à apporter à cette importante question que la commission ne manquera pas d'examiner avec soin au cours des prochains mois.

Il ne faut pas, semble-t-il, monsieur le ministre, édifier désormais d'hôpitaux psychiatriques de formule ancienne, alors qu'on peut aisément comprendre dès aujourd'hui qu'ils sont appelés à disparaître. La formule ancienne, c'est par-dessus tout le mélange des catégories diverses de malades : malades rapidement curables, malades curables lentement, malades à évolution très longue, malades dangereux, infirmes psychiques, arriérés et qui ne peuvent pas ne pas le demeurer.

Ces hôpitaux psychiatriques que nous maintiendrions et que nous créerions suivant la formule ancienne disparaîtraient rapidement pour devenir plus sûrement encore des asiles d'aliénés.

En effet, en dehors d'eux se multiplieront d'autres lieux de traitement publics ou privés, et cela quoi qu'il puisse en être des améliorations matérielles et des activités intelligentes et généreuses réalisées à l'intérieur des hôpitaux psychiatriques. L'on n'empêchera pas les familles de s'éloigner souvent et jusqu'au dernier moment des hôpitaux psychiatriques où se trouvent réunis les malades arriérés de toutes les catégories, ces derniers étant, on le sait bien, les plus visibles dès que l'on pénètre à l'intérieur des murs de l'hôpital psychiatrique.

Les sujets venant des prisons, signalés régulièrement par la presse et dont l'affaire est connue par l'opinion publique, obligent, à l'intérieur de l'hôpital, à des surveillances spéciales qui contribuent à créer une atmosphère carcérale, et leur présence accable les familles par le renom obligé qui s'attache à l'aliénation mentale criminelle ou délinquante.

En fait, pour « dédramatiser », si je peux employer ce terme, dans les idées et dans les faits, l'hôpital psychiatrique, ne conviendrait-il pas de créer des hôpitaux distincts pour malades dangereux ?

Sont dangereux tous les sujets dont l'évasion ou la possibilité d'évasion apparaît redoutable, c'est-à-dire non seulement ceux qui sont venus des prisons, mais aussi ceux qui, en cours d'hospitalisation, ont été considérés comme dangereux pour la sécurité publique.

Votre commission déplore enfin que la somme de 60.000 nouveaux francs figurant au budget de 1960 pour subvention aux organismes privés se consacrant à l'hygiène mentale n'ait pas été augmentée, non plus que les 5.300.000 nouveaux francs accordés au service de la santé au titre de la prophylaxie mentale. Ce crédit se rapporte essentiellement aux dispensaires d'hygiène mentale dont le nombre est passé de 439 en 1955 à 547 en 1959.

Votre commission estime qu'il est indispensable que des mesures soient prises simultanément pour le développement des hôpitaux psychiatriques et de leurs annexes que sont généralement les dispensaires dont les consultations sont passées de 106.315 en 1955 à 238.350 en 1959. Elle s'inquiète de savoir si le nombre des médecins des hôpitaux psychiatriques, qui s'élevait à 280 en 1956 et à 340 en 1959 pour l'ensemble du territoire, est suffisant pour que soit menée à bien la charge considérable qui leur incombe.

La commission a noté le nombre relativement restreint des consultants ayant fréquenté, au cours des dernières années, les consultations externes des 17 centres anticancéreux et les consultations départementales. Elle a constaté le maintien du crédit, sur ce chapitre (47-13), au même taux qu'en 1960. Quoi qu'il en soit, il lui serait agréable d'être informée — au cours de l'année 1961 — des problèmes relatifs aux structures techniques et juridiques diverses des centres anticancéreux établis en France, de leur équipement, des recherches qui s'y trouvent poursuivies, des résultats obtenus et des perspectives qui s'ouvrent relativement à la thérapeutique du cancer.

La commission, unanime, souhaiterait en outre être mise au courant d'une manière précise des projets ministériels se rapportant à la coordination des hôpitaux des diverses catégories dans les cadres départemental et régional. L'équipement hospitalier laisse beaucoup à désirer, en effet, et les établissements existant dans les régions rurales, en particulier, fonctionnent dans des conditions de pauvreté et de dénuement technique auxquelles elle souhaiterait qu'il puisse être porté remède.

Votre commission a enregistré avec satisfaction les indications faites à sa demande par vos services, monsieur le ministre, relatives au Laboratoire national de la santé publique, à l'École nationale de la santé publique et, enfin, à la création d'une section « Ecole des cadres » à l'Institut du service social de Montrouge. Elle estime qu'il y a là une initiative intéressante qu'il convient d'approuver.

La commission attire, à ce propos, votre attention sur l'importance que revêt, dans le moment présent, la formation d'un nombre toujours plus important d'assistantes sociales et d'infirmières.

Elle émet le vœu que des mesures organiques s'échelonnent sur plusieurs années puissent être définies et appliquées tendant à fournir aux établissements de soins, publics et privés, l'indispensable personnel technique compétent qu'exige leur bon fonctionnement. Elle rappelle, car elle s'en est émue, que nombre d'établissements ne disposent pas du minimum indispensable d'infirmières et que beaucoup d'hôpitaux ne peuvent assurer — c'est là l'origine de son émotion — d'une façon convenable les services de nuit, faute de collaboratrices formées en nombre suffisant.

De ce point de vue, elle regrette que les crédits prévus en 1960 au chapitre 43-11, Subventions aux écoles, aient été purement et simplement reconduits en 1961. Par contre, elle a observé que les crédits réservés à l'attribution de bourses d'études sont passés de 2.533.565 nouveaux francs en 1960 à 2.658.815 nouveaux francs en 1961. En dépit de cette augmentation, les fonds prévus demeurent, à son avis, notablement insuffisants. La commission souhaite donc très vivement que des fonds puissent être dégagés à l'avenir en quantité plus importante pour que le ministère de la santé publique puisse être doté, en la matière, comme il convient à sa mission.

Il a été assez réconfortant pour la commission de constater que les vœux formulés par elle en 1959 avaient été, pour partie au moins, pris en considération pour ce qui concerne l'aide sociale et l'aide médicale. Les crédits ont été augmentés dans des proportions relativement importantes, tant pour l'aide sociale à l'enfance et l'aide sociale à la famille que pour l'aide médicale en général, l'aide médicale aux tuberculeux, l'aide médicale aux malades mentaux et l'aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes.

En comptant l'aide sociale aux familles de militaires, les centres d'hébergement, les secours exceptionnels en cas de calamité publique, les dépenses du chapitre 46-22 passent, en effet, de 897.519.250 nouveaux francs en 1959 à 999.579.250 nouveaux francs en 1960 et 1.141.079.250 nouveaux francs en 1961.

Il reste cependant que les répercussions de ces accroissements de crédits sont presque insignifiantes si l'on tient compte du nombre toujours plus grand des ayants droit, du faible taux des allocations servies — songe-t-on que le vieillard, comme le faisait remarquer M. Bisson, reçoit au plus 2,84 nouveaux francs par jour ? — et de l'existence d'un plafond de ressources extrêmement bas, interdisant à bon nombre d'infirmes, aveugles et grands invalides de bénéficier de l'allocation complémentaire du fonds de solidarité. (Applaudissements.)

Ce plafond est actuellement de 258.000 anciens francs par an pour un ménage. Autrement dit, tout ménage dont l'ensemble des ressources atteint cette somme ne peut espérer obtenir aucun secours du fonds national de solidarité.

M. Georges Coudray. C'est un scandale.

M. le rapporteur pour avis. Ajoutons que le calcul des ressources susceptibles de revenir à l'infirmes fait état des ressources effectives et de celles qui sont légalement possibles, c'est-à-dire qui doivent provenir des parents tenus à l'obligation alimentaire. Or, personne n'ignore que de telles créances sont souvent difficilement récupérables.

Les observations de la commission rejoignent sur ce point celles qui ont été pertinemment formulées dans le rapport sur les travaux de l'inspection générale des finances pour l'année 1959.

L'ensemble de ces observations, la connaissance que de nombreux commissaires ont de situations de fait extrêmement pénibles, amène votre rapporteur à formuler très explicitement le vœu qu'une mise au point soit faite de la législation existante en matière d'aide sociale. Il est souhaitable que le plafond fixé soit relevé, que la procédure de constitution et d'examen des dossiers soit simplifiée, et que des mesures efficaces soient élaborées tendant à rendre facilement exigibles les contributions ressortissant à l'obligation alimentaire. Personne n'ignore les efforts accomplis dans ce sens par M. ministre de la santé publique : l'Assemblée tiendra, sans nul doute, à l'aider pour le bon aboutissement de son entreprise.

La commission, à ce propos, se réjouit de ce que la modification de l'article 172 du code de la famille et de l'aide sociale aboutisse à ce que ne soit prise en considération — pour l'appréciation du volume des ressources — que la moitié du produit du travail des aveugles et grands infirmes âgés de moins de 60 ans. Il est, pour des raisons morales et sociales évidentes, souhaitable que le pourcentage retenu soit aussi faible que possible.

Je ne reviendrai pas sur les indications chiffrées qui figurent dans mon rapport écrit en ce qui concerne l'assistance en nature et l'ensemble des crédits qu'elle représente. Il résulte des études de l'inspection générale des finances que le coût moyen par habitant des cinq formes principales d'aide sociale — malades mentaux, tuberculeux, personnes âgées, infirmes, bénéficiaires de l'aide médicale gratuite — a varié, pour la période 1956-1958 de 1.998 francs anciens par jour pour le département de la Vendée à 5.393 francs pour la Corse, soit un rapport de 1 à 2,6 pour les 17 départements dans lesquels des enquêtes et études ont été faites.

L'aide médicale coûte six fois plus cher dans les Alpes-Maritimes que dans le Loiret et il existe quatre fois plus de grand infirmes en Corse et deux fois plus dans l'Aude ou l'Hérault que dans le Loiret ; le coût des personnes âgées est trois fois plus élevé dans les Alpes-Maritimes que dans l'Ardeche. Les structures démographiques, économiques ou sociales des divers départements expliquent sans doute les différences intervenant d'un département à l'autre ; en aucun cas toutefois leur étude n'a permis de justifier les disproportions signalées. Le problème est donc posé de savoir comment il sera possible d'établir plus d'équilibre entre les coûts ; l'inspection générale des finances a fait, à ce propos, un certain nombre de suggestions. M. le ministre de la santé publique et de la population a — pour sa part — décidé le renforcement des services de l'inspection générale et du contrôle. Votre commission a été unanime pour approuver ses initiatives en ce domaine et pour souhaiter que les pouvoirs du ministre de la santé soient accrus pour tout ce qui concerne la recherche et la suppression des abus.

Votre commission s'est particulièrement intéressée aux mesures envisagées en vue d'aider les jeunes travailleurs. Des subventions d'équipement sont prévues pour l'aménagement de 13 foyers de jeunes travailleurs dans lesquels 522 lits seront créés. Les enquêtes sociales faites depuis dix ans montrent à quel point ces créations sont souhaitables. L'hébergement des jeunes apprentis est au moins en effet aussi important que celui des étudiants.

Un grand effort est actuellement réalisé. Il faut souhaiter qu'il puisse être soutenu, de même que doivent être pratiquement et sérieusement encouragées les créations d'établissements modernes destinés à l'enfance en danger moral ou à l'enfance inadaptée. Des expériences ont été faites d'établissements de foyers de semi-liberté : les résultats sont suffisamment concluants pour qu'elles soient poursuivies ou modifiées, de même que la création de maisons et d'hôtels maternels ; pour ces institutions, la grande difficulté à résoudre, avant toute chose, est celle de la formation de cadres compétents et dévoués, comprenant l'intérêt et l'immense portée de la mission qui leur est confiée.

De toute manière, les détails dans lesquels nous venons d'entrer montrent avec évidence que progressivement et d'une façon systématique quoique d'une ampleur restreinte par le manque de crédits suffisants et, tout autant, par le manque de projets élaborés, une politique s'esquisse, éminemment sociale, très sensible à tout ce qui touche l'enfant et la famille. Elle doit être approuvée et poursuivie. C'est ce que souhaite la commission.

Il serait souhaitable aussi qu'elle englobât un domaine sur lequel, déjà l'an dernier, la commission avait attiré l'attention de l'Assemblée : celui de l'immigration et de l'assimilation des étrangers auquel se rapporte le chapitre 47-23 du budget. La somme de 1.521.000 nouveaux francs, prévue pour 1960, a été reconduite purement et simplement. Les renseignements officiels qui nous ont été fournis indiquent que les sommes ainsi mises à la disposition sont suffisantes pour que soient prises les mesures nécessaires en matière de contrôle sanitaire et social, d'action sociale et éducative. Les renseignements, très positifs, recueillis d'autre part par plusieurs commissaires et votre rapporteur, sont infiniment moins satisfaisants ; certains sont même inquiétants. Sans doute le département de la santé publique et de la population n'est-il pas seul intéressé, en l'occurrence, mais il peut paraître surprenant que se constituent, de-ci de-là, des cellules allogènes constituant de véritables corps étrangers, fortement structurés, au sein de la nation.

Votre commission a été extrêmement sensible au fait qu'à l'heure présente 1.700 communes ont, en France, une population en majorité allogène. Elle estime que, par le truchement des femmes et des enfants, s'accomplit cependant dans les meilleures conditions, l'adaptation des immigrants au milieu ambiant, c'est-à-dire au milieu français. Or, cette forme d'immigration augmente ; votre commission s'étonne donc que les sommes prévues au chapitre 47-23 n'aient pas été augmentées parallèlement à celles qui ont été justement prévues dans le budget du ministère du travail.

Elle aurait aussi aimé voir augmenter d'une manière substantielle le montant des sommes figurant à l'article 3 du même chapitre ; elle souhaite que le département de la santé publique accorde tous ses soins aux mesures culturelles et sociales — conformes à nos traditions libérales et démocratiques — tendant à l'assimilation des populations d'origine étrangère s'implantant sur notre sol.

Elle a appris avec surprise, je dirai même avec indignation, qu'un enseignement est parfois — et même relativement fréquemment — donné par le truchement de maîtres étrangers,

selon des directives et par le moyen de manuels qui sont en totale opposition avec les principes qui inspirent notre propre enseignement national.

Votre commission renouvelle ses observations antérieures relativement à l'aide à apporter aux migrants à l'intérieur de nos frontières : les besoins demeurent insatisfaits et ils sont grands. Elle tient à attirer l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population, mais aussi du Gouvernement, sur la nécessité de se préoccuper d'une façon extrêmement sérieuse de l'accueil des migrants dans nos ports, nos aéroports et aussi dans les zones d'implantation. Elle rappelle qu'en dépit des efforts déjà accomplis la question du logement des familles musulmanes est loin d'être résolue. Il est possible d'élaborer une grande et intelligente politique de l'immigration et des mouvements de populations à l'intérieur du pays ; la commission des affaires culturelles, familiales et sociales souhaite que la France en soit, sans tarder, dotée. Elle compte sur M. le ministre de la santé publique et de la population pour en hâter la définition et l'application.

Votre commission a été saisi d'un vœu de la commission des finances, rapporté par M. Bisson, tendant à ce que le service central de la pharmacie au ministère de la santé publique et de la population soit érigé en direction de la pharmacie. Retenant les raisons de la commission des finances, elle a adopté ce vœu à l'unanimité.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales a formulé en outre le souhait que les difficultés qui sont intervenues depuis quelques mois à propos des conventions à intervenir entre les médecins et les organismes de sécurité sociale puissent trouver leur solution, d'une manière générale, aussitôt que possible dans un effort réciproque des parties en cause, pour le plus grand bien de la population tout entière.

Enfin, elle attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur l'extrême urgence qu'il y a à pourvoir les hôpitaux de centres de réadaptation fonctionnelle susceptibles de rendre possible la réintégration sociale des travailleurs handicapés, la rééducation devant, pour être efficace, intervenir dans de brefs délais après l'accident.

Au total, si le projet de budget du ministère de la santé publique et de la population qui nous est soumis ne correspond pas encore, et de loin, par son ampleur, à ce que nous souhaiterions, il reste qu'il est encourageant et qu'on peut y relever un certain nombre d'indices annonciateurs d'une politique sanitaire en heureuse transformation. Aussi, sous réserve des observations formulées au cours de ce rapport, votre commission a-t-elle l'honneur de vous proposer l'adoption, sans modification, de ce projet. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Commenay, premier orateur inscrit.

M. Jean-Marie Commenay. Je tiens à m'associer aux conclusions si pertinentes de nos deux rapporteurs, MM. Bisson et Fréville pour ce qui est spécialement des allocations servies aux personnes âgées, aux grands infirmes et aux aveugles.

Songez-vous, nous a dit M. Fréville, que vieillards et invalides ne reçoivent pas plus de 284 nouveaux francs par jour ? Songez-vous surtout que, dans ce pays, 3 millions environ de personnes âgées et handicapées par l'âge ou la maladie doivent se contenter de cette maigre allocation de 284 anciens francs par jour, dont le taux n'a pas varié depuis 1956-1957 ?

Il n'est pas bon, monsieur le ministre, de s'attacher dans ce domaine à un impératif de stabilité. Votre Gouvernement devrait comprendre que la stabilité doit, en cette matière, céder aux exigences impératives de la solidarité. Il serait en conséquence urgent de procéder à une révision du taux de ces allocations pour les mettre en harmonie avec le coût de la vie.

Si l'on tient compte, en effet, que le coût journalier moyen de l'hospitalisation d'un incurable s'élève aux alentours de 760 nouveaux francs par jour, il ne peut y avoir qu'avantage à encourager les vieillards et les infirmes à se maintenir à leur domicile. Mais pour cela encore faut-il qu'ils en aient les moyens.

Quels pourraient être les nouveaux taux ? On ne peut se contenter de l'augmentation de 7 à 10 p. 100 qui nous est promise. Je sais aussi que M. le ministre des finances oppose un veto formel à l'une des réclamations des vieillards et des infirmes, c'est-à-dire la fixation des allocations à 50 p. 100 du salaire minimum interprofessionnel garanti, avec le jeu de l'indexation qui s'attache à cette institution. Si les possibilités budgétaires ne vous permettent pas d'aller jusque-là — je le sais, monsieur le ministre —

je vous demande du moins de ne ménager absolument aucun effort pour dépasser très largement ce chiffre de 284 anciens francs par jour, car nos vieux et nos malades ne peuvent plus attendre.

Cela exprimé, je me permettrai de prendre à mon compte quelques remarques de nos rapporteurs.

Les plafonds prévus pour l'attribution des allocations sont trop bas. A titre d'exemple, ils s'établissent à 135.200 anciens francs pour l'infirme non-travailleur, et à 258.000 anciens francs pour l'attribution de l'allocation supplémentaire dans le cas d'un ménage. De plus, comme l'indique M. Fréville, il est tenu compte dans cette évaluation de cette fameuse créance alimentaire qui souvent, il faut le dire, est très difficile à récupérer.

Je pense qu'au fur et à mesure du développement de l'expansion économique il conviendrait que ces plafonds fussent relevés de manière que la plupart des handicapés soient admis à bénéficier des allocations et qu'en tout cas ils profitent de l'augmentation de la richesse nationale. Il est inadmissible, en effet, d'avoir maintenu ces plafonds à des niveaux qui ont été fixés en des époques où, incontestablement, nous ne nous trouvions pas dans la situation économique que nous connaissons actuellement.

Quelques suggestions concernant le fonctionnement des commissions d'aide sociale me donneront l'occasion de conclure.

Monsieur le ministre, les commissions cantonales d'admission, et je parle surtout pour les régions rurales, se réunissent souvent irrégulièrement et même si, comme il arrive fréquemment dans ces régions, il n'y a que peu de dossiers en instance il n'en convient pas moins de les examiner avec célérité.

Je souhaiterais que des instructions fussent données, même dans le cas où les dossiers sont peu nombreux, pour que les commissions se réunissent régulièrement, car dans ce cas encore ni les vieillards ni les malades ne peuvent attendre.

Quant aux commissions départementales, monsieur le ministre, je vous en parlerai quelque peu, car elles ne paraissent, plus que les commissions cantonales, revêtir un certain caractère juridictionnel. Ne serait-il pas de l'intérêt même des requérants de leur donner deux garanties essentielles qui paraissent leur manquer actuellement, la faculté au moins d'assister à la séance de la commission départementale, et le droit d'avoir communication du dossier ?

Pourquoi, d'ailleurs, ne pas accorder au demandeur d'assistance les mêmes garanties que celles qui sont offertes par le code de la sécurité sociale et par le code des pensions militaires d'invalidité ? En effet, lorsque le dossier est examiné par la commission départementale, qui semble être le premier degré de juridiction, jamais le demandeur d'assistance n'a l'occasion de connaître son dossier, ni même l'occasion, au fond, de présenter des observations à l'encontre de la décision de la commission cantonale. Il y a là, me semble-t-il, une amélioration à apporter sur le plan même du contentieux.

Ma dernière observation, monsieur le ministre, concerne la teneur même des décisions des commissions cantonales ou départementales. En général, ces décisions ne sont pas motivées. La mention « ressources suffisantes » constitue souvent l'unique motif qui précède le dispositif de rejet. Je sais que la circulaire n° 136 du 20 août 1954, émanant de votre ministère, a rappelé aux commissions cette obligation, mais il semble, monsieur le ministre, qu'elle soit restée lettre morte. Dans les régions rurales, en particulier, on affecte au vieillard ou à l'incurable les ressources d'une exploitation à laquelle il ne prend pas part. Il n'est tenu aucun compte des répartitions des revenus entre les travailleurs actifs.

Dans ces conditions, il conviendrait que les commissions prennent en considération tous les éléments de fait, notamment la participation des travailleurs aux profits de l'exploitation, pour ne pas l'affecter à l'incurable, de manière surtout, monsieur le ministre, que le demandeur d'assistance puisse tout de même contrôler le rejet dont il est l'objet. Il serait opportun que les commissions détaillent le montant des ressources qu'elles croient devoir affecter au demandeur. Ainsi, il aura la possibilité de contrôler très exactement l'application qui lui est faite de la loi.

Or, actuellement, la mention « Ressources suffisantes » est souvent incompréhensible pour un vieillard ou pour un invalide qui peut avoir droit à ce qu'il réclame. (Applaudissements.)

Monsieur le ministre, vous devriez rappeler, comme on l'a déjà fait en 1954, que les commissions n'ont pas un pouvoir discrétionnaire et qu'il leur appartient de motiver suffisamment leurs

décisions, de manière que les intéressés puissent tout de même en vérifier le bien-fondé. Cette garantie me semble essentielle.

Telles étaient, monsieur le ministre, les principales observations que j'avais à vous présenter. Je vous demande de les prendre en considération et, dans la mesure du possible, d'y répondre, dans l'intérêt de ce monde des anciens et des malades dont vous êtes, au haut poste qui est le vôtre, le meilleur protecteur.

Je me permets de vous présenter une dernière remarque, qui m'a été suggérée par la pertinente réflexion de M. Bisson sur le statut de la pharmacie. Contrairement à ce que pense M. Rueff, il ne saurait être question, dans le secteur pharmaceutique, de « goulot d'étranglement » à l'expansion. Dans ce secteur, en effet, deux notions, me semble-t-il, ainsi que l'a dit M. Bisson, doivent entrer en ligne de compte : d'une part, la meilleure et la plus vigilante protection du malade et, d'autre part, l'indispensable garantie de compétence et de probité du distributeur.

Je crois que notre corps de pharmaciens remplit parfaitement sa mission en fonction de ces deux impératifs.

C'est pour cela, monsieur le ministre, que je pense que le Gouvernement ne touchera pas à ce statut de base de la pharmacie sans en faire part à la représentation nationale. Hier, devant la commission des lois constitutionnelles, M. le garde des sceaux a bien voulu rassurer les praticiens du droit en affirmant qu'il ne serait pas touché à leur statut sans qu'il soit fait appel à l'autorité parlementaire. J'espère qu'il n'y aura pas deux poids et deux mesures et je souhaite que, dans ce domaine, la profession et le Parlement soient appelés à collaborer avec le Gouvernement, si du moins celui-ci considère que les conclusions du rapport de MM. Rueff et Armand sont pertinentes, ce dont tout de même je me permets *a priori* de douter. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Rieunaud.

M. Edouard Rieunaud. Mesdames, messieurs, on a parlé ces jours derniers des conclusions de la commission vieillesse qui se font vraiment trop attendre, au gré des économiquement faibles, si éprouvés. Nous les comprenons fort bien, puisque chaque semaine nous recevons leurs doléances.

Je désire aujourd'hui, monsieur le ministre, appeler votre attention sur les conclusions d'une autre commission, la commission de la famille, conclusions attendues aussi impatientement par tous les défenseurs de la famille, dont vous savez qu'ils sont nombreux dans notre pays heureusement en pleine progression démographique.

Serait-ce trop vous demander, monsieur le ministre, de faire hâter le dépôt des conclusions de ces commissions et de bien vouloir les transmettre si possible au Parlement, en raison de leur importance, avant toute décision gouvernementale ?

Dans un autre ordre d'idées, je souhaiterais, monsieur le ministre, que vous nous disiez si vos services se préoccupent des dangers qui nous guetteraient si un conflit international venait à éclater. La semaine dernière, ici-même, à l'occasion de la discussion de la loi de programme militaire et du projet sur la force de dissuasion, nous avons appris le cataclysme qui atteindrait de vastes régions de notre territoire si par malheur une seule bombe A ou H — peu importe sa dénomination — était lancée sur notre pays.

J'espère que le Gouvernement tout entier se préoccupe de la protection de la population qui s'imposerait dans ce cas.

Lors de la dernière guerre, on a précieusement déplacé et mis à l'abri nos belles œuvres d'art. C'est très bien, mais avec la guerre à la moderne, il faudrait parer au plus pressé et tâcher de sauvegarder, si possible, nos enfants, nos malades, nos vieux, nos familles, car tout le monde sera exposé, même, hélas ! l'inoffensif bébé paisiblement endormi dans son berceau.

Dans ces conditions, monsieur le ministre, je me permets de demander si votre ministère pense donner des instructions particulières au corps médical et aux services intéressés si un danger atomique nous menaçait. Nous souhaitons tous, du fond du cœur, que ces attaques ne se produisent jamais, mais dans ce domaine plus que dans tout autre il vaut mieux s'en préoccuper avant qu'après.

Devant la menace de ces œuvres de mort, faites le nécessaire, monsieur le ministre, en faveur des œuvres de vie. La survie de la nation est à ce prix. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Nilès.

M. Maurice Nilès. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, en abordant l'examen des crédits du ministère de la santé publique et de la population, on serait tenté de rappeler les mots de Clemenceau : Je dis toujours la même chose, parce que c'est toujours la même chose.

En effet, l'an passé nous avons déploré que les 126 milliards du budget de la santé publique ne représenteraient que 2 p. 100 du budget général et que ces crédits étaient sans commune mesure avec les énormes besoins sanitaires de notre pays. Nous montrions que, pour assurer le traitement des maladies mentales et du cancer, 180 milliards étaient nécessaires. Certes, les crédits pour 1961 sont en augmentation de 19 milliards par rapport à 1960. Mais cette augmentation est absolument insuffisante et elle ne permettra pas de créer les 40.000 lits nécessaires aux psychiatriques, les 5.000 lits pour les cancéreux, les 11.000 lits d'hospitalisation générale indispensables.

C'est dire qu'en 1961, les malades seront soumis, comme par le passé, à la plus regrettable des promiscuités, à la misère des salles communes surchargées.

La démagogique campagne d'humanisation des hôpitaux, dont plus personne ne parle, aurait été plus efficace si l'on avait construit de nouveaux établissements, modernisé les anciens et multiplié les maternités et les centres ruraux dont le récent congrès de médecine rurale a souligné la cruelle insuffisance. Ce congrès évaluait à 34 milliards d'anciens francs les seuls besoins d'équipement en stations sanitaires rurales.

On dira sans doute qu'à Paris les malades hospitalisés à Saint-Louis jouissent d'un cadre historique datant d'Henri IV, mais on ne parlera pas de la vétusté et de l'inconfort de cet établissement. On nous objectera ces magnifiques réalisations que sont l'hôpital Marie-Lannelongue ou le centre de rhumatologie de Lariboisière, par exemple. Mais faut-il rappeler que Marie-Lannelongue fonctionne grâce à la sécurité sociale qui, par ailleurs, a versé 580 millions d'anciens francs pour édifier le centre de traumatologie de Cochin, que le centre Petersen est dû à la générosité étrangère, tandis que le centre de cardiologie de Broussais a vu le jour grâce à une souscription publique ?

A vrai dire, les constructions, les aménagements d'hôpitaux, continueront à être financés par les malades eux-mêmes, dont le prix de journée d'hospitalisation est de plus en plus élevé.

Dans tout cela, où se trouvent les réalisations d'Etat ? Ce n'est pas encore en 1961 que nous verrons surgir des centres hospitaliers, rendus plus indispensables par la récente réforme des études médicales. La carence gouvernementale aura des conséquences, non seulement sur la santé de la nation, mais aussi sur les conditions de travail du personnel médical et infirmier.

Le nouveau statut hospitalier va amoindrir considérablement les rémunérations du personnel médical, en particulier celles des internes et des moniteurs d'enseignement médical, parmi lesquels, je le rappelle, règne un malaise certain.

Evoquerai-je aussi le budget de l'Assistance publique de Paris, sur lequel, monsieur le ministre, vous exercerez votre tutelle ? Au chapitre du personnel, les crédits sont en diminution de 700 millions. Ces coupes sombres dans les crédits affectés aux emplois justifient le départ d'un grand nombre d'infirmières : 472 infirmières, en effet, ont quitté l'Assistance publique en 1959, de février à août 1960, 137 infirmières ont quitté les hôpitaux de Paris. C'est presque l'effectif d'une promotion de l'école des « bleues » de la Salpêtrière qui a quitté l'Assistance publique.

Le personnel hospitalier, mécontent des conditions de travail qui lui sont faites, réclame à juste titre la semaine de quarante heures et un repos régulier.

Je note encore qu'aucun crédit supplémentaire n'est prévu pour l'enseignement et pour le développement des écoles d'infirmière, et d'assistantes sociales. Le conseil de perfectionnement étudie actuellement la création d'écoles dans plusieurs départements pour la formation d'infirmières ; mais comment sans crédits pourra-t-on créer ces écoles ?

L'année 1961 sera, comme 1960, une dure année pour le personnel des hôpitaux : salaires dérisoires, aucune revalorisation de la profession, conditions de travail déplorables. Les crédits destinés aux bourses, à l'action éducative et culturelle, sont rognés.

Le budget de l'Assistance publique de Paris est à l'image du budget du ministère de la santé publique et de la population.

Mais, direz-vous, le budget de la santé publique est en augmentation sur celui de l'an dernier ; il représente cette année

2,3 p. 100 des dépenses budgétaires totales, contre seulement 2 p. 100 l'an dernier.

Peut-on penser sérieusement que cette très légère majoration des crédits corresponde à l'augmentation des exigences sanitaires due à la complexité sans cesse croissante des examens médicaux et du matériel qu'ils nécessitent, alors que par surcroît l'évolution démographique va encore amplifier nos besoins en services de pédiatrie, en crèches, en maisons de retraites et en hospices ?

Faut-il ajouter que Paris est la seule capitale européenne qui n'ait pas un système moderne de transport d'urgence des malades et des blessés ?

D'ailleurs, les crédits affectés à la prophylaxie de la tuberculose, à la prophylaxie mentale, à celle du rhumatisme, restent fixés au même niveau qu'en 1960. Il en est de même des 58 millions d'anciens francs consacrés à la prophylaxie du cancer, fléau dont nous connaissons tous la terrible progression. Actuellement, chaque mois, plus de 7.000 personnes meurent d'affection cancéreuse.

En résumé, l'augmentation très relative de votre budget, monsieur le ministre, non seulement ne suit pas la courbe de progression des fléaux sociaux, mais ne permet pas de résoudre les problèmes les plus élémentaires et les plus urgents d'un équipement hospitalier décent.

Monsieur le ministre, ainsi que tous vos collègues du Gouvernement, vous feriez bien de méditer sur cette phrase extraite d'un article de M. le professeur Debré, membre de l'Académie de médecine, publié par *L'Education nationale* du 22 janvier 1959 :

« Parmi les grandes leçons de morale sociale et de civisme, il n'en est pas de plus fructueuse que celles qui touchent aux problèmes de la santé publique. En effet, la solidarité des citoyens d'une nation et de tous les hommes à la surface de la terre n'est jamais plus évidente que dans la lutte contre les fléaux morbides. »

Enfin, j'insiste sur le cas particulièrement douloureux de près de trois millions de personnes qui ressortissent à ce qu'on appelle officiellement l'aide sociale.

Lors de la conférence donnée le 14 octobre par le comité national de coordination de la vieillesse et des handicapés physiques, a été évoquée la situation tragique des 2.500.000 personnes âgées, des 270.000 aveugles et grands infirmes civils, des 100.000 pensionnés d'invalidité, qui doivent assurer leur existence avec 284 anciens francs par jour. Il ne s'agit pas seulement de les plaindre, de leur dispenser de bonnes paroles ou de faire appel à la générosité publique lors de journées nationales sans, d'ailleurs, qu'on sache exactement à quelle réalisation précise sont destinés les fonds collectés.

Comme a pu l'écrire le secrétaire général de la confédération générale des aveugles, sourds, grands infirmes et personnes âgées, dans une lettre adressée à chaque député : « Il est remarquable que la quasi-totalité des interventions publiques de M. le ministre de la santé soient faites pour réclamer la générosité publique. Une pareille position nous paraît vraiment choquante si nous nous plaçons sur le plan de la dignité nationale. »

La généralisation de ces quêtes sur la voie publique est destinée à tenter de faire oublier que le Gouvernement ne remplit pas son devoir à l'égard des catégories les plus défavorisées de la nation.

Nous réaffirmons fermement que les personnes âgées, les malades, les aveugles, les grands infirmes civils ont le droit de vivre décemment et qu'il incombe à l'Etat, au Gouvernement, de dégager les crédits indispensables pour améliorer leur situation et je demande à M. le ministre quelles mesures il va prendre en ce sens.

A de multiples reprises j'ai eu l'occasion de poser des questions aux ministres intéressés quant aux revendications des handicapés physiques, et je n'ai obtenu que des réponses dilatoires.

Que prévoit le budget de 1961 pour l'aide sociale aux personnes âgées et aux handicapés physiques ? Aucune mesure nouvelle, sinon une majoration de 200 millions pour l'aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes résultant d'une réforme du mode d'évaluation du produit du travail des aveugles et grands infirmes âgés de moins de soixante ans, dans le calcul de leurs ressources.

Le produit du travail des intéressés — 3.640 personnes — ne serait pris en compte que pour moitié. Quant à l'allocation

compensatrice des augmentations de loyer, elle serait majorée de 500 francs par an et le nombre des bénéficiaires passerait de 170.000 à 172.500. C'est tout ce qui est prévu.

Ces quelques indications suffisent à montrer que ce budget est inadmissible. L'augmentation des tarifs des transports, du pain, du lait, de toutes les denrées indispensables à des infirmes et à des vieillards, exige l'octroi de crédits leur permettant d'avoir une vie décente.

Le manque de crédits atteint non seulement les personnes âgées et les handicapés physiques, mais aussi l'enfance inadaptée. Ils sont légion ces enfants infirmes qui ne recevront jamais l'éducation sociale indispensable et seront voués, de ce fait, aux hospices. Leurs familles pourront s'épuiser vainement à les élever, parce que les établissements spécialisés sont en très petit nombre, à l'image, malheureusement, de vos crédits.

Pour conclure, je souligne que ce sont les travailleurs, les malades, les personnes âgées, les handicapés physiques qui, en 1961, continueront à supporter les conséquences de la politique de guerre et d'armement du Gouvernement, que la santé publique continue à être le parent pauvre des différentes activités gouvernementales.

Au seuil d'un nouvel hiver, l'insuffisance des hôpitaux et de l'armement sanitaire et social et d'autre part l'augmentation constante des prix vont encore aggraver les conditions de vie des familles ouvrières et plus encore celles des catégories les plus défavorisées de la nation.

C'est pourquoi, nous ne saurions, nous, élus communistes, voter ce budget qui néglige ce besoin essentiel de la nation qu'est sa santé.

Car pour nous, le choix est fait : entre la « force de frappe atomique » et l'avenir de la nation, entre la mort et la vie, nous optons pour l'avenir et la santé de l'homme. (Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.)

M. le président. La parole est à M. Dutheil.

M. Charles Dutheil. Monsieur le ministre, vous avez, entre autres missions, à vous occuper particulièrement des vieillards.

Bien entendu, nous avons, avec vous, le souci d'aménager des moyens pour ne pas nous trouver demain en accusation. Bien entendu, les responsables, qu'ils soient députés, maires ou conseillers généraux, ont à seconder vos efforts. Mais seconder quoi et comment ?

Vous avez assigné un plan qui prévoit la création de maisons de vieillards dans chaque canton. Cette prévision, que nous serions heureux de voir concrétiser, s'avère d'ores et déjà irréalisable, et pour cause. Pour ouvrir une maison de retraite qui mérite ce nom, il faut créer au minimum 80 lits, ce qui représente de 130 à 140 millions d'anciens francs.

Devant l'effort financier qui s'imposerait, il semble que nous ne puissions envisager ces réalisations. D'ailleurs, dans votre budget je ne trouve aucune ligne concernant les maisons de repos pour les vieillards.

Nous ne devons pas cacher que ce sont les exigences des normes qui sont les principaux obstacles à ces constructions.

On pourrait construire un certain nombre de ces maisons dans nos cantons s'il n'y avait pas les exigences des techniciens. Peut-on invoquer le respect des normes quand les moyens financiers ne peuvent suffire ?

Parlons donc de ces moyens financiers. On ne peut pas passer sous silence l'impossibilité d'obtenir des subventions, indispensables pourtant pour pouvoir souscrire les emprunts nécessaires.

Il avait été avancé — et je souhaite que cela puisse se réaliser — que ces constructions bénéficieraient de subventions allant jusqu'à 40 p. 100. Mais ce chiffre aurait depuis quelque temps été considérablement diminué et on ne parle plus maintenant que de 7,5 p. 100.

Peut-on parler d'aide financière quand celle-ci est éludée sous toutes sortes de prétextes, cela dit sans vouloir vous mettre en cause, monsieur le ministre, mais simplement pour faire une constatation ?

La situation serait bien meilleure si un programme financier était établi avant les projets de construction eux-mêmes.

Ne pourrait-on allouer à chaque département un nombre déterminé de projets, puis, cela étant acquis, ne pas attendre plusieurs mois pour passer à l'exécution ?

Enfin, la construction de maisons de vieillards suppose leur mise en service. Pensez-vous, monsieur le ministre, que les moyens de services ne doivent pas être étudiés avec soin ?

Pour gérer ces maisons, il faut un personnel adapté. N'oublions pas que la clientèle — si l'on peut ainsi parler — de ce que vous voudriez, légitimement d'ailleurs, être des hôtels, mérite un personnel particulier.

Faut-il que ces postes soient confiés à un personnel recruté à la diable ? Ne vaut-il pas mieux que l'administration de la santé puisse fournir des collaborateurs ayant reçu un enseignement adapté aux exigences des personnes âgées ?

En un mot, entendez-vous imposer aux maires une règle absolue quant au recrutement, ou au contraire, en attendant que vous ayez réalisé ce que nous souhaitons, une école pour former les responsables de ces maisons, laisserez-vous aux administrateurs intéressés, sous la tutelle de vos services départementaux, le soin de ce recrutement ?

Enfin, pourriez-vous nous faire connaître le nombre de maisons déjà construites, le nombre de demandes dont vous êtes saisi et la charge financière que représente la réalisation de ces projets ?

Vous excuserez, monsieur le ministre, cette intervention. Nous vous savons soucieux d'aider à la solution du douloureux problème des vieux. De notre côté, vous pouvez compter sur la collaboration de tous les membres de cette Assemblée. (Applaudissements au centre gauche et sur divers bancs à gauche et au centre.)

M. le président. La parole est à M. Roulland.

M. André Roulland. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, mon collègue et ami le docteur Karcher, empêché par des obligations imprévues d'assister à cette séance, m'a demandé de présenter en son nom quelques observations. Je le fais d'autant plus volontiers que je partage son point de vue ; je n'en ai que plus de facilité pour vous en faire part.

L'année dernière à pareille époque, M. Karcher démissionnait de ses fonctions de rapporteur pour manifester à cette tribune, en son nom personnel, deux inquiétudes majeures.

En premier lieu, les crédits inscrits au budget de 1960 concernant l'école nationale, les laboratoires, les hôpitaux, les hôpitaux psychiatriques et, en général, la modernisation ou la création des maisons de santé étaient de loin inférieurs à ceux prévus par la loi de programme relative à l'équipement sanitaire et social, déjà votée par le Parlement.

En second lieu, il faisait observer que les réalisations étaient très en retard sur les prévisions et que l'utilisation des crédits se révélait très nettement insuffisante. Nous vous demandions à l'époque, monsieur le ministre, de prendre d'urgence les mesures nécessaires afin que notre capacité d'hospitalisation ne devienne pas très rapidement alarmante.

Ces remarques, faites l'année dernière, sont, hélas ! aussi valables aujourd'hui.

En effet, pour les travaux hospitaliers, alors que la loi de programme prévoyait 77 millions de nouveaux francs de dépenses et qu'au budget de 1960 n'étaient inscrits que 5.180.000 NF, le rapporteur de la commission des finances, M. Bisson, nous a déclaré qu'au présent budget étaient inscrits 154 millions de nouveaux francs. L'augmentation est sérieuse par rapport aux 77 millions prévus dans la loi de programme.

Ces chiffres, malheureusement, méritent une analyse.

En effet, sur ces 150 millions de nouveaux francs en autorisation de programme, 72.420.000 nouveaux francs seulement correspondent à l'exécution de la loi de programme, au lieu de 77 millions. C'est donc une nouvelle diminution des crédits en ce qui concerne ces travaux, le solde — c'est-à-dire les 80.580.000 nouveaux francs restants, — étant affecté à des opérations nouvelles.

Autrement dit, alors que la loi de programme était un minimum et qu'il était prévu que, selon les disponibilités, de nouveaux travaux seraient sans doute entrepris, nous constatons que nous restons aujourd'hui en-deçà de ce minimum.

D'autre part — cette question n'est pas moins grave que la première — on constate, dans l'utilisation des crédits, un retard notable et une lenteur de réalisation qui nous affectent et nous inquiètent très vivement.

Nous n'avons, ici, ni le loisir, ni les possibilités de dresser le bilan de ce retard. Nous voudrions cependant, monsieur le ministre, en connaître les raisons et savoir au moins, par quelques exemples, à quoi sont dus ces attermoissements très gravement préjudiciables à notre plan d'équipement sanitaire et social.

Permettez-moi de rappeler que M. le Premier ministre lui-même a déclaré de cette tribune que ces travaux répondaient à une nécessité indiscutable et qu'ils devaient être réalisés, en tout état de cause, au cours de la période envisagée.

Insuffisance des crédits, retard dans leur utilisation, voilà deux sujets d'inquiétude majeurs.

Je sais que le Gouvernement — il faut l'en féliciter et nous n'y manquons d'ailleurs pas — a décidé la création d'un nouvel organisme destiné à contrôler la préparation et l'exécution du plan d'équipement sanitaire et social.

On peut, toutefois, s'étonner qu'un pareil organisme n'ait pas été mis en place plus tôt et l'on doit souhaiter, avec notre rapporteur, M. Bisson, qu'il manifeste très rapidement ses efforts et son efficacité.

Veiller à l'application de normes techniques, au bon emploi des crédits ainsi qu'au contrôle des travaux grâce à la mise à votre disposition de techniciens compétents tant à l'échelon de l'administration centrale qu'à l'échelon local, tout cela est bien, tout cela est excellent, à condition que les travaux en question aient déjà reçu un commencement d'exécution. Je m'explique.

Avant-projet, projet définitif soumis à l'acceptation du ministre, puis choix de l'architecte, soumission des entreprises, désignation de l'une d'entre elles, autant d'opérations, autant d'étapes très longues, beaucoup trop longues à franchir. D'où le délai d'un à dix-huit mois qui s'écoule entre le vote des crédits et la mise effective en chantier, la pose de la première pierre, qui marque véritablement le début de l'opération.

C'est à ces lenteurs administratives, monsieur le ministre, que nous vous demandons de remédier, de vous attaquer avec rigueur, avec vigueur. Tout le Parlement est avec vous dans cette affaire. Sinon la réalisation de votre programme hospitalier subira de tels retards que c'est la santé même de la population française dont vous avez la charge qui sera compromise par manque de moyens.

Un troisième et dernier point nous préoccupe aussi très vivement, c'est le financement même des travaux de modernisation ou d'édification des bâtiments hospitaliers.

On sait en effet que les crédits inscrits au budget, notamment en ce qui concerne la loi de programme, représentent la part de l'Etat, mais la part de l'Etat seulement, c'est-à-dire une partie importante, certes, du financement global indispensable, mais une partie seulement.

Précisons en ce qui concerne la loi de programme.

En 1961, la part de l'Etat était de 77 millions de nouveaux francs, réduits à 5 millions, nous le disions tout à l'heure. La part des collectivités et de la sécurité sociale était de 162 millions de nouveaux francs.

En 1961, la part de l'Etat sera de 177 millions, réduite, nous le disions également, à 72 millions. La part des collectivités locales sera de 167 millions de nouveaux francs.

Au total, la part consentie par la sécurité sociale sur ces fonds d'action sanitaire et sociale représente environ 40 p. 100 des sommes nécessaires.

Cr il est à redouter — vos propres services, monsieur le ministre, ont attiré notre attention sur ce point — que la sécurité sociale ne soit, dans l'avenir, amenée à diminuer d'une façon très sensible sa participation.

On se demande avec une certaine inquiétude ce qu'il adviendrait, dans cette hypothèse, de la réalisation même de notre plan d'équipement prévu par la loi de programme.

A ce propos, qu'il nous soit permis de regretter très vivement que les pouvoirs qui vous avaient été accordés par le Parlement dans l'article 2 de la loi de programme et vous autorisaient à fixer chaque année par arrêté, après consultation des

organismes de sécurité sociale, la part des fonds d'action sanitaire et sociale à affecter par priorité à l'exécution du programme d'équipement, vous aient été retirés par le décret de mai dernier portant réforme de la sécurité sociale, pour être attribués au ministre du travail. (Applaudissements au centre et à gauche.)

On redoute d'avoir à constater les fâcheuses conséquences de ce transfert de compétences au sujet duquel, d'ailleurs, nous n'avons nullement été consultés.

En résumé, monsieur le ministre, nous adressant à vous avec confiance, nous vous demandons premièrement de bien vouloir réexaminer les crédits inscrits dans la loi de programme d'équipement sanitaire et social; deuxièmement, de prendre les mesures nécessaires pour accélérer la mise en route des travaux et veiller à leur exécution dans les délais prévus — les plus rapides seront les meilleurs — troisièmement, de nous donner les apaisements nécessaires en ce qui concerne la partie du financement qui incombe aux caisses de la sécurité sociale.

Telles sont, monsieur le ministre, les quelques observations que mon collègue M. Karcher et moi-même voulions formuler.

De vos explications, vous vous en doutez bien, dépendra le comportement que nous aurons nous-mêmes vis-à-vis de votre propre budget. (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

M. le président. La parole est à M. Baudis.

M. Pierre Baudis. Monsieur le ministre, si la lutte contre la misère et tout spécialement contre la détresse des vieux constitue pour vous une si lourde tâche, c'est que, depuis quarante ans, les progrès de la médecine sont allés de pair avec la dépréciation rapide de la monnaie.

Je n'opposera pas les services de la rue de Tilsit à ceux de la rue de Rivoli, mais je dois constater que 2500.000 personnes âgées, 270.000 aveugles et grands infirmes et 100.000 pensionnés d'invalidité disposent d'une allocation extrêmement faible: 198 francs par jour, ou 284 francs s'ils bénéficient de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

Je sais bien que ces chiffres, monsieur le ministre, vous les connaissez, et tout au long de cette journée ils vous ont été rappelés. Vous n'êtes pas directement en cause, mais cette répétition, c'était tout de même un reproche que l'on formulait.

Ceux qui ont, comme moi, la responsabilité de la délégation de l'assistance dans une grande ville ouvrière savent en effet combien il est pénible de recevoir des vieillards nécessiteux et d'être obligé de leur refuser certaines allocations sous prétexte qu'ils ont trop de ressources au regard de la loi.

Or, je ne vois rien dans votre budget qui soit de nature à diminuer nos craintes, à augmenter ces allocations très insuffisantes et à permettre un relèvement du plafond des ressources admises par le barème.

Mais je me garderai, monsieur le ministre, de limiter mon propos à des critiques, en regrettant que la moitié de ce fonds de solidarité soit détournée de son véritable objet. Je voudrais attirer votre attention sur l'intérêt de maintenir le vieillard à son foyer, dans son cadre de vie habituelle. Cela représente la formule la plus humaine pour les intéressés et aussi la moins coûteuse pour les collectivités. L'aide à domicile est moins onéreuse que l'hospitalisation qui impose aux collectivités publiques le paiement de prix de journée en augmentation croissante et nécessite des crédits d'investissements élevés pour la construction et l'entretien de nouveaux établissements hospitaliers ainsi que pour les frais de personnel.

Cette aide évite aussi aux personnes âgées la promiscuité résultant de la vie communautaire difficilement supportée par beaucoup de sujets en raison de la diversité des origines sociales, des habitudes et des caractères difficilement modifiables à un âge avancé.

Ce maintien des personnes âgées à leur domicile suppose pourtant l'organisation de divers services d'aide médicale, ménagère et sociale adaptés à leurs besoins. Tout d'abord, il faut faciliter la surveillance et les soins médicaux à domicile, ce qui diminuera le nombre et la durée des hospitalisations; ensuite, il faut organiser l'aide ménagère et sociale.

Et là — je sais que ce n'est pas une habitude dans cette Assemblée — j'ouvrirai une parenthèse pour vous féliciter, monsieur le ministre, car nous avons assisté à l'apparition timide de cette aide ménagère avec le décret du 7 janvier 1959.

Puis, par des circulaires, libérales d'ailleurs, adressées aux commissions d'aide sociale, vous avez facilité l'attribution de cette aide.

Car si le décret existe, il ne permet cependant pas la création d'un véritable service d'aide ménagère, sous la direction et le contrôle des bureaux d'aide sociale: il conviendrait donc d'en modifier les termes.

Enfin, les concours et la sollicitude des assistantes sociales sont nécessaires. En effet, si la formule « nul n'est censé ignorer la loi » est souvent injuste, elle est particulièrement cruelle quand il s'agit des vieillards. Il importe de les informer davantage sur leurs droits ainsi que sur les formalités à accomplir.

Monsieur le ministre, vous devez accélérer les études de vos commissions, les orienter dans le sens le plus libéral et le plus humain. Certes, toute misère doit être secourue mais la misère si pitoyable de nos vieillards ne peut pas attendre. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Joyon.

M. Raymond Joyon. Monsieur le ministre, dès mon arrivée dans cette enceinte je me suis fixé un but, une véritable mission: la défense de la vieillesse.

Je connais depuis longtemps ce problème difficile et douloureux. C'est pourquoi, monsieur le ministre, n'ayant pu faire comprendre tous mes appels lancés au cours de nombreux congrès des centres hospitaliers et n'ayant pu intéresser les services de la rue de Tilsit qui veulent absolument ignorer la détresse des vieux, j'ai voulu vous dire, dès 1958, combien j'étais peiné et combien je souffrais pour eux de voir que rien n'était fait et que, longtemps encore, rien ne serait fait.

On m'avait promis d'ailleurs, comme ultime récompense, l'édition d'un livre blanc sur la vieillesse. Je crois que vous aurez compris ma réaction, monsieur le ministre, car ce jour-là j'étais fort peu satisfait des services de votre ministère.

C'est donc la raison qui me poussait, il y a deux ans, à venir à cette même tribune vous exprimer mon inquiétude. Deux ans ont passé; rien ou presque rien n'a été fait.

Oh! certes, on nous promet une légère augmentation au bénéfice de différentes catégories ou de divers régimes; mais je vous dirai, parce que cela me paraît évident, qu'il s'agit là d'une aumône inacceptable.

Les vieux attendent. Vous connaissez leur comportement de craintifs. Ce ne sont pas eux, même poussés par la faim, qui quitteront leurs taudis pour descendre dans la rue. Mais nous sommes quelques-uns à être décidés à parler et à lutter pour eux, monsieur le ministre.

Toutes les enquêtes officielles ont pu vous apprendre que les vieux n'ont pas assez d'argent pour vivre, qu'ils redoutent l'isolement moral, étant abandonnés par tous les pouvoirs publics.

Vous me répondez, j'en suis certain, que tous les problèmes posés par la vieillesse ne vous concernent pas. En effet, les solutions doivent être trouvées par d'autres ministères, mais n'êtes-vous pas ministre de la population? Or, les vieillards représentent 25 p. 100 de la population dont vous êtes le tuteur. C'est la raison pour laquelle je m'adresse à vous.

Vous me direz que M. le Premier ministre a décidé la création d'une commission d'enquête et d'études, la commission Laroque. Je suis avec beaucoup d'intérêt ses travaux; je partage nombre de ses points de vue. Mais je suis certain que son rapport ne sera pas déposé avant quelques mois sinon un an, et que l'application des solutions préconisées, pour révolutionnaires qu'elles soient en effet, ne pourra intervenir avant un an ou deux.

Il y a donc urgence, monsieur le ministre, à prendre des décisions rapides, car des vieux meurent tous les jours, et les survivants n'ont pas beaucoup de chance d'obtenir le résultat que nous sommes, nous, en droit d'espérer pour eux.

Vous me direz également qu'il existe depuis 1956 un conseil national de la vieillesse. Vous m'avez indiqué un jour que la réunion de tous ses membres n'avait pu avoir lieu parce qu'il manquait les représentants des deux Assemblées. Or, M. Abel Durand a été désigné pour représenter le Sénat et j'ai eu l'honneur d'être désigné pour représenter l'Assemblée nationale.

Monsieur le ministre, demandez la réunion de cette commission, confrontez vos pensées, vos projets avec les nôtres. Au surplus, le groupe de travail n° 9 de notre Assemblée se penche maintenant presque chaque semaine sur les problèmes posés

par la vieillesse, sous l'égide de conseillers techniques que vous connaissez d'ailleurs et qui comptent parmi les meilleurs spécialistes de ces questions sur le plan national.

Nous pourrions vous communiquer le résultat de nos travaux. Nous avons déjà préparé une proposition de loi, nous étudions actuellement son règlement d'application.

Nous pourrions vous exposer également, monsieur le ministre, nos points de vue sur la création de maisons de retraite et de cadres spécialisés car il ne servira de rien de construire des maisons de retraite si personne ne veut s'en occuper. Il faut donc créer des cadres presque supérieurs, composés de véritables « hôtesse d'ambiance » car on dirige une maison de retraite plus avec le cœur qu'avec de l'argent. (Très bien! Très bien!)

Il faut comprendre, une fois pour toutes, qu'il est plus agréable pour une infirmière de s'occuper de nourrissons dans une maternité que de grabataires.

Or, sur les 176 pensionnaires d'une maison que je connais, 70 sont des grabataires âgés de 70 à 80 ans, réclamant des soins quatre ou cinq fois par jour. On considère les infirmiers d'hospices comme des inférieurs dans la hiérarchie alors qu'il faudrait absolument — je sais que vous avez revu leurs indices — les considérer comme les meilleurs entre tous, parce que le vieillard a tous les défauts des jeunes et les siens propres; ce n'est pas sa faute, c'est son âge qui le veut.

Puis nous avons travaillé sur les questions de l'hébergement et de l'humanisation des foyers de vieillards. Nous avons pensé également à leur créer des loisirs.

Nous avons songé au reclassement des demi-vieux car, monsieur le ministre, il y a actuellement à Paris, mille cadres supérieurs, âgés seulement de cinquante ans, qui ne trouvent plus d'emploi; une femme qui devient veuve après un accident ou pour toute autre raison n'est plus récupérable, il n'existe plus pour elle d'offre de travail.

Il faut donc absolument penser à eux et à elles car on n'a encore rien fait pour cette catégorie qui entre déjà dans le cadre de la vieillesse.

Sur toutes ces questions, monsieur le ministre, nous sommes prêts à discuter avec vous. Nous avons travaillé pendant près de deux ans. Ce que nous avons fait, nous l'avons fait avec beaucoup de cœur. Je vous ai dit, il y a deux ans, que vous seriez le ministre des vieux et que vous vous en honoreriez. Aujourd'hui, je voudrais que vous puissiez nous donner un peu d'apaisement car il ne faut pas ajouter aux années de nos vieux, à leurs misères physiques, la misère tout court, celle qui leur fait appeler la mort comme une délivrance parce qu'ils n'ont pas de ressources pour vivre. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Derancy.

M. Raymond Derancy. Monsieur le ministre, c'est d'un problème particulier à ma région que je voudrais vous entretenir aujourd'hui.

A Bruay-en-Artois, capitale minière de l'ouest du bassin Nord-Pas-de-Calais, il existe une maternité moderne que les Houillères nationales qui en sont propriétaires menacent de fermer le 31 décembre de cette année si le relais n'est pas assuré par une autre administration.

Le motif invoqué est que l'exploitation de cette maternité provoque un déficit de 80.000 NF par an, que les Houillères ne peuvent plus, paraît-il, supporter. C'est la raison pour laquelle elles ont demandé à la sécurité sociale minière de bien vouloir la racheter.

Au départ on parlait d'une cession pour le franc symbolique, puis, quelque mois plus tard les prétentions des Houillères augmentèrent considérablement et des propositions de cession furent faites sur la base de 50 millions d'anciens francs. L'administration des domaines, plus raisonnable, ramena par la suite cette somme à 23 millions. L'union régionale examina ces propositions et, dans sa réunion du 30 avril 1960, tous les administrateurs présents donnèrent un avis favorable à cette acquisition.

Tout allait pour le mieux, mais il paraît que, depuis, la C. A. M. s'est opposée à l'achat, estimant que la cession devait être consentie pour le franc symbolique comme il en avait été convenu initialement.

Devant cet état de choses, les Houillères ont prévenu verbalement le personnel qu'il serait licencié à partir du 31 décembre

1960 et averti les futures mamans que la maternité ne les recevrait plus après cette date.

Comme vous pouvez le constater, monsieur le ministre, nous sommes dans une impasse et la population de cette région est profondément consternée. Elle ne peut pas comprendre que les Houillères, entreprise nationalisée, puissent ainsi délibérément, sans tenir compte d'aucune considération autre que financière, décider la fermeture de cette maternité qui est la seule de la région et qui fonctionne à la satisfaction de tout le monde.

L'an dernier, au mois d'août, on fêtait la neuf millième naissance; le mois prochain on y fêtera la dix millième. Par ailleurs, depuis 1946, date d'ouverture de cet établissement, la mortalité infantile a fortement baissé à Bruay-en-Artois et dans la région. Jugez-en par ces chiffres.

En 1945, la mortalité infantile était de 14 p. 100. En 1959, elle est descendue à moins de 4 p. 100. Ainsi, depuis près de quinze ans qu'est ouvert cet établissement, des centaines d'enfants, pour la plupart des prématurés, ont été arrachés à la mort grâce aux soins éclairés qu'a pu leur procurer le personnel dévoué et compétent de cet établissement.

Cette constatation ne suffit-elle pas pour faire rapporter la décision de fermeture? Est-ce que la vie de quelques centaines de bébés ne vaut pas plus que les 280.000 NF qui font l'objet du litige? C'est pourquoi, monsieur le ministre, je vous demande d'user de votre autorité pour intervenir dans ce conflit et pour le régler favorablement.

L'été dernier, vous êtes venu à Bruay inaugurer le centre de santé édifié par la caisse de sécurité sociale. Vous avez dit votre joie de voir s'ouvrir au cœur d'une cité un établissement sanitaire destiné à préserver la santé des mineurs et de leurs familles. C'est pourquoi vous ne pouvez pas assister impassible à la disparition de cette maternité moderne qui permet aux femmes de ma région de mettre leurs enfants au monde dans de bonnes conditions. Si vous la laissez fermer, il ne sera jamais plus possible de la faire rouvrir car les Houillères s'empresseront de transformer ce bâtiment afin de lui donner une autre affectation.

Les Houillères ont vocation de faire produire du charbon. C'est une thèse que je veux bien admettre; encore faudrait-il que cette règle d'or s'étendit à tous les domaines; mais dans ce conflit qui oppose deux administrations publiques et où peut-être des questions d'amour-propre passent avant l'intérêt général, vous avez le devoir, monsieur le ministre, dans le seul intérêt de la santé publique, de vous imposer comme arbitre et de faire prévaloir la solution du bon sens et de la raison.

Je suis certain que vous allez le faire, monsieur le ministre, C'est pourquoi je vous en remercie par avance. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Lacroix.

M. Antoine Lacroix. La discussion du budget du ministère de la santé publique et de la population nous offre l'occasion de dire combien nous apprécions, monsieur le ministre, la publication du rapport de vos inspecteurs généraux. Sans doute un tel inventaire a-t-il été déjà fait, mais jamais on n'a donné une pareille diffusion à un document aussi précieux.

C'est ce document, en effet, qui fait ressortir sans aucune possibilité de discussion l'insuffisance de notre équipement hospitalier, particulièrement pour les hospices de vieillards.

Mon collègue et ami M. Joyon a souligné que la formule des grands hospices, comme nous en avons quelques-uns dans la Seine, dans lesquels 2.000 ou 3.000 pensionnaires sont entassés dans des salles communes de 50 ou 60 lits, est dépassée. Mais il est certain que le petit hospice optimum, ainsi que je le disais souvent au conseil général de la Seine, qui reçoit de 150 à 300 pensionnaires, est également une formule dépassée pour ce qui concerne les vieillards valides.

En effet, je me souviens, monsieur le ministre, que vous avez eu l'amabilité de rappeler ce que j'avais déclaré l'an dernier, à savoir que si l'on aidait suffisamment, à domicile, les personnes âgées valides, les établissements de retraite ne recevraient pour ainsi dire aucune candidature.

Sur ce point, une controverse amicale m'a opposé à notre collègue M. Peretti, maire de Neuilly, qui prétend que dans sa commune particulièrement aristocratique il a beau accorder des avantages, comme je le fais dans ma commune prolétarienne,

le séjour dans son hospice donne un tel avant-goût de paradis que les candidatures s'accroissent.

Il est possible, en effet, que pour une population ayant l'habitude d'être servie il soit nécessaire de maintenir une certaine formule d'hospice, étant donné surtout qu'à un certain âge la frontière est assez floue entre l'état de validité et l'état d'invalidité partielle.

Je pense donc qu'en ce qui concerne les vieillards valides, la formule de demain consisterait à concevoir un hôtel ou un ensemble du genre des H.L.M. dans lequel les ménages de vieillards pourraient disposer d'un petit logement, situé par exemple à proximité du dispensaire municipal.

Il y aurait lieu de faire en sorte que sur le même palier puisse habiter une infirmière ou une employée municipale qui deviendrait la bonne voisine à laquelle on aurait éventuellement recours. Mais il est nécessaire que ces vieux ménages ou ces personnes seules — les veufs — puissent rester libres de leur destinée, car rien n'est plus pénible que d'avoir à subir une discipline qui, pour être compréhensive, n'est pas moins difficile à suivre lorsqu'on prend de l'âge.

M. Joyon disait tout à l'heure que le personnel dont le rôle est de soigner les vieillards devrait être une élite. Rien n'est plus triste, en effet, que la solitude des vieux. Ce n'est pas moi qui l'ai dit le premier. La Fontaine écrivait déjà :

« Je t'ai montré tes camarades ou morts ou mourants ou malades.

C'est un avertissement.

Des avertissements de ce genre sont encore plus désagréables que ceux du percepteur!

Cette solitude du vieillard porte en elle une tristesse, une mélancolie que l'on ne peut comprendre qu'après avoir vu ces immeubles, ces établissements, ces villages de vieux tels qu'ils existent, par exemple, dans certains pays nordiques. Cette ségrégation des vieillards est une mauvaise conception. Il est nécessaire de mettre des familles de toutes les générations au contact de ces personnes âgées, qui ont évidemment besoin d'assister à d'autres spectacles que celui de l'enterrement de leurs camarades.

Je voudrais donc, monsieur le ministre, que vous insistiez vivement auprès de votre collègue de la sécurité sociale et surtout auprès de votre collègue des finances pour que le fonctionnement de l'aide à domicile aux vieillards puisse permettre de tarir le recrutement des pensionnaires des hospices. (*Très bien! très bien!*)

Le cartel des associations de personnes âgées et invalides a présenté un cahier de revendications que vous connaissez certainement mieux que moi. Il ne serait pas excessif de demander l'octroi du S. M. I. G., puisque le calcul qui a servi à l'établir prend pour base le minimum de vie décente pour un ménage de travailleurs ordinaires. Mais les intéressés ont compris qu'une telle revendication n'aurait aucune chance d'aboutir. Ils se sont donc limités à demander l'octroi d'une allocation égale à la moitié du S. M. I. G.

Je sais que l'application de cette mesure nécessiterait un crédit de l'ordre de 300 milliards d'anciens francs. Mais je soupçonne que ce serait une bonne opération sur le plan financier. Si, en effet, ces vieillards ont pu subsister avec leurs maigres allocations, ils n'ont pu renouveler leur linge, leur mobilier, leur équipement; l'augmentation substantielle de leurs allocations ferait entrer immédiatement des sommes importantes dans le circuit économique. Ce serait donc là un moyen très heureux de stimuler l'industrie et le commerce.

Après avoir signalé l'insuffisance de l'équipement des hospices, le rapport des inspecteurs généraux insiste sur la vétusté des hôpitaux psychiatriques. A ce sujet, monsieur le ministre, je tiens à vous adresser des remerciements, puisque j'ai constaté de visu une nette amélioration dans les établissements de la région parisienne.

En effet, on a pallié dans une certaine mesure le surpeuplement et le travail — l'ergothérapie comme l'on dit — intervient pour apporter quelque divertissement dans ces établissements qui font ce qu'ils peuvent précisément pour modifier leur caractère asilaire.

Je souhaite que l'on fasse sortir des hôpitaux psychiatriques tous les débilés qui sont inoffensifs, pour eux et pour autrui. Je signalerai à cet égard qu'au cours d'un congrès on a parlé de l'expérience qui a été faite dans la modeste ville de 17.000

habitants que j'administre, Kremlin-Bicêtre, qui reçoit un certain nombre de débilés venus de la Ville lumière, laquelle n'a pas encore consenti l'effort nécessaire pour créer un externat à leur usage.

Monsieur le ministre, plusieurs de vos représentants se sont intéressés à cette expérience. Les débilés sortent en somme, de l'envoûtement subi par les aliénés dans les hôpitaux psychiatriques; ils vont à leur travail, comme les personnes ordinaires, en toute tranquillité, alors qu'arrivés à un certain âge ces jeunes peuvent être extrêmement dangereux s'ils restent à leur domicile où, non seulement ils ne font rien, mais empêchent la mère de travailler.

Le système que nous avons adopté est celui d'un externat pour personnes handicapées. Certes, leur travail n'est guère productif. Mais ce système libère les familles de l'angoisse d'avoir à garder une personne qui n'est pas entièrement maîtresse de ses réactions.

J'ai notamment assisté à une expérience fort intéressante. J'ai vu des jeunes, qui n'avaient jamais pu apprendre à lire à l'école, faire des progrès que je n'aurais jamais osé espérer grâce à l'octroi de moniteurs et de monitrices spécialisés. Certains d'entre eux m'ont adressé des lettres de leur main, sans aide, comme on disait dans les cours préparatoires à l'école primaire. Je les ai vu lire des journaux, des textes non préparés.

Ces résultats sont très encourageants. Il semble que ces esprits, ces licencéphales comme on dit en termes médicaux peut-être un peu méprisants, soient plus lents que les autres, qu'ils vivent à un rythme psychique ralenti; mais si l'on a la patience de répéter et de répéter encore, on arrive à les sortir de leur nuit.

Cette expérience que nous avons tentée dans notre petite ville, grâce à l'institut Seguin, est — je suis heureux de le signaler — maintenant dépassée puisque M. Montpied, sénateur-maire de Clermont-Ferrand, l'a faite sur une échelle plus importante. Il a réussi — ce que je n'ai jamais pu obtenir — à sélectionner un certain nombre de travailleurs handicapés et à leur donner un salaire modique, ce qui permet de les faire cotiser à la sécurité sociale.

Un tel résultat est appréciable si l'on songe à la lourde charge que constitue, pour les familles, la présence d'une personne qui, en cas de maladie ou d'accident, ne peut compter sur d'autre secours que l'aide médicale.

Je voudrais que M. le ministre de la santé publique nous permit de faire mieux. En effet, mon collègue M. Montpied et moi-même avons poursuivi ces expériences avec les moyens du bord, c'est-à-dire avec une installation rudimentaire. C'est au dévouement, au zèle et à la foi des cadres que nous devons de tels résultats.

Je suis persuadé que si l'on généralisait ces expériences, on pourrait désencombrer les hôpitaux psychiatriques. Pour atteindre ce but, on pourrait envisager la conversion de certains sanatoriums, bien qu'à la lecture du budget j'aie vu que des crédits étaient inscrits au titre de la lutte contre la tuberculose.

Vous avez dû, en effet, monsieur le ministre, maintenir ces crédits parce que la tuberculose reste encore un très grand fléau en France, les Nord-Africains étant venus prendre la relève de tous les malades chroniques qui, autrefois, allaient du dispensaire à l'hôpital et de l'hôpital au sanatorium. La présence de personnes dépaysées, transportées d'un climat souvent sec et chaud dans un climat humide et froid, est un facteur considérable de contamination, d'autant qu'elles sont logées dans des conditions déplorablement, ces malheureux transplantés étant les victimes de vautours de toute couleur, de toute race et de toute confession. Si ces hommes vivent ainsi et se nourrissent insuffisamment, c'est souvent parce qu'ils sont obligés d'envoyer des sommes importantes en Algérie pour faire subsister les familles restées sur place.

Je crois que la plupart des municipalités ont intérêt à introduire un certain nombre de familles nord-africaines dans tous les groupes d'H. L. M., afin d'éviter, là encore, la ségrégation et de faire en sorte que, parmi ces travailleurs qui semblent établis chez nous pour longtemps, ceux qui le souhaitent puissent vraiment s'enraciner.

J'ai cité l'exemple des Nord-Africains parce que toutes les causes — connues depuis longtemps — de contamination tuberculeuse existent chez eux. Mais un autre élément joue son rôle : la contamination par le lait.

J'ai vu que dans votre budget, monsieur le ministre, figurait un chapitre — malheureusement cité pour mémoire — concer-

nant la protection des produits alimentaires. Je regrette que l'on n'ait pas fait ce qu'il fallait pour éviter la propagation de la tuberculose bovine par le lait et par la viande. Certes, c'est là un problème difficile, que le jeune ministère de la santé ne peut résoudre à lui seul. Il y faut l'aide du ministre de l'intérieur et, dans la Seine, celle des services de la protection de la préfecture de police.

Les sociétés qui distribuent le lait s'efforcent de livrer un produit aussi sain que possible. On a coutume d'insister sur la pasteurisation et l'on dit qu'elle détruit la plupart des germes; c'est exact en partie seulement, car certains bacilles de Koch, mieux protégés que d'autres microbes, résistent à une température insuffisamment élevée.

Je voudrais que toute personne ayant la prétention de vendre du lait destiné à être consommé sur place ou dans les villes, fût tenue de posséder une carte de producteur ou de vendeur et que ses animaux soient soumis à des contrôles vétérinaires réguliers. Le prix du lait devrait être fixé de telle sorte que ces contrôles puissent être effectués efficacement. Enfin, pour lutter contre la tuberculose bovine, plus répandue qu'on ne le croit, il conviendrait d'éliminer les étables où sévit cette terrible maladie.

J'évoque rapidement le problème de la protection des produits alimentaires parce que ce que je dis du lait, je pourrais le répéter à propos de l'eau. Sur ce sujet, un député de la Seine serait — excusez ce jeu de mots — intarissable. (Sourires.)

Je suis surpris que l'on n'utilise pas, pour purifier les eaux de la Seine, tous les procédés scientifiques qui ont aujourd'hui fait leurs preuves.

Dans ce domaine, l'erreur date de plusieurs décennies, car au lieu de prendre la Seine pour un immense égout, on aurait certainement pu construire de grands collecteurs collatéraux et maintenir ainsi dans un certain état de pureté l'eau du fleuve.

En ce qui concerne l'air, je sais qu'il est beaucoup question de s'occuper de la pureté du ciel parisien.

Mme Marcelle Devaud. C'est urgent !

M. Antoine Lacroix. Je me permets de rappeler à cet égard que voilà quinze ans j'alertais les services de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police au sujet de la pollution de l'air. Mais le danger est de plus en plus grand et il est indispensable de prendre des mesures draconiennes qui, elles aussi, j'en suis certain, dépassent les prérogatives du ministre de la santé publique. Il n'empêche qu'une plus grande coordination et une plus grande unité sont nécessaires dans cette lutte contre les fléaux si l'on veut efficacement protéger les usagers.

Je crois avoir ainsi évoqué tous les points que je désirais commenter du budget de la santé publique. Je dirai maintenant quelques mots touchant la population, non pas, monsieur le ministre, pour vous faire des reproches — je ne vous ai adressé jusqu'à présent que des compliments et je ne veux pas changer ma manière; ne mélangeons pas les genres (Sourires) — mais pour vous remercier en particulier de la compréhension qu'a montrée la direction de la population du département de la Seine qui a su traiter de façon humaine et intelligente les problèmes que posaient l'arrivée de familles installées au Maroc, en Tunisie et en Egypte.

On sait dans quelles conditions ces familles ont dû partir, laissant là-bas tous leurs biens, abandonnant toutes leurs ressources et se privant de toutes leurs possibilités d'avenir. Elles ont dû repartir de zéro dans la région parisienne.

Petit à petit, elles se sont regroupées tant bien que mal. Mais, par suite d'un manque de coordination entre les services de la naturalisation, les services de la population et les services de la préfecture de police, certains membres de la famille sont déjà naturalisés ou en voie de l'être alors que d'autres sont encore obligés de se cacher parce qu'ils ne peuvent obtenir — pas toujours, d'ailleurs — qu'une prolongation de séjour d'un mois, à titre précaire évidemment.

Je sais que les traités que nous avons signés avec nos anciens protectorats sont difficiles à appliquer et que nous avons pris à l'égard du Maroc et de la Tunisie des engagements aux termes desquels nous ne devons pas chercher à attirer chez nous les ressortissants de ces pays.

Il n'empêche — et je pense surtout à certains Israélites qui ont été constamment menacés dans leur vie et dans leurs biens — que la France, terre d'asile, devrait pouvoir leur offrir

une pierre où reposer leur tête. Je souhaite que soient multipliées dans les services de la population toutes les mesures qui ont pu être ébauchées en vue de leur assurer un asile et que ces services sachent fermer les yeux quand cela est nécessaire, puisque certains traités nous lient les mains à cet égard. Il faut surtout qu'ils aient une conception beaucoup plus pratique des choses.

Quand on accorde à certains travailleurs une prolongation de séjour en France d'un mois, il leur est impossible, dans ce délai, d'obtenir du travail, de cotiser à la sécurité sociale. De ce fait, au moindre incident dans la famille, c'est la catastrophe aggravée.

Je voudrais que tous ces points de détail soient examinés.

Un autre intéresse quelques unités de votre personnel. Je veux parler des assistantes sociales déjà âgées qui ont d'abord servi dans des administrations absorbées ensuite par les services d'assistantes sociales publiques.

Dans l'ancienne législature, M. Cayeux, alors député de la Seine et, aujourd'hui, conseiller municipal de Paris, avait déposé une proposition de loi tendant à ce que soient comptées comme années de service public les années de travail accomplies dans les administrations absorbées par l'administration publique. Ce cas, monsieur le ministre, peut parfaitement être réglé par la voie réglementaire et n'exige pas une proposition de loi. Il ne concerne au total, dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, que vingt ou trente personnes.

Il est un point dont j'ai oublié de parler lorsque j'ai traité de la récupération des personnes atteintes dans leur potentiel psychique, les ralentis psychiques, si je puis dire, les « brady psychiques », comme les appellent les psychiatres. Cette question me tient particulièrement à cœur, car j'ai été frappé par les progrès de récupération non plus psychique mais nerveuse que l'on constate chez certains paralysés. En effet, les méthodes utilisées à Garches, et ailleurs, donnent des résultats souvent inespérés. La récupération de l'influx nerveux est un phénomène surprenant.

Cela ne devrait d'ailleurs pas surprendre un chirurgien, qui devrait savoir, pour l'avoir appris à la faculté, que lorsqu'une greffe nerveuse est pratiquée, il faut six mois à un an pour que l'influx recommence à circuler dans le tronc ainsi régénéré.

Je voudrais, monsieur le ministre, que toutes les stations thermales — je dis bien thermales — soient utilisées comme centres de récupération, quelles aient une organisation semblable à celle existant à Garches. Autrefois, quand on croyait à l'action de la thalassothérapie contre la tuberculose osseuse, il a été créé des hôpitaux à Berck.

Il n'y a pas de raison pour que l'on ne procède pas aujourd'hui à une vaste centralisation et que les paralysés ne soient pas envoyés dans des centres comme Bourbon-l'Archambault — je plaide pour ma paroisse, car c'est là que je suis né — Bourbonne-les-Bains, Dax, Néris, ou autres villes d'eau. Je suis sûr que, par ce moyen, on permettrait à des personnes que l'on croyait absolument incurables, de reprendre un travail.

Au terme de mon exposé, que je voudrais aussi optimiste que je le suis naturellement, je dirai qu'en définitive le principal est de ne jamais perdre l'espoir, de ne jamais abandonner un homme, que ce soit au point de vue physique, au point de vue psychique ou, moins encore, au point de vue moral. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Profichet.

M. Jean-Pierre Profichet. Monsieur le ministre, je voulais vous entretenir de sept problèmes différents.

Mon collègue et ami, M. Rouland, en ayant évoqué trois, il me suffira de dire que je suis d'accord avec lui sur ces trois points, et mon collègue et ami, le docteur Lacroix, en ayant évoqué trois autres qui sont : le problème des hospices, le problème des ateliers protégés pour ceux qu'il appelle avec beaucoup de distinction les « bradypsychiques », enfin, le problème de l'intégration des travailleurs nord-africains dans la vie sociale française ; il me restera donc simplement à parler du septième problème aussi brièvement que possible.

Je voudrais donc vous entretenir durant quelques minutes de l'organisation technique des hôpitaux et de son incidence sur les prix de journée.

Si mes informations sont bonnes, 44 p. 100 des recettes des hôpitaux proviennent de l'aide sociale, c'est-à-dire des collecti-

vités, et 33 p. 100 des recettes proviennent du régime général des assurances sociales.

Ces deux postes grèvent donc très lourdement les finances des collectivités qu'elles soient locales ou départementales. Ils grèvent également très lourdement le budget de la sécurité sociale dont 45 p. 100 passent en frais d'hospitalisation.

Bien sûr, vous me direz — et je me ferai votre propre avocat, si vous le voulez bien, pendant quelques secondes, quitte à ne plus l'être tout à l'heure — que les hôpitaux supportent des servitudes. Ils ont, en effet, de lourdes charges, du fait qu'ils sont ouverts en permanence, qu'ils reçoivent tous les malades et, bien souvent, les plus gravement atteints. Il arrive d'ailleurs très fréquemment que des malades presque abandonnés par la médecine privée vont terminer non pas leurs jours mais leur traitement à l'hôpital.

D'autre part, les hôpitaux ont des services qui dispensent des soins spéciaux extrêmement onéreux et extrêmement lents ; ils sont obligés d'observer certaines normes pour le statut du personnel et enfin une partie de leur budget — 5 à 6 p. 100, si je ne me trompe — est absorbé par les frais d'enseignement et par les frais de recherches.

En définitive, pourtant, ces prix de journée sont très élevés et ils ont — comme je viens de vous le dire — une répercussion grave sur le budget de la sécurité sociale, et finalement sur le budget des collectivités.

Bien sûr, des améliorations ont été apportées grâce à une rotation plus rapide des malades et par une souplesse plus grande dans l'organisation des services, mais cette rotation rapide des malades est bien souvent impraticable et, la plupart du temps, simplement pour des considérations humaines.

Par exemple, un malade soigné pour une fracture ne devrait normalement rester que quatre à cinq jours dans le service de chirurgie qui l'a soigné. Après quoi, il pourrait retourner chez lui. S'il s'agit d'un pauvre homme et s'il fait froid, que ce soit l'hiver, on le garde dans un service à 7.000 francs par jour pendant deux mois, alors qu'il n'y a plus rien à faire, une fois qu'il est déplâtré. S'il s'agit d'un vieillard atteint d'une pneumonie, l'hiver, le problème est le même ; au bout de dix à quinze jours il est à peu près rétabli, mais il séjournera trois mois à l'hôpital. On ne peut renvoyer ces gens-là chez eux, aussitôt guéris. Dans une certaine mesure, on peut appliquer le système du traitement à domicile par le canal de l'assistance publique à Paris, par exemple.

Nous voudrions vous proposer, monsieur le ministre, la création de services moins onéreux, sous forme de services de convalescents — entendons-nous bien — qui seraient organiquement et intimement liés au service central actif, avec le même chef de service, le même chef de clinique, etc.

C'est d'ailleurs une tendance générale dans le monde. Je me permets à ce propos, d'évoquer la réunion du bureau régional de l'organisation mondiale de la santé qui s'est tenue en novembre 1958 à Stockholm et au cours de laquelle le bureau s'est penché sur ce problème des convalescents et des malades de longue durée.

La conclusion de cet organisme est en faveur du classement des malades, sans pour autant aboutir à la ségrégation des malades chroniques. Je m'excuse, pour bien préciser ma pensée, d'avoir recours à un texte, l'idée maîtresse est de prévoir dès installations techniques de diagnostic et de traitement des chambres pour les malades ayant besoin de soins particulièrement actifs. C'est ce que nous faisons.

Sur le même terrain et si possible dans un bâtiment communiquant niveau par niveau avec les services actifs, on aménagerait des services d'hospitalisation pour malades convalescents ou de longue durée. L'ensemble de chaque étage, par exemple, serait confié à la même équipe médico-chirurgicale de façon à assurer la continuité des soins.

Le congrès a accepté un critère pour faciliter ce classement, celui du rythme des soins médicaux et infirmiers. Par exemple, un malade ayant besoin de deux pansements par jour et d'une surveillance médicale régulière serait évidemment classé dans le service actif, alors qu'un autre malade dont l'état ne nécessite des soins infirmiers qualifiés qu'une fois tous les deux ou trois jours et une surveillance médicale hebdomadaire serait évidemment classé dans le second service.

En France, nous ne pouvons pas donner d'exemple d'une telle réalisation, puisque notre système de contrôle fondé sur le prix de journée s'oppose complètement à la rationalisation des hôpitaux.

Ce système, en effet, incite les administrations hospitalières à garder dans les services dont le prix de journée est élevé les malades dont le prix de revient est faible. Ces administrations s'assurent ainsi des rentrées budgétaires qui amortissent le prix de revient élevé des malades les plus coûteux. Mais le résultat final, pour l'économie générale du pays, est évidemment désastreux.

Monsieur le ministre, la réalisation de tels nouveaux services, l'aménagement des services existants permettraient de diminuer sensiblement le prix de journée qui grève les collectivités et la sécurité sociale, étant bien entendu que les normes de personnel pour ces services ne devraient pas être les mêmes et seraient beaucoup moins importantes que les normes en vigueur dans les services actifs.

D'autre part, cette méthode vous permettrait peut-être de réaliser des hôpitaux plus vastes en utilisant le même volume de crédits.

Monsieur le ministre, je me permets de livrer ces quelques observations à vos méditations et de vous demander de bien vouloir les livrer aux méditations de vos services. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Collomb.

M. Henri Collomb. Monsieur le ministre, ainsi que l'indiquait tout à l'heure mon collègue et ami M. Joyon, depuis l'époque où la formule d'« économiquement faible » est apparue, il y a maintenant près de quinze ans, pour exprimer, du reste, en un style prudent la misère des vieilles gens et des handicapés physiques, c'est bien sans doute la première fois qu'un travail d'ensemble a été élaboré ou en tout cas est en voie d'être élaboré par une commission d'études afin de porter efficacement un remède à la situation souvent dramatique des gens du troisième âge.

Certes la tâche entreprise de la façon la plus active depuis un certain nombre de mois sous l'impulsion de M. Joyon, en particulier, exigera encore beaucoup de travail avant qu'une conclusion puisse en être tirée. Car il y a une véritable révolution à accomplir pour réformer totalement l'assurance vieillesse.

Chacun sait, en effet, que l'assurance vieillesse présente une confusion extrême, tant en raison de la multiplicité des régimes que de la variabilité des conditions dans lesquelles les avantages sont accordés aux bénéficiaires.

Il faut, par conséquent, une bonne fois mettre de l'ordre dans tout cela. Il faut assurer une retraite décente à chaque vieillard. On l'a dit et répété ce soir et je partage l'opinion de ceux qui ont exprimé cette idée avant moi.

Mais il faut aussi — et M. Joyon l'a souligné d'un mot — assurer l'existence de ceux qui n'ont point encore atteint l'âge de la retraite, mais qui, ayant dépassé la cinquantaine, se trouvent parfois, souvent même, dans une situation critique.

Il faut simplifier les démarches de l'assuré qui devra s'adresser uniquement à une caisse, c'est-à-dire à la caisse à laquelle il aura cotisé le plus récemment.

Il faut assurer aussi un contrôle médical des salariés susceptibles — sous certaines conditions à étudier — de déceler à temps les insuffisances physiques ou intellectuelles, afin d'envisager éventuellement le transfert de l'intéressé dans un autre poste de travail, pour éviter qu'il ne soit brutalement un beau jour privé de l'emploi aux nécessités desquelles il ne pourrait plus satisfaire.

Tous ces problèmes ont été mis à l'étude par le comité technique dont il a été question et que vous connaissez.

Les membres de ce comité sont non seulement des techniciens compétents mais de surcroît — c'était dans une certaine mesure simplement pour le rappeler que je suis monté à cette tribune — ils travaillent bénévolement et il convient de leur rendre ici un hommage qu'ils méritent très largement. (Applaudissements.)

Mais, monsieur le ministre, les vieux ne peuvent pas attendre. Il faut donc prendre des mesures d'urgence ainsi que je le réclamaï déjà à cette tribune il y a quelques mois à l'occasion d'une question orale avec débat sur la situation des personnes âgées.

A cet effet, il est indispensable, monsieur le ministre, que vos services — comme ils y ont déjà été invités et je sais que vous les engagerez à le faire — se mettent en contact avec le comité technique auquel je viens de faire allusion.

C'est en définitive par la conjonction des efforts de tous — groupés d'études spécialisés et gouvernement — qu'une solution d'ensemble pourra être apportée à la situation des personnes âgées.

Il faut en effet sauvegarder la dignité de nos anciens et leur donner l'assurance qu'après avoir apporté souvent le meilleur d'eux-mêmes à la nation, ils ne sont pas abandonnés et qu'au même titre que les jeunes, ils ont droit à la vie dans l'affection de tous. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Fourmond.

M. Louis Fourmond. Mesdames, messieurs, de nombreux problèmes ayant été évoqués, mon intervention sera très brève et portera seulement sur la question de l'assistance médicale gratuite.

En effet, nombreuses sont les personnes âgées — les chiffres ont été cités à ce propos à différentes reprises dans cette enceinte — qui, pour des raisons multiples, n'ont pu être prises en charge par le régime général ou ne pourront l'être par l'assurance maladie qui entrera prochainement en vigueur.

L'assistance médicale est dispensée aux personnes âgées dont le plafond des ressources est inférieur à 1.350 nouveaux francs, soit 1,50 NF par jour, pour un ménage ou pour une personne seule. Le moins qu'on puisse dire est que c'est anormal. En effet, si les frais généraux d'un ménage sont proportionnellement moins élevés que ceux d'une personne seule, il en est tout autrement pour la maladie, car les frais médicaux sont les mêmes pour tous.

Comment voulez-vous, monsieur le ministre, qu'un ménage qui n'a qu'un nouveau franc cinquante centimes par jour de ressources puisse subvenir à des dépenses occasionnées par la maladie et dont le montant peut être plus élevé que ses ressources ?

Je vous demande donc, monsieur le ministre, de faire en sorte que le plafond soit relevé d'une façon générale et proportionnelle.

Je suis certain que vous ne resterez pas indifférent à ces misères cachées qui ont droit à toute notre attention. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Debray.

M. Jean-Robert Debray. Monsieur le ministre, tout a été dit et bien dit et je ne pourrais pas, comme mon collègue M. Profichet, dire que j'avais dix problèmes à évoquer et que neuf ont déjà été traités.

Mais je dois remarquer que dans cette maison où tout le monde est bien élevé, on s'est conduit comme dans les familles bien élevées et qu'on n'a pas parlé d'une question difficile, celle du malaise qui existe actuellement entre le corps médical et les pouvoirs publics.

Je ne l'évoquerai pas moi-même, parce que je connais vos sentiments — et je vois qu'ils n'ont pas besoin d'être stimulés — et vous connaissez les miens. Je sais que vous êtes de ceux qui désirent que ce malaise ne subsiste pas. Je ne parlerai donc pas aujourd'hui des médecins, mais mon devoir est de parler des étudiants.

Une grande émotion se manifeste parmi les étudiants. Je sais qu'elle n'est pas tout à fait justifiée. Mais je crois que nous ne pouvons pas laisser passer l'occasion du colloque très général qui s'instaure au moment de la discussion du budget entre les parlementaires et le ministre responsable, sans parler de cette question.

Parmi les étudiants, il y a les externes et les internes des hôpitaux et notamment les externes et les internes des hôpitaux de Paris. Mon devoir est de vous informer — mais vous le savez peut-être, monsieur le ministre — que des bruits ont couru dans les hôpitaux ces jours-ci au sujet d'une éventuelle diminution des indemnités, pourtant déjà bien modestes, servies aux internes et aux externes.

A peine avais-je confié ces inquiétudes à l'un des membres éminents de votre cabinet que, dans les quelques heures qui ont suivi, on m'a remis une note très complète, très convaincante, en ce qui concerne les internes.

Vous savez, mes chers collègues, que les internes des hôpitaux bénéficient d'une indemnité au moins à Paris, qui, en

gros, est composée de deux parts : une part provenant de ce que l'on appelle la masse des honoraires de sécurité sociale et une autre part provenant de l'assistance publique.

D'après la note à laquelle je viens de faire allusion, monsieur le ministre, on réévaluerait la partie de l'indemnité provenant des fonds de l'assistance publique et on arriverait ainsi, peut-être, à un total supérieur à ce qu'il est actuellement.

Si ces informations sont confirmées — comme je pense qu'elles le seront — nous pourrions ainsi rassurer les intéressés.

Mais la note ne fait aucune allusion aux externes des hôpitaux. Sur ce point aussi, je sais qu'un travail administratif est en cours et que la solution n'est pas commode mais je prétends que, chez les étudiants, actuellement, il faut apaiser les esprits dans les plus brefs délais. Il régnait, pour d'autres raisons, vous le savez, dans les milieux étudiants, une grande effervescence.

S'il pouvait être envisagé qu'une indemnité, qui se situe entre 17.000 et 20.000 francs par mois, est susceptible d'être amputée, ne serait-ce que dix pour cent, je dis que cela aurait les conséquences les plus graves. Il est urgent, il est indispensable de rassurer ces garçons et ces filles qui jouent un rôle essentiel dans la marche des services hospitaliers de Paris.

Monsieur le ministre, je limiterai mon propos à cette brève intervention, persuadé à l'avance que vos paroles permettront l'apaisement que, j'en suis sûr, tous mes collègues réclament. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Dusseaux.

M. Roger Dusseaux. Monsieur le ministre, je n'ajouterai qu'une question à celles qui vous ont déjà été posées.

Jé vous remercie d'abord d'avoir augmenté sensiblement le montant des dépenses en capital par rapport à la loi de programme que nous avons adoptée. Nous constatons là un effort annuel très intéressant, les opérations sur lesquelles il porte étant précisées dans le rapport de la commission des finances.

Une part de ces crédits est destinée à la lutte contre le cancer.

Nous sommes tous ici soucieux d'équiper notre pays le mieux possible, notamment pour la détection et le traitement du cancer.

J'ai l'honneur de représenter une région à population extrêmement dense et, déjà, lors de la discussion de la loi de programme, je vous ai demandé de consentir un effort spécial en faveur du centre anticancéreux de Rouen. La création de ce centre figure dans vos projets mais non encore dans le programme des réalisations. Peut-on penser que l'effort budgétaire supplémentaire à la loi de programme permettra d'amorcer la construction de ce centre, essentiel pour une région très peuplée et en voie de développement, comme vous le savez ? (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la population.

M. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je manquerais à mon devoir si je ne remerciais, d'abord, très chaleureusement, les deux rapporteurs qui ont présenté le budget de mon département, au nom de la commission des finances et de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Grâce à eux, je pourrai, je crois, répondre aux nombreuses questions qui m'ont été posées sans dépasser le temps qui m'est imparti dans ce débat. Ils ont défini, en effet, avec une précision et une clarté admirables les grandes lignes de la politique sanitaire et sociale que reflète le budget du ministère de la santé publique et de la population pour 1961.

Je remercie aussi les nombreux orateurs qui sont intervenus ; ils m'ont posé, certes, beaucoup de questions mais ils l'ont fait dans un esprit de coopération auquel je rends hommage et dont je leur suis reconnaissant. Je m'efforcerais de répondre à ces questions en évoquant, à propos de chacune d'elles, les lignes directrices de notre politique sanitaire et sociale.

Tout d'abord, des questions m'ont été posées par MM. Fréville, Nilès, Baudis et Commenay en ce qui concerne l'aide sociale, les uns intéressent la procédure, les autres portent sur le taux des allocations.

S'agissant de la procédure, M. Commenay s'est inquiété des possibilités de défense des intéressés devant les commissions d'admission à l'aide sociale.

La procédure est écrite. Elle exclut par conséquent le dialogue verbal comme il est de règle, d'ailleurs, devant les juridictions administratives. Mais l'intéressé doit pouvoir prendre connaissance de son dossier à la préfecture. D'autre part, des instructions ont été données et nous les renouvellerons si cela est nécessaire, pour que les requérants connaissent exactement, le cas échéant, les motifs du rejet de leur demande.

Sur le fonctionnement même de l'aide sociale, un très remarquable rapport de l'inspection générale des finances établi à la suite d'une enquête effectuée dans 17 départements a fait ressortir de nombreuses anomalies. Je crois qu'il est de l'intérêt général, que ces anomalies cessent car elles sont contraaires à la fois au bon fonctionnement du service, et à l'équité dans la répartition des charges entre les Français.

Parmi les réformes de procédure envisagées figurent l'amélioration de l'instruction des dossiers d'aide sociale, une meilleure utilisation de la procédure de révision et des moyens permettant, dans les cas d'abus, la récupération des allocations versées. Le renforcement du contrôle médical hospitalier avec la possibilité, à titre d'expérience, de faire appel aux médecins contrôleurs de la sécurité sociale et l'établissement d'un système d'expertise médicale pour l'admission à l'aide sociale des aveugles et grands infirmes sont prévus.

En ce qui concerne les taux des allocations, certains orateurs ont bien voulu constater que des mesures envisagées l'année dernière ont été déjà réalisées.

Je citerai, par exemple, la possibilité d'accorder la majoration spéciale pour l'aide d'une tierce personne, à un taux proportionnel à leurs besoins, aux grands infirmes qui ne ressentent la nécessité de l'aide de cette tierce personne que pendant quelques heures par jour. Cette mesure était réclamée depuis très longtemps.

En faveur des aveugles et grands infirmes, nous avons prévu que la moitié seulement des revenus provenant de leur travail serait prise en compte dans le calcul du plafond de leurs revenus. Cette mesure correspond à un engagement qui avait été pris à cette tribune l'année dernière.

Je rappellerai aussi l'augmentation des taux de l'allocation compensatrice des augmentations de loyer, la possibilité d'accorder cette allocation aux personnes relogées dans des locaux neufs, enfin, la prise en charge par l'aide sociale de distributions de secours de caractère exceptionnel.

Sur ces quatre mesures, un accord de principe a été réalisé. Elles peuvent être considérées comme acquises.

Reste, pour l'année qui vient, à discuter de l'augmentation du montant de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité qui doit être versée aux personnes bénéficiaires d'un avantage vieillesse ou d'une allocation d'invalidité de la sécurité sociale et aux bénéficiaires de l'aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes.

Un autre problème concernant l'aide sociale, assez irritant pour certaines collectivités, est celui de la répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les départements. M. Bisson s'en est fait l'écho avec beaucoup d'éloquence et de pertinence. Je connais d'ailleurs bien le cas qui le préoccupe et qui est particulièrement frappant.

Il est certain que les conditions économiques ont varié depuis le temps où le barème à été établi. Je n'en veux pour preuve que la progression de la part de l'Etat qui, égale à celle des collectivités locales en 1955, s'est trouvée majorée de 3 p. 100 dès 1958, ce qui a représenté pour lui, à cette époque, une charge supérieure de 11 milliards de francs environ à celle des collectivités locales.

Reste à déterminer si l'on peut dans l'immédiat procéder à une modification partielle du barème ou s'il est nécessaire d'attendre la révision du classement des départements qui doit suivre la suppression de la taxe locale retenue comme critère de richesse en 1955.

C'est en tout cas une question qui préoccupe mon ministère et d'autres départements ministériels directement intéressés, comme le ministère de l'intérieur et le ministère des finances.

En ce qui concerne la lutte contre le cancer — en faveur de laquelle est intervenu M. Fréville — et plus spécialement le centre anticancéreux de Rouen évoqué par M. Dusseaux, je ne peux que rappeler les principes de la politique du ministère de la santé publique : nous entendons créer un nombre limité de centres anticancéreux, une vingtaine pour l'ensemble du

territoire, parmi lesquels figure celui de Rouen, dont la construction sera financée par le budget de 1962. Les antennes de ces centres anticancéreux seront constituées par des dispensaires et des consultations avancées. C'est par cette action, en portant la consultation le plus près possible du domicile des malades, et en groupant les moyens de lutte contre la maladie dans des centres spécialisés bénéficiant du concours de radiologues, de chirurgiens et de médecins, que nous pouvons espérer enrayer le développement du cancer et surtout limiter les ravages faits par cette maladie. On peut affirmer maintenant que la progression du taux de guérison des malades au cours de ces dernières années est réconfortante.

Les problèmes généraux du budget de l'équipement ont été évoqués par plusieurs orateurs, par M. Bisson au nom de la commission des finances, par M. Fréville au nom de la commission des affaires culturelles et également par M. Roulland, qui s'est fait l'écho d'une préoccupation déjà exprimée l'année dernière par M. Karcher. Je crois, d'ailleurs, que cette préoccupation a pour origine un malentendu. Il ne faut pas confondre crédits d'engagement et crédits de paiement.

Les crédits d'engagement sont, pratiquement, intégralement affectés au cours de l'exercice au titre duquel ils sont ouverts et je vous assure que nous ne laissons pas se perdre un crédit d'engagement. Lorsqu'une opération se révèle irréalisable, les crédits sont reportés sur une autre.

La consommation est beaucoup plus lente pour les crédits de paiement parce que leur utilisation est fonction de la cadence d'avancement des chantiers dont le ministère n'est pas maître. Je dirai d'ailleurs, sur ce point, qu'il n'est pas souhaitable qu'il en soit maître car ce serait substituer l'Etat aux collectivités locales. Même s'il s'agit de centres hospitaliers très importants, les collectivités locales doivent rester les maîtres d'œuvre et garder la direction et la responsabilité des travaux.

Toutefois, pour aider les collectivités, j'ai créé un centre technique d'équipement sanitaire et social qui permet, sans imposer en aucune façon aux collectivités locales les directives de l'Etat, de conseiller celles-ci et de les aider dans l'exécution technique des travaux. Je compte beaucoup sur l'existence de ce centre pour raccourcir les délais d'exécution des travaux. Je compte aussi sur une mesure dont il va falloir envisager très prochainement la réalisation et qui est l'augmentation des crédits d'étude.

L'insuffisance des crédits d'étude est, en effet, une mauvaise économie. On ne peut pas espérer raccourcir, comme l'ont demandé certains orateurs, le temps des études, mais on peut espérer, grâce à des études plus approfondies, raccourcir la durée de l'exécution des travaux et, par conséquent, arriver au but plus rapidement. Enfin, les tranches de travaux devront être limitées pour être normalement réalisables.

Abordant un point particulier qui a été évoqué par M. Roulland, je parlerai de l'article 2 de la loi de programme qui permet au Gouvernement de demander aux organismes de sécurité sociale de financer par priorité la réalisation des travaux inscrits au budget voté par le Parlement. A cet égard encore, je crois que nous sommes en présence d'un malentendu. L'article 2 n'a nullement été abrogé par le dernier texte intervenu sur l'organisation de la sécurité sociale ; il est toujours en vigueur. L'article 5 du décret sur la sécurité sociale prévoit que « le ministre du travail doit prendre toutes mesures pour l'exécution du décret prévu à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 31 juillet 1959, en vue d'assurer la réalisation du programme d'équipement sanitaire et social approuvé par le Parlement ».

Puisque le ministre du travail est expressément chargé par ce texte d'assurer l'exécution des décrets prévus par l'article 2 de la loi du 31 juillet 1959, c'est évidemment que ses dispositions restent en vigueur. Elles le restent dans les termes mêmes dans lesquels elles ont été votées par le Parlement.

La majoration de crédit de 10 millions de nouveaux francs prévue pour l'équipement social doit permettre, d'abord, de couvrir des dépenses de réévaluation de quelques opérations importantes : création de foyers départementaux de l'enfance et d'instituts médico-pédagogiques ; elle doit également permettre d'accélérer le rythme de réalisation du programme de 1960-1962 concernant l'enfance inadaptée, domaine où, comme l'ont souligné plusieurs orateurs, les besoins sont particulièrement urgents ; enfin elle servira à améliorer l'équipement départemental en faveur des enfants privés du soutien d'une famille et à accroître l'effort de rééducation en faveur des infirmes adultes et des personnes justiciables des centres d'hébergement.

S'agissant des personnes âgées, les besoins devraient être satisfaits grâce aux possibilités récemment offertes par les orga-

nismes de sécurité sociale. L'institution d'un fonds d'action sociale vieillisse permettra notamment une aide à la construction de logements pour les vieillards.

Quant aux perspectives d'avenir du plan 1962-1965, sans préjuger les résultats des enquêtes qui ont été faites sur l'ensemble du territoire, je puis indiquer à l'Assemblée nationale les grandes lignes de l'action prévue.

Dans le domaine de l'enfance, ce seront les mesures en faveur des enfants inadaptés, des enfants placés sous la protection des services de prévention et la création de foyers de jeunes travailleurs qui auront la priorité. Sera également prioritaire l'équipement social des grands ensembles dont la construction exige, comme un corollaire nécessaire, la création de services sociaux.

En ce qui concerne la famille, une commission a, en effet, été créée, qui est présidée par M. Robert Prigent. Cette commission travaille activement depuis sa constitution et elle a donné mandat à son président de présenter prochainement au Gouvernement des conclusions provisoires.

Sans préjuger ses conclusions définitives, il a été décidé, à l'échelon gouvernemental, que dès le début de l'année 1961 il y aurait un relèvement des allocations familiales. Ce relèvement marquera la volonté du Gouvernement de poursuivre une politique démographique qui est encore — je dirai même : plus que jamais — nécessaire au rayonnement et à la vitalité de notre pays.

Tous les problèmes ne sont pas réglés par la progression démographique à laquelle nous avons assisté. Il faut favoriser la poursuite de cette progression.

J'aborde maintenant les questions sur les hôpitaux et, d'abord, le prix de journée.

M. Profichet a dit tout à l'heure que ses collègues MM. Roulland et Lacroix avaient traité six questions sur les sept qu'il se proposait de me poser.

Je crois pouvoir dire à mon tour à M. Profichet qu'il a — fort gentiment, d'ailleurs — répondu par avance à la question qu'il me pose. (Sourires.)

Les hôpitaux supportent les charges du service public. Ils supportent également les charges du progrès médical, sans compter les incidences de l'élévation du coût de la vie et celles des relèvements de salaires. Cela explique que les prix de journée des hôpitaux aient augmenté au cours de ces dernières années. Il est impossible d'annoncer qu'ils baisseront dans les années qui viennent. C'est, dans une large mesure, la rançon du progrès et de la transformation de l'hôpital pour le bien-être de ceux qui ont recours aux soins.

Cependant, je puis dire à M. Profichet que je suis entièrement d'accord avec lui sur l'idée qu'il a développée, selon laquelle les bénéficiaires de l'aide médicale restent plus longtemps à l'hôpital que les assurés sociaux. Je suis d'accord également sur la nécessité d'envisager la création de services moins onéreux qui recueilleraient des convalescents ou des malades de longue durée. Nous nous efforçons de créer partout où c'est possible des services de ce type, auxquels il est souhaitable d'adjoindre des services de rééducation fonctionnelle.

Très souvent, dans les grandes villes, cette opération est très difficile à réaliser, car il reste peu de place pour l'extension des hôpitaux. Ne pouvant, de ce fait, créer sur place les services de convalescents, on est obligé de les établir dans la banlieue.

Il faut tout de même considérer que le prix de journée des hôpitaux n'en baissera pas pour autant. Au contraire ! Dans la mesure où les convalescents et les malades de longue durée sont retirés des services hospitaliers ordinaires, ceux-ci ne comprennent plus que des malades aigus et des malades gravement atteints, qui demandent des soins coûteux. Dans ces conditions, le prix de journée de ces services s'élèvera nécessairement.

M. Fréville a abordé en termes généraux le problème des relations entre l'hôpital et la médecine de ville. Je pense en effet que c'est là le problème de demain, qu'il faut, au fur et à mesure que l'hôpital se transforme et s'ouvre à tous, organiser les relations entre le service hospitalier et le médecin de clientèle, envisager, par conséquent, l'échange de renseignements, la communication des dossiers, la prise en charge provisoire d'un malade par l'hôpital que celui-ci rendra ensuite à son médecin traitant.

Cette collaboration, cette coopération se heurtent évidemment à des difficultés matérielles, mais il faut de plus en plus penser

sérieusement à l'organiser. C'est la condition même de la réforme hospitalière et de la transformation des hôpitaux que nous voulons réaliser.

Aux préoccupations exprimées par M. Niles et M. Jean-Robert Debray en ce qui concerne les externes et les internes, je répondrai que des bruits ont certes couru dont je ne suis pas sûr qu'ils aient été le fait du hasard. Sans doute ont-ils été, dans certains cas, diffusés par ceux qui sont hostiles à la transformation de l'hôpital que nous poursuivons et qui, pourtant, est conforme à l'intérêt de tous les malades, du progrès de la médecine française et de la recherche.

Je peux dire, pour rassurer les orateurs, que ces bruits sont absolument dépourvus de fondement. Il n'a jamais été question de réduire la situation des externes ni des internes. Quelle que soit la formule qui sera adoptée pour leur rémunération, ceux-ci continueront à percevoir des sommes équivalentes à celles qu'ils reçoivent actuellement. Dans certains cas, leur situation sera même meilleure, en particulier pour les internes qui, au lieu de bénéficier d'un prélèvement sur la masse décidée par le chef de service, recevront une rémunération propre.

Pour les externes, soit que l'on augmente l'indemnité journalière, soit que l'on prélève par priorité sur la masse, de toute façon il est certain que ceux-ci ne toucheront pas moins qu'actuellement. Je peux le dire de la manière la plus nette à M. Jean-Robert Debray.

M. Jean-Robert Debray. Je vous remercie de ces précisions, monsieur le ministre.

M. le ministre de la santé publique et de la population. A propos de l'immigration, M. Fréville et quelques orateurs ont exprimé certaines inquiétudes.

Dans une large mesure, la question de l'emploi des travailleurs immigrés relève de M. le ministre du travail. Les crédits du ministère de la santé restent les mêmes en 1961, mais je m'emploierai à faire porter l'effort sur la famille et surtout les enfants de l'immigré.

Quant au problème de l'assimilation des étrangers, son importance ne m'échappe pas. Le Gouvernement n'a pas pu consentir un effort supplémentaire dans la limite des plafonds budgétaires actuels, mais nous essaierons d'entreprendre dans le cadre du budget de 1962 une action dans ce domaine pour faire face aux incidences du Marché commun.

M. Fréville et M. Lacroix se sont inquiétés du sort des malades mentaux. La politique du ministère est très claire. Elle consiste d'abord à créer un équipement partout où celui-ci est insuffisant et parallèlement — ce qui réduit d'ailleurs les besoins d'équipement — à profiter des progrès de la technique médicale pour éviter, dans la plus large mesure possible, l'internement du malade. C'est pourquoi nous nous proposons de créer des hôpitaux de jour, de multiplier les dispensaires de soins, de façon à permettre aux malades mentaux d'être soignés à domicile.

Quant aux hôpitaux psychiatriques, véritables prisons au siècle dernier, puis asiles où les malades étaient gardés après qu'on leur eût seulement enlevé les chaînes, ce sont aujourd'hui de vrais hôpitaux où les malades sont soignés et d'où on essaie de les faire sortir après un assez bref séjour. Nous nous efforçons d'en faire des foyers où le malade est accueilli dans un cadre familial, où il est rééduqué par le travail, où il est progressivement préparé à sa réinsertion dans la vie sociale. Tout cela exige évidemment des crédits, et je crois que notre effort n'est pas sur le point de s'arrêter.

M. Derancy m'a posé une question qui m'embarrasse un peu en ce qui concerne la maternité de Bruay-en-Artois. Je suis en qualité de responsable de la santé publique très préoccupé par le sort de cette maternité. Je dirais bien volontiers, sans vouloir empiéter sur les attributions d'aucun de mes collègues, que tout ce qui est médical est mien et, partant, au premier chef, une maternité.

Mais le débat évoqué par M. Derancy se déroule entre la caisse de sécurité sociale minière, les houillères qui dépendent du ministère de l'industrie et les domaines qui dépendent du ministère des finances.

Je ne puis que promettre à M. Derancy de m'intéresser à la question et d'en parler à mes collègues pour essayer d'éviter la fermeture de cette maternité, ce qui, évidemment, serait tout à fait fâcheux.

Plusieurs orateurs ont évoqué des questions de personnel : formation du personnel de service social et du personnel hospi-

talier. L'école de Montrouge est destinée à la formation d'assistantes sociales, de cadres, de professeurs des écoles d'assistantes sociales.

Par ailleurs les crédits de bourses tant pour le personnel social que le personnel hospitalier ont été augmentés de 275.250 nouveaux francs dans ce budget. Enfin le budget d'investissements prévoit un effort important pour les écoles d'infirmières. J'ai eu le plaisir, ce mois-ci, d'inaugurer deux écoles, une à Nîmes, le 1^{er} octobre, l'autre à Saint-Germain-en-Laye, ce matin. C'est une cadence que j'aimerais pouvoir suivre dans les mois qui viennent.

En tous cas, la création d'écoles d'infirmières est certainement l'un des éléments essentiels de la politique sanitaire. C'est le complément indispensable de la constitution et du fonctionnement des centres hospitaliers. Il faudrait qu'à chaque centre hospitalier correspondît une école d'infirmières, de même qu'à chaque hôpital de quelque importance devrait correspondre une école assurant le recrutement et la formation de son personnel.

M. Bisson a évoqué le déclassement de certains personnels de nos services extérieurs. Il n'a pas été possible, pour des raisons budgétaires, d'obtenir pour 1961 les revalorisations de carrière demandées sous la forme d'augmentation d'indices. J'ai tout de même obtenu de mon collègue des finances, que je remercie, l'assurance que la situation des personnels des services extérieurs serait revue après un examen approfondi des missions et de l'organisation de ces services. Une commission a été constituée — je l'ai installée il y a une quinzaine de jours — qui, présidée par M. Mairey, procède par priorité à l'étude de l'organisation des services extérieurs du ministère. Je pense qu'après la conclusion des travaux de cette commission nous pourrions améliorer sensiblement la situation de ce personnel. Dans l'immediat, j'ai obtenu, sur le plan des indemnités et des emplois d'avancement, des satisfactions qui, sans régler le problème, peuvent très largement atténuer le malaise signalé par M. Bisson.

Plusieurs orateurs, dont MM. Bisson et Commenay, ont évoqué les problèmes de la pharmacie. Il m'est très difficile de traiter à cette tribune du rapport Rueff-Armand. Je peux néanmoins déclarer que ce remarquable document de travail est actuellement soumis à l'examen du Gouvernement et qu'il fera l'objet d'échanges de vues à l'échelon des ministres au cours des trois prochaines semaines. En attendant la conclusion de ces travaux, il m'est impossible de prendre position sur les questions évoquées dans ce rapport.

Je peux ajouter toutefois qu'en tout cas le Gouvernement a le souci constant d'assurer la protection de la santé publique ; aucune considération économique ne saurait prévaloir contre la défense des intérêts de la santé publique qui ont été remarquablement servis par le corps des pharmaciens — je tiens, sur ce point, à m'associer à l'hommage rendu à la profession par M. Bisson.

Quant à la transformation de l'emploi du chef de service de la pharmacie en poste de directeur, il est certain que l'augmentation des tâches du service de la pharmacie résultant de la réforme et du développement des aspects industriels du service peut justifier cette transformation.

Il s'agit là d'un problème d'opportunité administrative et d'équilibre entre les différents emplois des administrations centrales.

Dans le cadre de la lutte contre les fléaux sociaux, M. Lacroix a évoqué la question de la pollution de l'air. Dans ce domaine, la coordination va être réalisée puisqu'un décret de juillet 1960 charge le ministre de la santé publique et de la population de coordonner l'action des différents ministères intéressés par les mesures de lutte contre la pollution de l'atmosphère. Il y a là en effet un problème de santé publique qui couvre des problèmes techniques comme ceux de la législation des établissements dangereux, incommodes et insalubres ou celui de la lutte contre les fumées s'échappant des véhicules.

Ce décret, qui est tout récent, répond en partie aux préoccupations de M. Lacroix. Nous allons maintenant, avec les autres ministères intéressés le mettre en œuvre.

Par ailleurs un projet de loi-cadre prévoyant des mesures de lutte contre la pollution de l'atmosphère et contre la pollution des eaux par les déchets radio-actifs a été déposé sur le bureau de l'assemblée. Ce projet de loi viendra en discussion prochainement.

En ce qui concerne les mesures envisagées pour le cas où une bombe atomique exercerait ses ravages sur le territoire national, je puis dire à M. Rieunaud, que le service qui est princi-

palement chargé de la coordination des mesures à prendre est le service de la protection civile du ministère de l'intérieur, mais qu'en ce qui concerne la santé publique, des instructions ont d'ores et déjà été données à nos services et au corps médical tout entier pour l'aider dans la lutte contre les rayonnements atomiques au cas où se produirait, par malheur, une explosion atomique au cours d'une guerre.

Enfin, reste le problème de la vieillesse que plusieurs orateurs, MM. Bisson, Commenay, Duthell, Joyon, Lacroix, Colomb et Fourmond, ont abordé. Ce problème préoccupe, avec raison, toute l'Assemblée. Il prend en France une acuité particulière en raison du nombre important de Français âgés de plus de soixante-cinq ans qui ne disposent que de ressources insuffisantes.

Les principes de la politique que nous comptons suivre dans ce domaine ont été posés par la circulaire du 28 janvier 1960 qu'ont bien voulu évoquer certains des orateurs qui sont intervenus à cette tribune. Ces principes visent d'abord, dans la plus large mesure possible, l'aide à domicile parce que le vieillard, sauf exception, préfère rester dans son foyer et y être aidé, même si cela doit entraîner pour lui une charge ou une dépense supplémentaire.

Le décret du 17 juillet 1959 a posé le principe de la participation de l'aide sociale à des dépenses d'aide ménagère à domicile. Reste à prévoir l'extension de ce décret, notamment aux vieillards qui n'ont pas besoin de l'assistance d'une tierce personne.

Dans le cadre de cette politique d'aide à domicile entrent une série de mesures dont l'exécution est poursuivie en liaison avec le ministère de la construction, par exemple la construction de logements-foyers dont les normes viennent d'être définies par ce ministère.

Enfin, si l'aide à domicile n'est pas possible, il faut bien venir à l'hospitalisation du vieillard. Les normes des maisons de retraite, qui sont présentement en cours de révision et d'unification, répondront aux vœux exprimés par les différents orateurs. Il ne s'agit pas de faire des maisons de retraite du type « caserne », mais bien du type « foyer », de telle façon que le vieillard puisse y vivre en gardant le sentiment de s'y trouver un peu chez lui.

Au sujet de la grande misère des hospices, M. Lacroix a souligné avec beaucoup de courtoisie que le ministère de la santé publique et de la population avait tenu à publier le rapport des inspecteurs généraux, qui montre que le Gouvernement tout entier a pris conscience de ce problème et qu'il veut s'efforcer de le résoudre dans les années qui viennent.

Quant aux allocations, depuis la discussion de la précédente loi de finances, l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité a été augmentée de 10 p. 100 et une majoration de 7 p. 100 a été accordée aux personnes disposant de ressources supérieures à 135.200 anciens francs, mais inférieures à 201.000 anciens francs. Ces mesures devront évidemment être complétées sans même attendre que la commission Laroque ait terminé ses travaux.

Je puis assurer M. Joyon que nous considérons avec satisfaction le travail du groupe parlementaire qui s'occupe spécialement des problèmes de la vieillesse.

En ce qui concerne le comité national de la vieillesse, je crois que la notification officielle des représentants des Assemblées n'a pas encore été faite au ministère. C'est là un détail technique qui ne retardera pas, je peux vous en donner l'assurance, la réunion du conseil. Celui-ci pourra travailler en liaison avec le groupe parlementaire.

Je viens de faire rapidement le tour des questions qui m'ont été posées. Il faut conclure.

M. Nilès a critiqué très vivement l'insuffisance des dotations de ce budget et parlé avec quelque dédain de la très légère augmentation de nos crédits.

Je ne suis pas du tout d'accord avec lui. L'augmentation de nos crédits, et notamment de nos crédits d'équipement, se lit dans les chiffres.

En 1958, le budget d'équipement du ministère de la santé publique et de la population était de quatre milliards : cette somme était à peine suffisante pour couvrir la réévaluation des dépenses en cours et aucune opération nouvelle ne pouvait être engagée.

En 1959, j'ai défendu à cette tribune un budget de six milliards, l'année dernière un budget de dix milliards et, cette

année, c'est près de vingt et un milliards de dépenses d'équipement qui vont pouvoir être engagés. C'est une progression qui est réconfortante.

Certes, je me garderai de jeter la pierre à mes prédécesseurs, ils ont connu des difficultés financières et nous savons, nous aussi, qu'une politique d'équipement sanitaire et sociale n'est sérieuse que si elle est gagée par des finances saines et par une monnaie stable. Mais je crois que nous pouvons nous féliciter d'avoir réalisé un progrès.

L'Assemblée, en votant les budgets qui lui ont été soumis, peut se flatter d'avoir fait plus en matière d'équipement sanitaire et social que tout ce qui a été fait depuis dix ans en France.

Cela dit, je serai d'accord avec M. Nilès pour dire qu'il ne faut pas se satisfaire des chiffres actuels. On ne peut les considérer que comme un point de départ. L'effort prioritaire qui a été consenti, à juste titre, dans le domaine de l'équipement scolaire et dans le domaine de la construction s'impose maintenant dans le domaine de la santé publique et de la population. Les raisons sont les mêmes : la poussée démographique, qui exige qu'on bâtit des maisons et des écoles, exige impérieusement qu'on complète l'équipement hospitalier et qu'on crée des équipements sociaux correspondant aux groupes d'habitations et aux groupes scolaires qui ont été édifiés.

Dans les années qui viennent, il faudra par conséquent augmenter encore les chiffres de ce budget d'équipement.

Que l'Assemblée nationale nous y aide comme elle l'a fait jusqu'ici, j'en ai la ferme conviction et, par avance, je l'en remercie. (Applaudissements.)

M. le président. Il n'y a plus d'orateurs inscrits.

Sur le titre III de l'état G, je suis saisi de deux amendements ayant le même objet, le premier, n° 57, présenté par M. le rapporteur général, au nom de la commission, le second, n° 26 rectifié, déposé par MM. Cance et Lolive, et qui tendent à réduire de 24.480 nouveaux francs le montant des crédits.

Cette réduction a déjà été acceptée par le Gouvernement pour des ministères précédents.

Il n'y a pas d'opposition ?...

M. le président. La réduction de crédit proposée par les amendements est adoptée.

Je mets aux voix le titre III de l'état G concernant le ministère de la santé publique et de la population, au nouveau chiffre de 3.419.480 nouveaux francs.

(Le titre III de l'état G, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état G concernant le ministère de la santé publique et de la population, au chiffre de 10.390.250 nouveaux francs.

(Le titre IV de l'état G, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre V de l'état H concernant le ministère de la santé publique et de la population, l'autorisation de programme au chiffre de 6.150.000 nouveaux francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre V de l'état H concernant le ministère de la santé publique et de la population, le crédit de paiement au chiffre de 1.310.000 nouveaux francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état H concernant le ministère de la santé publique et de la population, l'autorisation de programme au chiffre de 147.850.000 nouveaux francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état H concernant le ministère de la santé publique et de la population, le crédit de paiement au chiffre de 19.122.000 nouveaux francs.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

[Article 79.]

M. le président. « Art. 79. — Les demandes en paiement des prestations fournies au titre de l'aide médicale par les médecins, chirurgiens, chirurgiens dentistes, sages-femmes, pharmaciens, établissements hospitaliers et autres collaborateurs de l'aide sociale doivent, sous peine de forclusion, être présentées dans un délai de deux ans à compter de la date de l'acte générateur de la créance ».

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 79.

(L'article 79, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 24, 25, 26 (états G et H) (suite).]

M. le président. Nous abordons la discussion des crédits du ministère de la justice.

JUSTICE

ETAT G

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils.

(Mesures nouvelles)

« Titre III : + 9.589.103 NF ;

« Titre IV : + 243.770 NF ».

ETAT H

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicable aux dépenses en capital des services civils.

(Mesures nouvelles.)

« Titre V. — Investissements exécutés par l'Etat :

« Autorisation de programme : 15.700.000 NF ;

« Crédit de paiement : 5.100.000 NF ».

Je rappelle que ce débat est organisé sur trois heures quinze minutes, à savoir :

Commission des finances : trente minutes ;

Commission des lois constitutionnelles : trente minutes ;

Gouvernement : trente minutes ;

Groupe de l'union pour la nouvelle République : trente-cinq minutes ;

Groupe des indépendants et paysans d'action sociale : vingt minutes ;

Autres groupes : dix minutes chacun ;

Ensemble des isolés : dix minutes.

La parole est à M. Tardieu, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

M. Julien Tardieu, rapporteur spécial. Monsieur le ministre, mes chers collègues, le budget du ministère de la justice pour 1961 s'élève à 380.898.539 nouveaux francs, en augmentation de 40.158.632 nouveaux francs sur le budget de 1960.

Dans cet accroissement, les mesures nouvelles entrent pour 14.932.873 nouveaux francs, soit un peu plus du tiers. Je ne vous infligerai pas la lecture du tableau donnant la ventilation par titre des services votés et des mesures nouvelles.

Nous examinerons successivement les dépenses ordinaires et les dépenses en capital.

Les dépenses ordinaires pour 1961 sont en augmentation de 35.083.632 nouveaux francs par rapport à 1960, soit un accroissement de 10,2 p. 100.

En valeur absolue, la plus importante de ces augmentations concerne les services judiciaires dont les crédits s'accroissent de plus de 19 millions, soit plus de la moitié de l'augmentation des dépenses ordinaires.

En valeur relative, ce sont les crédits de l'éducation surveillée qui ont le plus augmenté : 19,6 p. 100 d'accroissement.

En ce qui concerne les services judiciaires, l'augmentation des crédits, qui est au total de l'ordre de 19.300.000 nouveaux francs, résulte essentiellement d'un accroissement des dépenses de personnel, s'élevant à 11.800.000 nouveaux francs.

Les frais de justice sont en augmentation de 5.800.000 nouveaux francs.

L'application du code de procédure pénale, en particulier celle des dispositions concernant les doubles expertises, se traduit par une dépense supplémentaire de 4.800.000 nouveaux francs. Par ailleurs, on évalue à 1 million de nouveaux francs la création d'un casier des contraventions de circulation.

Les dépenses de matériel sont en augmentation de 600.000 nouveaux francs.

L'augmentation des crédits des services pénitentiaires, de 1960 à 1961, s'élève à 7.200.000 nouveaux francs. Les dépenses de personnel sont d'ailleurs la principale cause de cette augmentation puisqu'elles s'élèvent à 6 millions de nouveaux francs.

Le budget de l'éducation surveillée dépasse de 7.500.000 nouveaux francs en 1961 celui de 1960. Les dépenses de personnel entrent dans ce chiffre pour 2 millions de nouveaux francs, dont 1.100.000 nouveaux francs, correspondent à des créations et transformations d'emplois.

Les dépenses d'entretien, de rééducation et de surveillance des mineurs délinquants excèdent celles de l'an dernier de 3 millions de nouveaux francs.

Les dépenses résultant de l'observation et de la rééducation des mineurs en danger, notamment les enquêtes sociales et les services de consultations spécialisées près des tribunaux pour enfants, conduisent cette année à prévoir des crédits supplémentaires de 1.700.000 nouveaux francs.

A travers ces chiffres, il est possible d'avoir une première impression sur la physionomie du budget de la justice pour 1961.

Il reflète, en effet, l'application progressive de la réforme judiciaire qui continue à entraîner certaines dépenses de personnel et qui oblige à poursuivre l'indemnisation des greffiers et avoués dont les charges ont été supprimées. En outre, la mise en vigueur du nouveau code de procédure pénale se traduit par une augmentation des frais de justice.

En ce qui concerne les services pénitentiaires, c'est surtout l'augmentation de la population pénale qui oblige à un effort de recrutement de personnel de surveillance, mais l'institution de comités de probation, liée à la réforme des méthodes de rééducation, a aussi son influence sur le budget.

En résumé, le budget de la justice pour 1961 ne présente pas de caractéristiques très marquées : il se borne dans chaque secteur à poursuivre l'action entreprise, soit depuis de longues années, tel est le cas de l'administration pénitentiaire et de celle de l'éducation surveillée, soit dans une période plus récente, tel est le cas des services judiciaires qui parachèvent la mise en application du code de procédure pénale.

Je dirai quelques mots au sujet des modifications d'effectifs des services judiciaires.

Coincitant avec la mise en vigueur du nouveau code de procédure pénale, la réforme judiciaire intervenue fin 1958 avait eu notamment pour objet de permettre de faire face, avec un effectif théorique global diminué, aux exigences d'une législation nouvelle qui, si elle renforce la protection des libertés individuelles, s'est traduite, en revanche, par un certain accroissement de la complexité des procédures.

Il était néanmoins peu probable qu'une réforme de cette importance, qui modifie profondément la carte judiciaire, puisse être mise en place sans que certaines retouches, certaines adaptations se révèlent nécessaires et c'est, en fait, ce qui se produit dans le budget de cette année, où l'on trouve la trace d'un certain nombre de créations d'emplois dans les cours et les tribunaux métropolitains.

Certaines de ces mesures sont d'ordre général ; elles tiennent à la croissance démographique et plus encore peut-être à la concentration urbaine et à l'activité industrielle qui en est généralement le corollaire. Jointe à l'accroissement de la circulation automobile, l'activité immobilière est la source d'un abondant contentieux en matière d'accidents, comme en matière de loyers.

Mais il existe, en outre, certains motifs spécifiques d'accroissement des moyens des cours et tribunaux. En matière pénale, les affaires concernant les Français musulmans se sont, hélas, multipliées dans les années récentes. Dans un autre domaine, la mise en application de l'ordonnance du 23 décembre 1958 sur la protection de l'enfance a conduit à créer d'assez nombreux postes de juges des enfants.

Tous ces motifs expliquent, dans une certaine mesure, le léger accroissement des effectifs des magistrats et des auxiliaires de la justice. Il n'en reste pas moins que l'esprit dans lequel a été conçue la réforme judiciaire ne doit pas être perdu de vue. Cette réforme devait permettre un meilleur fonctionnement de la justice, mais aussi un meilleur emploi des magistrats.

De même, à la suite d'une étude pilote, également entreprise dans les services administratifs du tribunal de grande instance de Rouen, les conditions de fonctionnement des services ont été améliorées de sorte que les charges administratives nouvelles issues de la réforme de 1959, ont pu être absorbées sans accroissement de personnels.

En 1961, 10 tribunaux de grande instance hors-classe bénéficieront de l'expérience faite à Rouen et par la suite, les 132 tribunaux de grande instance seront réorganisés, en commençant par les plus importants.

Quant au tribunal de grande instance de la Seine, il doit faire l'objet d'une étude spéciale à la suite de laquelle sa réorganisation sera réalisée par tranches.

Les créations d'emplois demandées dans les services judiciaires ne se limitent pas à la métropole : un certain nombre d'entre elles sont prévues pour les cours d'appel et les tribunaux de grande instance de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Dans ces départements doivent être, de toute nécessité, transposées les réformes réalisées dans la métropole, notamment, l'entrée en application du code de procédure pénale.

Votre rapporteur vous propose d'accepter les créations d'emplois proposées, tant pour les départements d'outre-mer que pour la métropole et qui sont d'ailleurs résumées dans le tableau que vous trouverez dans le rapport.

En ce qui concerne le territoire métropolitain, il insiste cependant pour que ces modifications d'effectifs ne deviennent pas la règle dans chaque budget.

La réforme judiciaire est encore trop récente pour que la révision générale et systématique des effectifs des juridictions ait été effectuée, mais cette révision doit se traduire à l'avenir, par des mutations entre les cours, les créations d'emplois ne devant être que l'exception.

Je ne m'attarderai pas sur l'indemnisation des officiers ministériels touchés par la réforme judiciaire. J'indiquerai simplement que la suppression de 179 tribunaux de première instance a affecté 179 greffiers en chef et la suppression des justices de paix, 2.047 greffiers. Je ne vous traduirai pas dans le détail les crédits concernant les greffiers en chef et qui s'élevaient à 1.008.000 nouveaux francs.

Les avoués maintenus à titre provisoire et qui ont remis ou remettront leur démission pure et simple avant le 1^{er} mars 1961 ont droit à l'attribution d'une prime de 4.000 nouveaux francs. Soixante-huit avoués ont bénéficié de cette prime pour une somme totale de 272.000 nouveaux francs.

Enfin, ajoutons qu'un certain nombre de subventions ont été attribuées tant aux avoués qu'aux greffiers à titre de remboursement de charges fiscales et qu'une somme globale de 134.843 nouveaux francs a été attribuée à titre d'indemnité de licenciement à 203 commis greffiers, employés de greffiers et employés d'avoués.

Pour être complet, il faudrait mentionner, encore qu'ils ne soient pas portés sur le budget, les prêts de la caisse centrale du crédit hôtelier, commercial et industriel, effectués au bénéfice des officiers ministériels qui se rendent cessionnaires d'un autre office et qu'ils doivent indemniser.

Au total, le montant des subventions, indemnités et primes accordées par le budget s'élevait, en septembre 1960, à 4.036.344 nouveaux francs et le montant des prêts du crédit hôtelier à 9.797.944 nouveaux francs, ce dernier crédit ne figurant pas au budget de la justice.

J'en viens aux services pénitentiaires.

L'administration pénitentiaire poursuit, depuis de longues années, une tâche caractérisée par une humanisation toujours

plus grande des conditions de détention, par l'application de traitements adaptés aux condamnés et par la recherche de leur reclassement social.

Nous avons exposé dans notre rapport de l'an dernier les grands principes qui ont présidé à la réforme des services pénitentiaires, nous n'y reviendrons pas, nous bornant, cette année, à souligner les problèmes que posent l'accroissement des effectifs ainsi que l'évolution d'une institution récente, celle des comités de probation.

Je ne rappellerai pas la progression croissante, après la guerre, hélas ! des effectifs des détenus qui, après avoir connu une régression, de 1946 à 1956, de 32.854 à 19.398, voit la progression s'accroître depuis, et qui s'élève à 28.524 au 1^{er} septembre 1960.

L'effectif, il est vrai, des franco-musulmans, au point de vue de la population pénale, suit une progression constante depuis 1956 puisque, de 1.608 en janvier 1956, il est passé, au 1^{er} septembre 1960, à 10.705.

L'augmentation globale des détenus dans les années récentes suffirait à justifier un accroissement des moyens en personnel de l'administration pénitentiaire. Mais à cette cause s'en ajoutent d'autres : le nombre des détenus nord-africains incarcérés pour des délits se rapportant aux événements d'Algérie pose de graves problèmes de locaux et, par conséquent, de surveillance.

Il est nécessaire, pour des raisons de sécurité, d'éviter que ces condamnés soient en contact avec d'autres catégories de détenus, de même qu'avec les éléments d'une faction rivale.

Du tableau figurant dans mon rapport écrit, il ressort qu'au 1^{er} janvier 1958, pour 18.167 détenus, l'encadrement était de 5.423 agents, alors qu'au 1^{er} septembre 1960, pour 28.524 détenus, l'effectif du personnel n'était que de 5.785 unités, soit seulement 362 surveillants en plus pour une augmentation de 10.357 unités de l'effectif pénal. On comprend, dans ces conditions, que la création de 150 postes de surveillants auxiliaires soit demandée dans le budget et aussi que soit proposée la titularisation de 200 surveillants auxiliaires déjà en fonctions depuis six à dix ans.

En ce qui concerne les comités de probation, l'année 1959 a vu pour la première fois l'application du sursis avec mise à l'épreuve. Cette institution devait se heurter fatalement à de sérieuses difficultés en raison de l'absence initiale de moyens nécessaires en argent, en matériel et en personnel. Du 2 mars 1959, date de la mise en application de la probation, au 1^{er} août 1960, les tribunaux ont prononcé 2.096 condamnations comportant le bénéfice de cette mesure. Si l'on tient compte de ce que, au cours de cette période de mise en route, les comités de probation ont eu recours pour une grande part à l'activité bénévole de personnes et d'œuvres privées, on peut penser que la probation connaîtra un développement accéléré dès qu'un accroissement des moyens sera intervenu.

Au total, l'augmentation des crédits destinés aux comités de probation est de l'ordre de 800.000 NF. Il y a là l'amorce d'une réforme extrêmement intéressante dont il conviendra de suivre avec attention le développement dans les années à venir.

Je vous l'ai déclaré tout à l'heure, ce sont les services de l'éducation surveillée qui ont, pour les raisons suivantes, bénéficié de la plus forte augmentation de crédits :

La tâche de la direction de l'éducation surveillée devient de plus en plus lourde. Au cours de l'année 1959, en effet, la progression de la délinquance juvénile a connu une forte accélération surpassant notablement l'accroissement démographique. Les chiffres passent de 17.502 en 1945 à 21.057 en 1959.

Comme le remarque le directeur de l'éducation surveillée dans son rapport annuel à M. le garde des sceaux, de nouvelles formes de délinquance se sont accusées, particulièrement les délits de violence et les infractions commises en groupe. Révélé à l'opinion publique durant l'été de 1959, le phénomène des bandes, même ramené à ses justes dimensions, reste préoccupant, non seulement par le danger qu'il présente, mais comme signe d'une inadaptation des jeunes à notre société.

Pour faire face à ces besoins nouveaux, les services de l'éducation surveillée se voient autorisés, dans le budget de 1961, à créer un certain nombre d'emplois ; 85 emplois de personnel titulaire, dont 13 postes de chefs de service éducatif et 52 postes d'éducateurs, 25 emplois de personnel contractuel, assistantes sociales, agents techniques et psychologues.

Je ne vous donnerai pas le détail de ces créations d'emplois. Elles sont destinées à pourvoir à des organismes légers de

consultation, à développer les services d'observation en milieu ouvert, à augmenter l'effectif des délégués permanents à la liberté surveillée et à permettre la prise en charge de services sociaux auprès des tribunaux pour enfants, dont le fonctionnement est actuellement assuré par du personnel appartenant à l'administration de la population et de l'entraide.

Enfin, ajoutons que les crédits destinés à la rémunération des enquêtes sociales, au fonctionnement des associations d'action éducative, aux comités de patronage et aux services de consultations spécialisées auprès des tribunaux pour enfants, sont en légère augmentation.

Au total, on peut considérer que l'éducation surveillée bénéficie cette année de crédits lui permettant de développer ses moyens d'action et d'assurer efficacement l'application de l'ordonnance du 23 décembre 1958 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence, en particulier.

Il faut souligner que l'action de la direction de l'éducation surveillée a de plus en plus tendance à s'exercer en dehors des établissements, ce qui correspond à l'esprit de l'ordonnance précitée, qui a transformé radicalement la fonction de juge des enfants en accentuant son caractère préventif.

Mais il faut évidemment que les juridictions de mineurs soient mises en mesure de disposer d'un équipement, qui n'est pas encore au niveau des besoins. Le budget de 1961 y contribuera.

En ce qui concerne les dépenses en capital pour les services judiciaires, le programme de construction de logements de fonction pour les chefs de cour se poursuit. On se souvient que la décision a été prise l'an dernier de doter les premiers présidents de cour d'appel et les procureurs généraux de logements de fonction.

Pour les établissements pénitentiaires, l'autorisation de programme de 8.500.000 NF demandée au budget de 1961 concerne les opérations suivantes : maison d'arrêt de Valenciennes, construction nouvelle ; maison centrale de Muret, maison centrale de Clairvaux et enfin augmentations de crédits pour le matériel.

Pour les établissements d'éducation surveillée, l'autorisation de programme de six millions de nouveaux francs demandée au budget de 1961 concerne la réalisation des opérations suivantes : création de deux organismes légers d'éducation surveillée ; création d'un centre d'observation ; création d'une institution pour mineurs ; modernisation d'institutions existantes. Le détail de ces opérations figure dans mon rapport.

Les crédits de paiement demandés pour couvrir la suite des opérations antérieures s'élèvent à 2 millions de nouveaux francs et, pour les opérations nouvelles, à 2.500.000 NF, soit au total à 4.500.000 NF.

Pour 1960, la direction de l'éducation surveillée disposait, au titre de crédits de paiement, de 2.895.000 NF. Ces crédits seront à peu près entièrement consommés à la fin de l'année. Les crédits de paiement demandés pour 1961 devraient pouvoir être absorbés entièrement l'année prochaine, compte tenu des opérations actuellement préparées.

Telles sont les caractéristiques essentielles du budget de la justice pour 1961, qui a obtenu l'approbation de la commission des finances. (Applaudissements.)

M. le président. Mes chers collègues, je vous propose d'entendre encore, avant de lever la séance, M. Pasquini, rapporteur pour avis.

Il m'a fait savoir que son intervention serait de courte durée. Si vous voulez bien considérer la tâche qui nous reste encore pour la séance de ce soir, ce sera le seul moyen d'en terminer à minuit.

L'Assemblée accepte-t-elle ma proposition ? (Assentiment.)

La parole est à M. Pasquini, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Pierre Pasquini, rapporteur pour avis. Le budget du ministère de la justice s'élève, pour l'année 1961, à la somme de 380.398.538 nouveaux francs. Il présente, sur l'année 1960, une augmentation de dépenses de l'ordre approximatif de 40 millions de nouveaux francs, sur lesquelles les mesures nouvelles s'expriment par une augmentation de 14.932.000 nouveaux francs seulement.

Ce budget ne présente pas de caractéristiques très marquées, car il continue essentiellement à traduire la mise en service de

la réforme judiciaire et la mise en application du nouveau code de procédure pénale.

Ainsi que l'a dit M. le rapporteur spécial, les dépenses se distinguent en dépenses en capital et en dépenses ordinaires. Les dépenses en capital, qui sont de l'ordre de 12 millions de nouveaux francs, appellent les observations suivantes :

En matière de services judiciaires, il y a pratiquement peu à dire. L'an dernier la décision avait été prise de doter les premiers présidents et les procureurs de cour d'appel de logements de fonction, et c'est à ce titre qu'au siège de cinq cours d'appel différents logements ont été acquis.

En matière d'établissements pénitentiaires, une autorisation de financement de 8.500.000 nouveaux francs est sollicitée pour la construction de deux centrales à Muret et à Clairvaux, d'une maison d'arrêt à Valenciennes et de divers travaux de réfection à effectuer tant à Fresnes qu'à la maison d'arrêt de Marseille. C'est au titre des établissements pénitentiaires qu'au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République je veux présenter à M. le garde des sceaux et à ses services la première observation suivante.

Si, en raison de l'augmentation considérable de la population pénale, trois constructions nouvelles ont été envisagées — les deux centrales et la maison d'arrêt à Valenciennes — et s'il est dans un sens assez réconfortant de constater qu'elle s'insère dans un plan de rééquipement général des maisons d'arrêt en France, il m'apparaît nécessaire, comme il est apparu à la commission tout entière, de souligner l'insuffisance des crédits affectés à la réparation et à l'amélioration des locaux déjà existants.

En étudiant ce budget, il est apparu que les crédits demandés cette année pour la réfection des établissements pénitentiaires sont destinés au remplacement d'une buanderie à Fresnes, qui existe, d'après ce que nous a appris l'expert, depuis 1898, et au remplacement des marmites de campagne de la maison d'arrêt de Marseille, dans lesquelles, paraît-il, on fait la cuisine depuis quelque vingt-cinq ou trente ans.

Ces exemples sont éminemment caractéristiques, me semble-t-il, et vous n'ignorez certainement pas, monsieur le garde des sceaux, pas plus que vos services, que nombre de maisons d'arrêt en France se trouvent dans le même état de vétusté et que le matériel qui s'y trouve ne fait pas honneur à nos services à une époque où tant de dépenses de caractère social ou médical sont précisément faites.

Alors, l'observation que je suis amené à faire est qu'à l'époque où notre justice fait intervenir dans la vie du prisonnier, une fois qu'il est condamné, tant de facteurs qui interfèrent sur sa santé morale — les psychologues, les psychiatres, les médecins, les éducateurs, les assistants et les assistantes sociales — la chancellerie et les services, par la voie des crédits qu'ils pourraient solliciter, seraient bien avisés de s'occuper avant ou en même temps que de la santé morale des détenus de leur santé physique.

C'est à ce titre que je vous indique — mais vous ne l'ignorez certainement pas — que nombre de maisons d'arrêt en France n'ont pas le tout à l'égout, l'eau courante, et je disais hier à mes collègues de la commission, à laquelle vous nous avez fait l'honneur de venir répondre aux questions qui vous ont été posées, ce dont nous vous sommes infiniment reconnaissants, que dans un grand nombre de ces maisons d'arrêt existe encore ce qu'on appelle en termes militaires la peu hygiénique corvée des tinettes.

A une époque où l'on fait un effort particulier pour la santé morale du détenu, on pourrait supprimer peut-être une telle corvée.

J'en arrive à l'éducation surveillée. L'autorisation de programme sollicitée de 8 millions de nouveaux francs concerne la création de deux organismes, un centre d'observation à Lille et une institution pour mineurs difficiles. Il convient aussi de noter que fort heureusement 2.350.000 nouveaux francs serviront à la modernisation des installations déjà existantes. Voilà pour les dépenses en capital, dont on peut dire qu'en dehors de ces observations, elles n'appellent pas particulièrement l'attention de la commission non plus que du Parlement.

Plus importantes, par contre, sont les dépenses ordinaires puisqu'elles accusent cette année une augmentation de 35.083.000 nouveaux francs par rapport à 1960, et cette augmentation se répartit sous trois rubriques, qui sont les services judiciaires, l'éducation surveillée et les services pénitentiaires.

Chacune de ces rubriques peut appeler les observations suivantes.

Les services judiciaires ont vu modifier leurs effectifs et une cinquantaine de postes nouveaux, tant de magistrats que d'auxiliaires de la justice, ont été créés. Il convient de noter que la plupart de ces créations servent à des affectations pour les territoires d'outre-mer. Là encore, il y a essentiellement une adaptation de la réforme judiciaire en fonction, le plus souvent, de facteurs externes. Il est certain que vos services, monsieur le garde des sceaux, vont avoir affaire à une spécialisation de la justice en fonction de travaux éminemment externes. En effet, les années qui viennent de s'écouler nous ont montré que nombre de magistrats n'avaient plus à s'occuper que de certaines catégories de délinquants. C'est le cas de certains magistrats qui ne s'occupent que des Français musulmans et de certains délits, puisqu'il y a également une spécialisation des délits en matière pénale, s'agissant d'actes portant atteinte à la sûreté de l'Etat, pour la population musulmane.

Toute une catégorie de magistrats est également appelée à se spécialiser dans le domaine de l'enfance délinquante, et une autre catégorie va avoir à souffrir — le mot est évidemment un euphémisme — des conséquences des accidents d'automobile et de l'augmentation de la circulation.

Vous n'ignorez pas, en effet, que certaines chambres, cours d'appel ou tribunaux, sont dès maintenant obligés de consacrer trois, quatre et quelquefois cinq audiences par semaine uniquement à juger les conséquences des accidents d'automobile, et il est à prévoir, en raison de l'augmentation de la circulation, qu'un nombre de plus en plus grand de magistrats auront à s'occuper de ces genres d'affaires.

Je vous indique en passant, sur le ton du détail anecdotique et savoureux, que récemment un bâtonnier d'une petite ville située au sud de Valence me confiait qu'avec tout son barreau il ne vivait plus que de deux carrefours de la nationale 7, et le président du tribunal, que j'avais l'honneur de rencontrer peu après, me révélait que tout son tribunal ne s'occupait que de ces deux carrefours, ce qui montre que, de temps à autre, il peut exister des rapports inattendus entre les services de la chancellerie et ceux des travaux publics. En révélant le danger de certains carrefours à votre collègue des travaux publics, monsieur le garde des sceaux, vous pourriez diminuer la charge qui pèse sur certains de vos magistrats. (Sourires.)

M. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice. Je souhaite qu'il lise le *Journal officiel* et médite vos paroles, monsieur le rapporteur. (Sourires.)

M. le rapporteur pour avis. Je vous remercie, monsieur le garde des sceaux.

Il convient de noter qu'en fonction de cette spécialisation vous allez être obligé de prévoir la création de nouveaux emplois dans les années à venir.

La commission des finances, par la voix de son rapporteur, a formulé une légère réserve. Elle a rappelé que la révision des effectifs devait se traduire par des mutations, et que les créations d'emplois ne devaient être envisagées que lorsque se révélait un besoin nouveau.

C'est également, je crois, la position de la commission des lois constitutionnelles unanime.

J'ai le devoir de présenter une seconde observation qui est la suivante.

A la lecture de votre budget, il est apparu que vos services n'avaient envisagé que la création de trois postes de juge d'instruction pour l'ensemble du territoire métropolitain.

C'est absolument insuffisant et, si vous le permettez, je vais m'en expliquer.

L'an dernier, monsieur le garde des sceaux, vous aviez constaté que le magistrat instructeur demeurait un des pivots de l'appareil judiciaire et que, la loi lui confiant des pouvoirs exceptionnels, il déterminait, par sa valeur ou par son travail, l'efficacité de toute la répression pénale. C'est exact.

Ce magistrat, dont le rôle important nous est révélé par le compte rendu que donne la presse de toutes les affaires importantes, n'a pas d'horaire de travail; il est obligé de se livrer à des reconstitutions qui le conduisent loin de son cabinet, par tous les temps; il doit, pour les besoins d'une vérité difficile à rechercher, poursuivre des interrogatoires en dehors des horaires normaux.

Dans un tribunal — j'ai pu le vérifier souvent — c'est le magistrat instructeur qui travaille le plus. Or, c'est précisément celui qui est placé à l'échelon le plus bas de la hiérarchie judiciaire.

M. Marcel Sammarcelli, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Très bien!

M. le rapporteur pour avis. Et par un paradoxe assez étrange, ce magistrat est souvent moins payé que les policiers auxquels il donne des ordres.

Il y a là un état de fait sur lequel vos services devraient se pencher. Je crois savoir qu'ils étudient la question, et qu'ils envisageraient de créer le grade de « premier juge d'instruction ». Votre commission le souhaite ardemment.

Il importe de revaloriser une fonction, qui est déterminante, car vos services auront de plus en plus de difficultés pour trouver des magistrats instructeurs, les magistrats ne voulant plus faire de l'instruction et regagnant le siège dès qu'ils le peuvent.

J'ai eu l'occasion, cet été, de vous citer l'exemple d'une juridiction de province où il n'y avait plus un seul juge d'instruction, et où, pendant un mois, aucune information n'a pu se faire.

Il nous faut donc trouver un moyen pour revaloriser leur fonction. Ce pourrait être une indemnité de fonction, un échelon d'ancienneté. Je vous suggère aussi une assimilation au grade de vice-président.

Monsieur le garde des sceaux, vous avez été le premier — et je vous en rends hommage — à vous pencher sur la fonction des auxiliaires de la justice, plus exactement sur cette catégorie d'auxiliaires de la justice que sont les greffiers d'instruction et les secrétaires du parquet.

Sur le plan général, il est évident que votre réforme s'est traduite par une amélioration du traitement des magistrats. Mais pour ces collaborateurs de la justice, elle s'est traduite essentiellement par une augmentation de travail, compte tenu des sujétions innombrables auxquelles les soumettait le nouveau code de procédure pénale.

Certaines dispositions de ce code ont été modifiées — je vous en rends hommage, monsieur le garde des sceaux. Par exemple, l'obligation d'établir un double dossier pour toutes les procédures — jugée inadmissible par les professionnels — a été laissée par vous à l'appréciation du juge. Cette mesure que vous avez prise est heureuse, et je vous remercie de vous être penché sur la situation de ces magistrats.

Mais je vous rappelle que l'indemnité de fonction allouée aux greffiers d'instruction, qui suivent leur chef dans tous ses travaux et tous ses horaires, est seulement de l'ordre de 40.000 francs par an. On pourrait tout de même envisager une amélioration de leur sort.

En revanche, on ne peut qu'accueillir favorablement les crédits destinés à l'amélioration des conditions de fonctionnement des services en matière de mécanisation, de classement, d'enregistrement. Vous nous en avez parlé longuement hier, et nous avons été heureux de vous entendre.

Les entreprises privées disposent, pour des travaux souvent moins importants que celui de la justice, de toutes sortes de machines : appareils de bureau, de classement, machines à écrire ou à photocopier. La justice n'en possède pas. C'est peu admissible. Il arrive que, dans certains tribunaux, le juge d'instruction ne peut pas faire prendre une photographie parce qu'il n'a pas de spécialiste sous la main.

L'époque viendra pourtant — vous devez le prévoir — où le greffier d'instruction devra posséder non seulement sa machine à écrire, mais aussi un appareil photographique lui permettant de prendre des clichés au cours d'une reconstitution. Vous comprenez en effet que le fait, pour un magistrat, de s'adresser, à l'occasion d'une reconstitution, à des personnes qui ne sont pas des collaborateurs de la justice peut avoir des conséquences fâcheuses.

Je dois également vous présenter une observation — modérée d'ailleurs, puisque vous nous avez donné des apaisements hier — sur l'intégration des juges de paix, question qui a fait couler beaucoup d'encre.

Des amertumes sont nées au sein de ce corps de magistrats. Je dois à l'objectivité de dire qu'elles sont assez compréhensibles.

Vous avez reconnu, devant le Sénat, et hier à nouveau, que le « corps d'extinction » des juges de paix était une formule regrettable, péjorative, et que vous la déploriez.

Nous nous réjouissons du fait qu'un grand nombre de ces juges de paix aient déjà été intégrés. Mais, nous vous l'avons dit hier, le quota des intégrations nous paraît encore insuffisant, et la commission tout entière estime nécessaire de procéder à une intégration beaucoup plus complète.

Autre observation également en ce qui concerne les magistrats âgés de plus de soixante ans.

Je me fais l'interprète — je parle sous contrôle de son président — de l'unanimité de la commission pour indiquer que l'interdiction faite aux magistrats de plus de soixante ans d'être promus aux grades supérieurs, premier et second grade, apparaît comme une mesure peu admissible et vexatoire.

Il semble en effet, spécialement dans le corps de la magistrature — sinon dans la police — que la notion d'âge doit s'effacer devant les qualités morales, les qualités d'intelligence et de mérite.

Après un nouvel examen de la question, vous avez bien voulu prévoir une période transitoire. Cette proposition a été bien accueillie. Vos services devraient la reprendre.

De la même façon, j'ai le devoir de faire une observation en ce qui concerne les magistrats de la Seine. Vous connaissez bien cette question.

La situation de ces magistrats a fait l'objet de deux décrets successifs, le premier en 1953, le second en 1958. Ce qui frappe le plus cette catégorie de magistrats, c'est le fait qu'ils doivent être nommés en province pour avoir de l'avancement.

La commission demande qu'on leur assure des avantages de carrière correspondant à la valeur professionnelle et au travail qu'exige la juridiction de la Seine dont les responsabilités — cela n'a jamais été contesté — sont plus importantes que celles de n'importe quelle autre cour d'appel.

Je sais que vous avez éprouvé le scrupule de consulter ces magistrats. On vous a suggéré divers moyens permettant de révaloriser leur fonction, par exemple l'accession, à titre personnel, au premier groupe du premier grade lorsqu'ils seront inscrits au tableau d'avancement. En ce domaine, vous êtes, monsieur le garde des sceaux, le meilleur juge de ce qui peut se faire.

En ce qui concerne le service de l'éducation surveillée, je n'apprendrai rien à nos collègues en disant que le nombre des mineurs délinquants augmente dans des proportions considérables. Vos services ont noté, monsieur le garde des sceaux, que le nombre des mineurs délinquants augmente proportionnellement plus vite que la population juvénile. C'est un fait que l'on doit souligner chaque fois que l'on en a l'occasion.

De 14.000 en 1956, ce nombre a atteint, en 1959, le chiffre de 21.000. Pour l'année 1960 — j'ai été frappé par ce chiffre — le nombre de mineurs qui ont fait l'objet d'une décision de justice, tant sur le plan civil que sur le plan pénal, atteint le chiffre exorbitant de 43.000. Tout porte à croire que ces chiffres vont encore augmenter.

En fonction de cela, le budget de l'éducation surveillée présente une augmentation de 7.500.000 francs se répartissant en dépenses de personnel, d'entretien, d'enquêtes sociales et en dépenses d'observation. Ce crédit ne peut qu'être bien accueilli.

De la même façon que vous allez à une spécialisation de la justice, vos services se rendent compte que les budgets à venir, ceux de 1962, de 1963, de 1964, devront faire une part de plus en plus grande à l'éducation surveillée.

M. Tardieu a peut-être donné ces chiffres, mais je les rappelle parce qu'ils sont symptomatiques.

Les établissements d'observation totalisent 9.500 places, alors qu'il en faudrait 21.000 ; les établissements de rééducation totalisent 18.000 places, alors que 24.000 seraient nécessaires.

Les moyens financiers consacrés par votre budget à l'éducation surveillée sont encore nettement en-deçà des besoins.

En ce qui concerne les services pénitentiaires, la situation est beaucoup plus grave. C'est la raison pour laquelle je me réservais de la garder pour la fin de mes observations.

L'administration pénitentiaire fait face, nous en avons la preuve chaque jour, à une tâche écrasante qui, il ne faut pas

hésiter à le dire, surtout à cette tribune, dépasse les charges et les obligations qu'on est en droit de lui demander. Ces sujétions pénitentiaires se sont accrues en fonction de deux facteurs.

Le premier, qui est un élément permanent, réside dans la transformation de la fonction de surveillant. Les nouveaux textes prévoient en effet que le surveillant ne sera plus ce qu'on appelait autrefois un garde, mais devra coopérer à la tâche de rééducation du détenu.

À côté de cet élément permanent, se trouve un élément circonstanciel, qui réside dans l'aggravation du travail des surveillants de maison d'arrêt. Ici, les chiffres parlent d'eux-mêmes, et il suffit de les citer pour avoir conscience de la gravité du problème.

Votre premier souci, monsieur le garde des sceaux, doit être d'améliorer les conditions de cette fonction.

En 1956, l'effectif des détenus était de 19.000 ; au 1^{er} septembre 1960, il est de 28.254. Il y a donc un accroissement de 10.000 détenus environ. Cet accroissement provient pratiquement de l'augmentation du nombre des délinquants musulmans qui, de 1.600 en 1956, est passé à 10.700 le mois dernier.

Cette population pénale spéciale pose à l'administration pénitentiaire des problèmes graves, douloureux quelquefois. Il en a été suffisamment fait état hier devant la commission pour que je n'y insiste pas davantage. On peut se demander seulement si les chiffres que je vous rapporte n'ont pas une incidence sur les événements qui se produisent actuellement dans les maisons d'arrêt.

Il y avait en 1956, vous disais-je, 19.000 détenus et, en 1960, 28.000, soit environ 10.000 de plus. En regard, le nombre des agents qui était de 5.423 en 1956 est passé, en 1960, à 5.785. On est donc amené à penser que 362 agents seulement sont censés surveiller et rééduquer 10.000 détenus de plus.

Si les détenus s'échappent parfois, et si cela provoque un certain trouble dans l'opinion, on peut penser que cela résulte du fait que leur nombre a augmenté dans des proportions beaucoup plus importantes que celui des personnes chargées de les surveiller.

Je ose dire aussi — car c'est rendre justice à cette administration — que si l'opinion est au courant des évasions qui se produisent, elle n'est malheureusement pas informée des tentatives d'évasion déjouées et qui sont, je crois, fort nombreuses.

Mais si l'administration pénitentiaire est écrasée par ses tâches, elle est aussi mal récompensée pour ses efforts.

Chaque fois qu'un gardien de maison d'arrêt effectue une nuit de surveillance, il reçoit une indemnité dite de « panier ». Cette indemnité de « panier » est de 175 francs seulement, alors que le minimum de rémunération horaire pour un travail de nuit est de 55 francs. Il y a donc un fossé qui paraît énorme avec les autres branches de la fonction publique.

De même, jusqu'à cette année, les heures supplémentaires n'étaient pas payées dans l'administration pénitentiaire. Je crois que c'est la première fois dans l'histoire du budget de la justice qu'elles vont l'être.

Je vous livre encore ces chiffres : le nombre d'heures de travail est dans la fonction publique en moyenne de 45 par semaine. Or le personnel de la maison d'arrêt de Rouen en effectue 58, celui du Havre 52, celui de Toul 56, et je pourrais citer d'autres exemples.

Ces conditions de travail vont être normalisées par l'apport de 150 postes de surveillant auxiliaire prévus au budget de cette année et par la titularisation de 200 surveillants auxiliaires déjà en fonctions depuis plus de dix ans.

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette mesure, mais nous regrettons que 600 auxiliaires restent auxiliaires, alors qu'ils ont six, dix ou même quinze ans d'administration pénale.

De la même façon, nous regrettons qu'un plus grand nombre de surveillants ne soient pas nommés pour assurer le travail chaque jour plus lourd dans ces maisons d'arrêt. Le problème est grave, monsieur le garde des sceaux, et vous ne l'ignorez pas.

J'ajoute que ce personnel n'a pas le droit de se mettre en grève. Or, s'il refusait simplement d'effectuer ses heures supplémentaires, vous auriez à faire face, dans de nombreuses maisons d'arrêt, à des situations difficiles.

C'est la raison pour laquelle je dois au passage rendre hommage à tous vos services, à vos directeurs et à leurs collabora-

teurs qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour que le ministère des finances comprenne la situation difficile de cette administration.

Le problème qui se pose, il est bon de le rappeler, est simple. La commission des lois constitutionnelles n'a pas compris que l'effort demandé de 180 millions d'anciens francs n'ait pas été consenti cette année au budget pour une revalorisation indiciaire qui paraissait indispensable.

J'indiquais à l'instant que l'administration pénitentiaire ne peut user du droit de grève. J'ajoute qu'elle n'a pas souvent non plus eu l'occasion de faire valoir des doléances qui paraissent légitimes.

Comment peut-on admettre qu'un surveillant de maison d'arrêt qui doit désormais, en fonction de la nouvelle conception de la procédure pénale, être en même temps un éducateur, c'est-à-dire posséder certaines qualités, accepte de débiter au salaire de 33.000 francs par mois ? Car telle est la rémunération offerte à cette catégorie de personnel à qui on demande, non seulement de surveiller, souvent la nuit, et ce, plusieurs fois par semaine, mais également de rééduquer.

Vous allez vous trouver en face des mêmes difficultés que j'ai dénoncées tout à l'heure pour les juges d'instruction, c'est-à-dire que bientôt vous ne pourrez plus recruter de surveillants de maison d'arrêt, si vous ne revalorisez pas cette fonction.

Ces personnels peuvent prendre argument de l'article 4 de l'ordonnance du 6 août 1958, que j'ai le devoir de rappeler. Cet article dispose à propos des personnels pénitentiaires :

« Ces personnels sont classés hors catégorie pour la fixation de leurs indices de traitement. Ces indices sont arrêtés par décret pris en conseil des ministres dans les limites générales fixées pour l'ensemble des fonctionnaires. »

L'administration pénitentiaire a cru pouvoir déduire de cette disposition légale que le jour où seraient augmentés les indices de l'ensemble des fonctionnaires, on serait tenté de revaloriser les siens. Or lorsqu'on a augmenté les indices de la police, l'administration pénitentiaire n'a pas compris qu'on n'ait pas réévalué ceux de ses ressortissants.

Le fossé n'a cessé de se creuser. Dans le même temps que cette administration sollicitait la revalorisation de ses indices, elle attirait votre attention sur un souhait émis par elle, à savoir l'automatisme du principalat avec indice terminal à 325 et la classe unique des surveillants-chefs, au lieu des deux classes existantes : surveillants du premier degré et surveillants du second degré.

J'ai le devoir de dire que les représentations syndicales, l'administration pénitentiaire, vos services, le garde des sceaux, la commission des lois constitutionnelles tout entière, c'est-à-dire une

partie tout de même notable de l'Assemblée, se sont trouvés d'accord sur une mesure dont le coût s'élève, pour 1961, à 180 millions d'anciens francs.

Il apparaît incompréhensible qu'on puisse prendre la responsabilité d'événements aussi graves, quant à leurs répercussions, qui pourraient naître dans les maisons d'arrêt qui sont la clé — si, par euphémisme, je puis parler de clé dans une telle occasion — qui sont la clé de voûte du système pénitentiaire.

Dès lors n'est-il pas surprenant qu'on ait écarté une mesure qui paraissait singulièrement opportune précisément à une époque où la situation des maisons d'arrêt a été sensiblement aggravée ?

M. le garde des sceaux. Disons qu'elle est différée plutôt qu'écartée.

M. Pierre Pasquini, rapporteur pour avis. Monsieur le garde des sceaux, je prends acte avec plaisir de la phrase que vous venez de prononcer, à savoir que cette mesure est différée plutôt qu'écartée. Je suis persuadé que le rappel ou le développement de cette déclaration ne pourra qu'apaiser le climat peu agréable qui règne dans les maisons d'arrêt.

Voilà, je crois, la remarque la plus essentielle que j'avais à faire sur le budget du ministère de la justice. Compte tenu des observations que je viens de présenter, je demande à l'Assemblée de voter ce budget. (Applaudissements.)

M. le président. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

— 4 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1961 (n° 866) (rapport n° 886 de M. Marc Jacquet, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan) (deuxième partie) :

Justice (suite) (annexe n° 16. — M. Tardieu, rapporteur spécial ; avis n° 903 de M. Pasquini, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt heures cinq minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,

RENÉ MASSON.